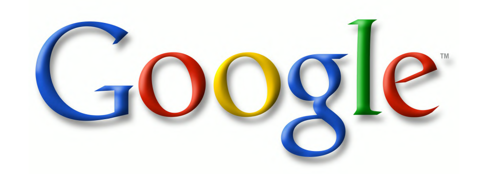
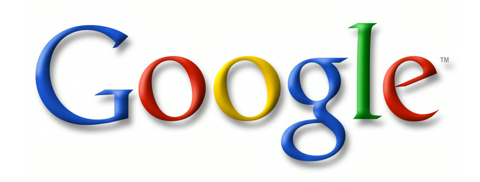
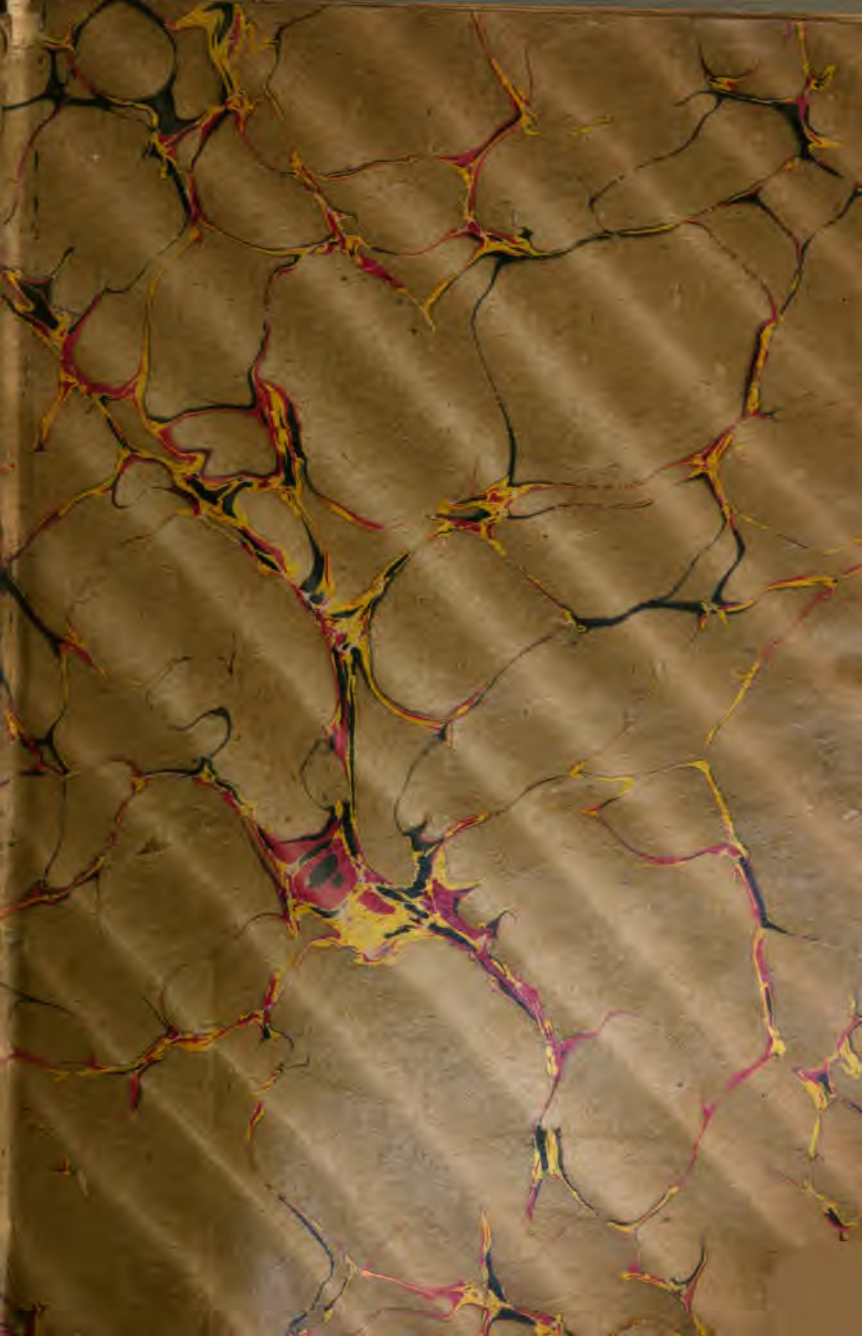





UC-NRLF
$B 281 656


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



Vicomte G. d'AVENEL

AUX ÉTATS-UNIS

LES CHAMPS. — LES AFFAIRES
LES IDÉES



Librairie Armand Colin

Paris, 5, rue de Mézières

AUX ÉTATS-UNIS

Ouvrages du Vicomte G. d'Avenel

Richelieu et la Monarchie absolue (Ouvrage couronné par l'Académie française. — GRAND PRIX GOBERT, 1889). 4 vol. in-8, 2[e] édition :

Le Roi et la Constitution. — La noblesse et sa décadence. — Administration générale (Finances, Armée, Marine, Cultes, Justice). — Administration provinciale. — Administration communale.

La Fortune privée à travers sept siècles, 3[e] édition. — L'Argent. — La Terre. 1 vol. in-18 jésus (1895).

Paysans et Ouvriers depuis sept cents ans, 3[e] édition. (Salaires et Dépenses). 1 vol. in-18 (1899).

Le Mécanisme de la vie moderne (*Complet* en 5 vol. in-18) :

1re série, 4[e] édition : Les magasins de nouveautés. — L'industrie du fer. — Les magasins d'alimentation. — Les établissements de crédit. — Le travail des vins.

2[e] série, 4[e] édition : Le papier. — L'éclairage. — Les compagnies de navigation. — La soie. — Les assurances sur la vie.

3[e] série, 3[e] édition : La maison parisienne. — L'alcool et les liqueurs. — Le chauffage. — Les courses.

4[e] série, 2[e] édition : L'habillement féminin. — La publicité. — Le théâtre. — Le prêt populaire.

5[e] série : Les grandes hôtelleries. — La Bourse. — Les transports urbains. — Porcelaines et faïences. — Tapis et tapisseries.

Les Français de mon temps. 1 vol. in-18 (1904), 8[e] édition.

La Noblesse française sous Richelieu. 1 vol. in-18 (1901).

Prêtres, Soldats et Juges sous Richelieu. 1 vol. in-18 (1907).

Aux États-Unis (*Les Champs — les Affaires — les Idées*). In-18 [1908].

Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général, *depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800* (Ouvrage auquel ont été décernés par l'Académie des sciences morales et politiques les *deux prix Rossi* de 1890 et de 1892). 4 vol. grand in-8, publiés sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique (Imprimerie nationale). En vente chez Leroux.

La réforme administrative. 1 vol. in-18 (1891).

Lettres du cardinal Mazarin *pendant son ministère* (suite de la publication commencée par M. Chéruel, dans la *Collection des documents inédits sur l'Histoire de France*) ; les tomes VII, VIII et IX. Imprimerie nationale (1893-1905).

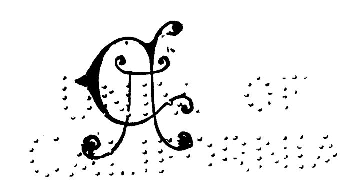
Les Évêques et Archevêques de Paris, *depuis saint Denis jusqu'à nos jours, avec des documents inédits.* 2 vol. in-8 (1876).

67-08. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 3-08.

Vicomte G. d'AVENEL

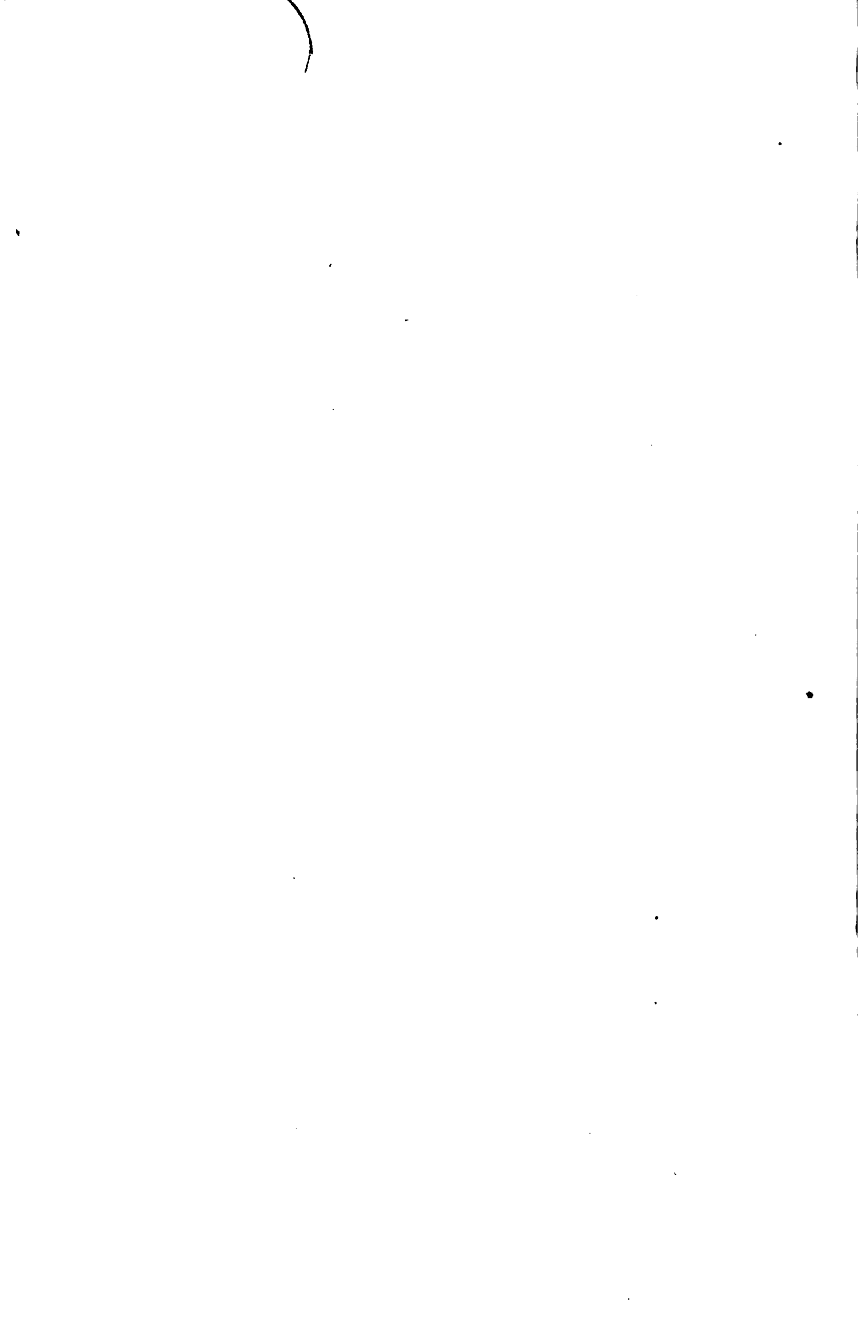
AUX ÉTATS-UNIS

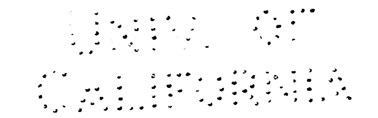
LES CHAMPS. — LES AFFAIRES
LES IDÉES



PARIS
LIBRAIRIE ARMAND COLIN
5, RUE DE MÉZIÈRES, 5
1908

LES CHAMPS





CHAPITRE I

L'AGRICULTURE DEPUIS CINQ ANS

C'est avec son agriculture que l'Amérique fait vivre son industrie. — Le fermier, payeur international. — 32 milliards de francs par an de produits agricoles. — Hausse de la terre. — Elle est en moyenne de 33 p. 100 depuis cinq ans pour l'ensemble des États-Unis. — La culture extensive devient une légende. — Révolution récente dans les procédés. — L'Américain gère son faire-valoir rural comme une manufacture ou une maison de commerce.

Invité récemment, par la Fédération de l'Alliance française aux États-Unis, à venir exposer à nos amis américains les découvertes résultant du long voyage d'exploration que j'ai poursuivi à travers les ténèbres séculaires de l'histoire sociale de la France, j'ai profité de mon séjour parmi ce peuple affamé de travail et de progrès, chez qui tout change si

vite et que je n'avais pas vu depuis neuf ans, pour noter les derniers faits de son histoire d'hier.

Il se passera bien du temps encore avant que l'on ait fini de « découvrir l'Amérique »; ceux qui l'habitent la connaissent à peine sous tous ses aspects, car elle se transforme sans cesse. Et s'il ne manque pas de choses qu'elle puisse encore apprendre de nous, elle nous offre de son côté, par les institutions qu'elle improvise, par les expériences qu'elle tente et par les problèmes qu'elle résout, bien ou mal, de précieux enseignements à recueillir.

Comme il faut toutefois éviter de « découvrir » ce qui a déjà été découvert plusieurs fois, je supposerai que le lecteur connaît le plus grand nombre des ouvrages et des articles publiés antérieurement, et je me bornerai à fixer ici les évolutions des idées ou des œuvres assez actuelles pour n'avoir pas encore eu d'annalistes.

Dans ce nouveau continent enfiévré d'affaires, la plus grande « affaire » c'est l'agriculture. C'est avec son agriculture que l'Amérique fait

vivre son industrie. La ferme ne fournit pas seulement, comme partout ailleurs — et beaucoup plus que partout ailleurs, pour les textiles par exemple — une large part de matières premières, elle fournit aussi à l'usine ses capitaux.

Par les exportations agricoles qui montent annuellement à 4 milliards de francs et dépassent de 1 500 millions les importations de même nature, les terres américaines mettent à la disposition des manufactures, des mines, des chemins de fer américains un excédent annuel qui permet à la nation d'emprunter à l'étranger un milliard et demi de francs et de payer sans s'appauvrir l'intérêt de ces capitaux d'emprunt. A mesure que l'industrie progresse, la part de l'agriculture, de 62 et demi p. 100 qu'elle était il y a cinq ans dans la masse des exportations, tend à diminuer par rapport aux produits ouvrés, bien que, considéré isolément, son chiffre augmente. Il est supérieur aujourd'hui de 660 millions à ce qu'il était de 1896 à 1900.

Payeur international, le fermier qui, depuis

seize ans, a vendu au monde entier pour 62 milliards de francs de denrées et de marchandises, — soit 5 milliards de plus qu'il n'en faudrait pour acheter à leur valeur commerciale tous les chemins de fer des État-Unis, — le fermier américain a procuré au pays un profit net de 25 milliards de francs dans ses échanges au dehors. La richesse, exportée ou consommée sur place, que cet agriculteur — c'est-à-dire 35 p. 100 de la population — a créée depuis dix ans, égale la moitié de celle de la nation tout entière, représentant l'épargne et les efforts de trois siècles.

L'an dernier les produits de la ferme, stupéfiant agrégat des travaux associés du cerveau, du muscle et de la machine, se sont élevés sur le territoire de l'Union à 32 milliards de francs. Ce chiffre, purement théorique d'ailleurs, puisqu'une partie des denrées qu'il représente se cumulent — tels le bétail et le maïs employé à le nourrir — nous sert à mesurer par comparaison le chemin parcouru. Nous constatons ainsi que le total de l'an dernier surpasse de 4 p. 100 celui de l'année

précédente, de 8 p. 100 celui de 1903, et qu'il est supérieur de 36 p. 100 à celui de 1899.

La prospérité des dernières années a eu pour conséquence une hausse énorme de la valeur des terres dont les produits, malgré leur accroissement en *quantité*, n'ont pas diminué de *prix*. Cette hausse, très diversement répartie, puisqu'elle n'est que de 13 p. 100 dans les États du Nord-Atlantique, tandis qu'elle atteint 40 p. 100 dans les régions du Sud, des Montagnes Rocheuses et du Pacifique, varie aussi suivant la nature du sol : de 48 p. 100 dans les terres à coton, à 25 p. 100 dans les fermes à laitage. Elle est en moyenne *depuis cinq ans* de 33 p. 100 pour l'ensemble des États-Unis. Dans les dix années précédentes (1890-1900) elle avait été de 25 p. 100.

Évaluée en argent, la plus-value moyenne de 93 francs par hectare donne, suivant les États, des résultats tout différents; parce qu'une hausse proportionnelle de 40 p. 100 sur des terres de l'Ouest, qui ne valaient presque rien il y a cinq ans, est souvent inférieure, pécuniairement parlant, à une hausse

de 13 p. 100 sur les terres du Nord-Central qui se vendaient déjà un bon prix. Dans son ensemble, l'accroissement de valeur vénale des terres cultivées correspond, depuis 1902, à une somme globale de 31 milliards de francs. De sorte qu'à chaque coucher de soleil, depuis cinq ans la propriété rurale enregistre aux États-Unis une hausse de 17 millions de francs; et que, chaque année, elle a augmenté d'une somme suffisante pour rembourser le montant intégral de la dette fédérale encore existante. Cet argent est placé aussi solidement sans doute que dans les coffres-forts des banques, ou qu'en titres à bordure dorées des grandes sociétés par actions, puisqu'il est incorporé au sol.

Cette augmentation, due à la terre elle-même, aux bâtiments et aux améliorations dont elle a été l'objet, a eu pour cause : d'abord la hausse de ses produits, vendus à plus grand bénéfice, ensuite une culture plus intelligente, plus intensive, de meilleures méthodes et un emploi plus judicieux du sol. Elle tient aussi à l'exécution de travaux utiles, au drainage et à

l'irrigation, à l'usage plus général des clôtures, au développement des chemins de fer et à l'amélioration des routes, permettant de transporter plus loin des fardeaux plus lourds. Elle résulte enfin du goût des capitaux, même des capitaux urbains, à se porter sur la propriété campagnarde, quoique son taux d'intérêt soit plus bas, parce qu'elle offre des chances certaines de plus-value.

Il ressort de tout ce qui précède que l'agriculture américaine poursuit son ascension continue par des voies tout autres que celles où on l'avait vue débuter il y a un tiers de siècle. Il apparaît que les procédés extensifs et rudimentaires, souvent décrits jusqu'ici et qui semblaient caractériser naguère le fermier transatlantique, ne sont plus les siens et qu'ils doivent être relégués dans le domaine du passé auquel bientôt ils appartiendront. Il faut en prendre son parti et modifier là-dessus les opinions qui avaient cours il n'y a pas longtemps encore.

On nous disait que « les Américains demandent au sol des moissons successives

jusqu'à ce que la terre soit épuisée ou qu'il faille la laisser en friche; qu'en certains endroits les fumiers s'accumulent dans les parcs à bestiaux et les étables et que, plutôt que de s'en débarrasser pour recouvrir les champs, on démonte les hangars et les bâtisses pour aller les reconstruire dans un lieu moins encombré ». Or cela n'est plus vrai du tout. Et ce qui ne l'est pas davantage, c'est la situation soi-disant précaire et gênée du fermier, qui « pliait, disait-on, sous le poids des hypothèques dont sa terre était chargée ». Tout au contraire. Les banques locales sont embarrassées du dépôt de ses économies en attendant qu'il en trouve l'emploi.

En même temps cette terre banale et gratuite, dont la loi donne 65 hectares à tout nouvel occupant, s'est extrêmement raréfiée. Il n'y a plus de tribus des Nez-Percés à chasser devant soi pendant des centaines de kilomètres derrière les Montagnes Rocheuses. Il ne se voit plus de ces peuplements soudains comme on en voyait encore il y a vingt ans, dans le territoire d'Oklahoma ou dans l'enclave du

Cheyenne River, vendue par les Sioux. A l'heure où le canon annonçait l'heure d'entrée officielle, fixée par décret, les spéculateurs et les colons futurs, massés sur la limite, se précipitaient en foule pour aller planter les quelques pieux qui les constituaient propriétaires et courir ensuite faire constater leur droit.

Il se fonde toujours des villes où se transportent à la fois des hôteliers et des artisans, des fournisseurs, des journalistes et des wattmen de tramways, de tout enfin, sauf de ce que nous appelons en France des « bourgeois », espèce ici inconnue. Je viens de rencontrer sur ma route pas mal des ces villes-villages, à maisons sans rues, à rues sans maisons et surtout sans pavages, que desservent des cars électriques, filant tantôt sur des pistes de gazon, tantôt entre des fondrières de boue. Quelques-unes de ces agglomérations poussent en un clin d'œil : Seattle, où le dernier recensement accuse 241 000 habitants, n'en avait pas 3 500 en 1884. Mais l'ère chaotique et primitive a pris fin dans ces champs acquis à la propriété

privée, qui embrassent près des deux cinquièmes du territoire total de l'Union — 400 millions d'hectares — et où la terre, qui valait 204 francs l'hectare en 1890 et 225 francs en 1900, en vaut aujourd'hui 350.

Nous voici entrés dans la période de fertilisation. Le contraste subsiste entre le nombre des hommes et l'étendue des terres. A nos yeux européens, habitués dans nos vieux pays à un certain équilibre entre les individus et les milieux, il y a comme une contradiction entre ce continent immense, hier inerte, et ce groupe minime d'individus qui s'évertuent à l'exploiter; entre ce laboureur américain qui, par certains côtés économiques, est semblable exactement au serf affranchi des temps féodaux et qui, par d'autres côtés économiques, ne diffère pas de notre industriel le plus avancé.

Qu'on y réfléchisse : tous les chiffres que je viens de citer sur le rendement et les profits agricoles des États-Unis, paraîtront, ou insignifiants ou colossaux, suivant qu'on les comparera à la surface de ce pays, dix-huit fois plus

vaste que la France, ou au nombre de ses citoyens, qui ne sont pas beaucoup plus du double des nôtres. Je veux dire que, si les Américains font beaucoup, par rapport à leur nombre, ils font peu par rapport à leur territoire. Ils le savent et ils entendent faire davantage, non pas seulement en défrichant de nouveaux sols à mesure qu'ils auront de nouveaux bras, mais en augmentant eux-mêmes leurs prises sur ces terres, cultivées ou vierges, qui tentent leur activité.

En France, nos agriculteurs contemporains sont de plaisants pessimistes et leurs gémissements témoignent de leur ignorance du passé. Depuis cent ans, chez nous, le loyer des terres a doublé et cependant le prix du blé n'a presque pas changé. Il suffit de rapprocher ces deux faits pour s'apercevoir que, si l'agriculture n'avait pas, durant le même laps de temps, réalisé de hardis progrès, la plupart de nos terres françaises seraient aujourd'hui abandonnées en raison de leur incapacité à lutter avec celles des pays neufs. Ce qui s'est vu depuis cent ans s'est vu aussi depuis des

siècles. Nos laboureurs qui passent pour routiniers, qui de fait croient l'être et que l'on regarde comme les plus timides de tous les hommes, sont au contraire de perpétuels novateurs, sans cesse dérangés dans leurs calculs par des événements qu'ils n'ont pu prévoir et forcés sans cesse d'imaginer de nouveaux plans.

Chez nous, cet état de choses est aussi vieux que notre civilisation et il ne finira qu'avec elle. En Amérique, il commence. Comme les transformations agraires sont silencieuses, que les révolutions des champs se font à petit bruit, par petits coups, on a peine à retrouver la trace d'une forêt abolie, ou d'un carré de bruyères remplacé par un carré de choux; mais le passé rural est plein des changements de culture d'une même terre à travers les âges et des vicissitudes causées par des concurrences nouvelles. Les partis successifs que l'agriculture a su tirer du sol français, l'emploi qu'elle en a fait depuis des siècles, ont été des plus variables.

Elle a déboisé et ensuite reboisé, creusé des

étangs pour les dessécher ensuite, substitué les céréales aux pâtures, puis la vigne aux céréales, puis la prairie à la vigne ou les cultures industrielles à la prairie. Le tout sous mille influences économiques, politiques ou fiscales. Et l'avenir nous réserve à coup sûr bien d'autres avatars, dont nous n'avons pas la moindre idée encore, de ces mottes de terre dont on a fait jusqu'ici du pain, des bûches, des gigots, de l'huile, de la soie, du papier, du sucre; dont on a fait tant de choses qu'on ne fait plus, du moins au même endroit, dont on fait déjà tant de choses qu'on ne faisait pas il y a deux ou quatre cents ans.

Le cultivateur du vieux monde continuera à enfanter, dans la douleur, sous l'aiguillon de la nécessité, des inventions nouvelles; déclarant à chaque progrès que celui-là est le dernier, qu'il ne faut plus compter en réaliser d'autres et enfantant tout de même de nouveaux progrès. Le cultivateur américain, né d'hier et dont l'histoire commence, va passer par les mêmes phases; mais il est plus souple, étant plus pressé et plus ambitieux de

gain. L'Européen, historiquement, est allé de l'agriculture à l'industrie; l'Américain au contraire est venu de l'industrie à l'agriculture; l'un gérerait volontiers sa manufacture comme un faire-valoir rural; l'autre traite le faire-valoir rural comme une manufacture ou une maison de commerce.

Bouture d'un ancien plant greffée sur un plant nouveau, ou repiquée dans un nouveau cru, il applique, sur un sol plus sauvage que celui de l'Europe du XIIIe siècle, tout l'acquit de l'Europe du XXe siècle. Il multiplie la capacité productive de sa ferme en remplaçant les bras trop chers, qui lui manquent, par une intelligence avisée qu'il aiguise sans cesse. Il est en cela servi par son gouvernement, par ce département de l'agriculture que dirige depuis quinze ans un ancien fermier, M. James Wilson, ministre rare et d'un prix inestimable, Colbert moderne, dont la modestie égale la compétence et que tous les pays peuvent envier aux États-Unis.

Les premiers pionniers avaient opéré au hasard, cultivant n'importe quoi, n'importe où,

préoccupés seulement de « faire de l'argent » immédiat. L'énorme étendue de sol vierge les invitait à une culture superficielle avec laquelle ils ne furent pas longs à voir les rendements cesser d'être rémunérateurs. Aussitôt ils se réformèrent. Ils reconnurent la nécessité de rendre au sol sa fertilité par une alternance judicieuse des récoltes, par un assolement qui ne fût pas livré à la fantaisie. Ils se rendirent compte que les procédés extensifs du début entraînaient de très gros frais de production; tandis que l'agriculture intensive augmentait beaucoup le profit net. Aussi, non contents de recourir d'abord aux fumiers naturels, ils font maintenant le plus large usage des engrais artificiels.

De plus, ils modifient la nature de leurs récoltes et, suivant le climat et les conditions économiques, s'appliquent à adapter leur terroir aux produits qui lui conviennent davantage. Les États du Nord-Est (Ohio, Pensylvanie, New-York), découragés par les résultats misérables de leurs emblavements, abandonnent le blé et se tournent vers l'avoine, l'herbe

et l'industrie laitière, pour lesquels ils sont admirablement doués. Dans le Sud, des fermes à coton, rapportant net 63 francs l'hectare, ont été converties en fermes à bétail et à foin donnant un bénéfice triple.

CHAPITRE II

LE ROLE AGRICOLE DU GOUVERNEMENT

L'action de l'État n'a rien de bureaucratique. — Le ministère, entrepôt de semences. — Il fournit le moyen de gagner de l'argent. — L'État courtier et non pas bienfaiteur. — Les commis voyageurs officiels en agronomie. — Explorateurs de graines. — Résultats obtenus.

Le gouvernement fédéral, disais-je, prête aux fermiers un concours efficace : il fait à ses frais des expériences sur environ 200 terrains répartis en 44 États et distribués de manière à constituer une étude de toutes les divisions physiques de l'Union, de toutes les cultures et des moyens de les favoriser. Il publie des brochures qu'il répand à profusion — au nombre de 12 millions d'exemplaires, l'an dernier — sur toutes les questions qui

peuvent intéresser le cultivateur. Le ministère est un vaste entrepôt de semences nouvelles de toutes sortes, expédiées aux écoles publiques ou distribuées par les mains des sénateurs et députés.

Cet action de l'État n'a rien de bureaucratique. L'État américain ne couronne pas, comme le nôtre, des veaux et des génisses. Il ne récompense pas, en des concours solennels, par l'octroi d'une prime en argent, des animaux dont la possession et la vente, puisqu'ils sont supposés les plus remarquables de leur espèce, doit suffire à rémunérer leurs propriétaires. Si le gouvernement fédéral intervient c'est pour oser, au compte de la nation, ce qu'un particulier isolé ne pourrait entreprendre. Il ne donne pas d'argent, mais il fournit à tous le moyen d'en gagner ; caractère distinctif de la seule agriculture « pratique ». C'est un courtier, ce n'est pas un bienfaiteur ; il avertit, il conseille, il ne distribue pas de prix. Il ne sanctionne pas le succès, il propose des « affaires ».

C'est ainsi que le ministre Wilson expédie,

aux frais de la République, dans tous les pays et sous toutes les latitudes, des douzaines d'explorateurs dont la mission consiste à se procurer de nouvelles plantes, de nouvelles graines, qui puissent être introduites avec profit aux États-Unis. Toutes les contrées du globe sont visitées par ces commis voyageurs en agronomie. Leurs recherches ont embrassé les déserts de l'Afrique et de l'Asie; les régions subarctiques de la Russie, de la Norvège et de la Suède; les parties de la Chine et du Japon correspondant, comme climat, aux États du littoral Atlantique; les Indes hollandaises et l'Amérique centrale, sous les tropiques, ainsi que l'hémisphère Sud de l'ancien et du nouveau monde.

Ce système de travail, inauguré il y a quelques années, a enrichi l'agriculture indigène, aux États-Unis, de nouvelles variétés d'alfa tirées du Turkestan, de cactus mexicains sans épines bons pour regarnir les pentes dénudées, d'un grand nombre de gazons sauvages, d'un froment dur, importé du Sud de la Russie au printemps de 1899, dont il fut récolté 50000 bois-

seaux en 1901, et dont 6 millions de boisseaux ont été exportés l'an dernier en Europe, à un prix supérieur de 1 fr. 80 l'hectolitre au grain ordinaire.

A la Suède, a été empruntée il y a cinq ans une avoine de choix — *Swedish select* — qui se répand dans le Nord depuis le Wisconsin jusqu'au Montana. Du Caucase est venue, il y a quatre ans, l' « avoine de soixante jours », avantageuse aux États du centre-ouest, parce qu'elle mûrit beaucoup plus tôt et échappe ainsi à la rouille et aux insectes, dans la saison où les autres variétés en sont gravement affectées. Deux orges algériens ont aussi été acclimatés avec un grand succès dans le Sud, entre le Texas et la Californie ; parfaitement adaptés aux sols d'Alkalis, ils rendent 50 à 80 p. 100 de plus que les autres sortes. De même le blé d'hiver de Kharkoff est devenu presque aussi populaire que le blé de Turquie du Kansas.

Enfin le riz du Japon, ou Kiuschu, a été répandu dans la Louisiane et le Texas, et la récolte de ces deux États vient de passer,

depuis six ans, de 84000 hectares rapportant 90 millions de kilos, à 244000 hectares rapportant 435 millions de kilos. Au Texas, en particulier, il y avait 68 hectares de rizières en 1889, 3480 hectares en 1899 et 150000 hectares en 1905.

Un agent spécial du département de l'Agriculture vient de passer plus d'un an dans la République Argentine, chargé d'y recueillir des informations concernant la production et le commerce du froment. Pour s'expliquer la mauvaise situation des produits américains de laiterie sur les marchés d'Europe et leur faiblesse numérique dans les statistiques internationales, un plénipotentiaire beurrier est maintenu à Londres en permanence, depuis quatre ans, par les États-Unis, afin de s'informer pleinement et de plus près de tout ce qui touche les marchés du vieux monde. N'oublions pas que le beurre est actuellement une denrée internationale; le temps n'est pas loin, où nous autres Français étions seuls à en exporter. L'Isigny et le Gournay s'expédiaient, en boîtes closes vers 1880, dans le Brésil et

l'Amérique centrale. Nos beurres du Cotentin régnaient sans rivaux sur les marchés de Londres. Puis le Danemark entra en lice. Je me souviens avoir mangé à Cordoue et à Grenade des beurres danois, venus par mer à Cadix. Le Danemark aussi nous fit une rude guerre en Grande-Bretagne et nous évinça en partie. Lui-même est maintenant battu en brèche, en Angleterre et dans le Sud de l'Europe, par les beurres de Sibérie, offerts à meilleur marché, qui viennent du milieu de l'Asie s'embarquer sur la Baltique.

Aujourd'hui où, pour le transport des personnes, on ne considère plus la *distance* mais la *durée* du voyage, où l'on ne dit plus que telle localité est à tant de kilomètres mais à tant d'heures d'une autre, on s'habitue, pour le trafic des marchandises, à ne plus s'occuper de la distance ni de la durée, mais du prix de fret; et telle denrée, dira-t-on, se trouve, non plus à 300 lieues ni à cinquante heures, mais à 3 ou 6 centimes par kilo de telle autre, géographiquement fort éloignée. De sorte que chaque cultivateur qui sollicite le sol, en

n'importe quel point du globe, est concurrencé sans le savoir dans son produit, par le cultivateur des antipodes qui se livre à la même culture.

L'entretien de « représentants de commerce », officiels et nationaux, n'est pas particulier aux États-Unis. L'Angleterre et la Russie ménagent dans leurs ambassades un poste de conseiller commercial, dont le titulaire, pour peu qu'il ne s'endorme pas, rend autant ou plus de services journaliers à son pays que l'ambassadeur politique. Je ne sache pas que la France soit entrée dans cette voie. Cependant le personnel contemporain de notre diplomatie, auquel on est censé demander plus d'instruction générale et de compétence technique que de représentation et de magnificence, ne doit plus être attaché par sa grandeur à la cire des chancelleries. Il pourrait, sans qu'il en coûtât un sou, être choisi quelques-uns de nos agents les plus capables pour en faire des « reporters d'État », industriels et agricoles, informateurs et promoteurs de l'exportation française à l'étranger. Le temps vient, je pense, où il

sera moins important de savoir ce qui se dit dans les salons, dans les bureaux de journaux ou dans les couloirs de la Chambre, que ce qui se fait dans les magasins, dans les usines.

CHAPITRE III

LA CULTURE A SEC ET L'IRRIGATION

Les terres rebelles et insociables. — 120 millions d'hectares sans eau. — Premier essai de culture suivi d'échec. — Villes abandonnées. — Deuxième tentative. — Invention de la « culture à sec ». — *Dry farming*. — On cumule la pluie de deux années. — 2 000 litres d'eau pour une livre de froment. — Arrosage artificiel. — Pompes et puits artésiens. — Vente de terres arrosées par abonnement. — Les soi-disant « déserts d'Alkalis ». — Il faut se débarrasser d'une surabondance d'engrais chimique. — Législation nouvelle des eaux.

Après avoir exploité d'abord les terres les plus obéissantes ou les plus accessibles, qui payaient docilement leur tribut au soc du laboureur, le fermier américain, désireux d'étendre son domaine, n'a pas tardé à aborder les terres rebelles et insociables en apparence qui se refusaient à lui. Telle est par

exemple une bande de terrain couvrant 120 millions d'hectares — presque le triple de la surface cultivée de la France — du golfe du Mexique au Canada, depuis la base des Montagnes Rocheuses, à l'Ouest, jusqu'à la limite Est, où le total des pluies annuelles cesse de fournir en moyenne une hauteur de 50 centimètres d'eau. Tels sont aussi les 40 millions d'hectares de terres marécageuses et inondées, répandues un peu partout, mais principalement dans la vallée du Mississipi, qui ne peuvent être amendées que par le drainage. Celles-ci ont trop d'humidité, celles-là n'en ont pas assez.

Le sol de ces dernières est profond et extrêmement fertile, le climat y est sain et agréable, n'était le manque d'eau. Il y a vingt ans, des hommes entreprenants se flattèrent d'améliorer le climat par la culture. L'Ouest du Kansas, le Nebraska et l'Est du Colorado virent surgir des fermes en abondance. Mais, à une période pluvieuse succédèrent plusieurs années de sécheresse. Des millions de récoltes périrent sur pied; les familles d'immigrants luttèrent

avec énergie au milieu d'une détresse affreuse et, après des désastres répétés, se virent obligées de fuir loin de ces foyers où étaient enfouies les épargnes d'une partie de leur vie. Les champs se dépeuplèrent presque entièrement et les villes même de la région furent désertées.

Cet état de choses se prolongea plusieurs années. Une leçon aussi sévère écartait les nouveaux venus de ce « pays de la mort ». Puis, sous des influences nouvelles, on reprit confiance dans la capacité de production de ces plaines inhospitalières. Un autre courant, une autre « vague d'immigration » — *wave of settlement* — vint battre les campagnes incultes. D'autres laboureurs achetèrent les fermes vides, et les villes abandonnées se rebâtirent et se remplirent à nouveau.

Seulement la deuxième tentative n'était pas la répétition de la première; de nouvelles méthodes avaient été imaginées, appropriées par l'expérience à ce climat demi-aride. On avait découvert, en fouillant le globe, une végétation qui résistait à la sécheresse et on

avait mesuré sa valeur. On avait inventé un outillage qui paralysait l'évaporation du sol et des recherches patientes l'avaient perfectionné. La combinaison de ces outils, de ces méthodes et de ces graines et plantes spéciales constitue ce que les Américains appellent la « culture à sec » — *dry farming*. — Elle leur permet de vaincre l'aridité et de couvrir de moissons des millions d'hectares qui, avec les systèmes ordinaires, ne seraient bons qu'à la vaine pâture.

Sur ces plaines, où le pluviomètre accuse une moyenne annuelle de 25 centimètres d'eau, — la France, suivant les départements, en a de 60 centimètres à 1 m. 30, — des mois se passent sans qu'il en tombe une goutte, sans qu'un nuage même paraisse à l'horizon et parfois, dans le Sud-Ouest surtout, le vent, brûlant comme celui d'un haut fourneau, transforme en vingt-quatre heures les tiges vertes du maïs en sèches baguettes de tambour. Les campagnes subissent au moins une année sur cinq de stérilité complète, et cet échec quasi périodique de la récolte serait encore supportable, s'il n'était

accompagné de la mort des arbres, des vignes et de l'alfa.

Le fermier est arrivé à doubler la ration d'humidité que le ciel lui octroie en utilisant, pour un seul rendement, *la pluie de deux années consécutives*. Il y parvient au moyen d'un repos biennal du sol, soigneusement labouré, pulvérisé et sarclé par un outillage spécialement construit à cet effet, sans qu'on y laisse pousser ni germer, durant tout l'été, une graine ou un brin d'herbe. On évite ainsi l'évaporation du fond, qui conserve l'eau d'une saison jusqu'à la suivante, où la végétation s'emparera de ces pluies cumulées.

Les résultats remarquables ainsi obtenus par ce chômage laborieux, tout opposé à notre ancienne « jachère », ne s'appliquent pourtant qu'aux récoltes annuelles. Ils servent au froment et à ces graminées capables de vivre sans boire, qui sont le triomphe de la « culture à sec »; mais ils ne répondent pas aux besoins des arbres fruitiers ni de l'alfa, que l'on ne peut transplanter ni transporter chaque année de la terre en sommeil à la terre en travail. Ces ver-

gers et ces fourrages permanents, il a fallu, par l'irrigation, les empêcher de mourir de soif; d'autant que les plantes vivant dans une atmosphère anhydre sont plus difficiles à désaltérer que dans un climat humide. Le fait a été prouvé par des expériences multiples.

Dans le Wisconsin, 200 litres d'eau produisent 500 grammes d'élément solide; tandis que, pour obtenir le même poids de matière consistante dans les sables arides de l'Utah, il faut près du double de liquide. Beaucoup d'autres causes, telles que la qualité de l'air, la rapidité du vent, augmentent ces différences du rendement aqueux; surtout lorsqu'il s'agit d'un arrosage dont l'effet utile est toujours en partie perdu. Le sol irrigué du Colorado, pour faire pousser une livre de froment, absorbe 2 000 litres d'eau, pendant que 200 litres, aux îles Hawaï, suffisent à produire une livre de sucre de canne.

En même temps que la culture à sec se développait, il a été reconnu que le système ne pouvait suffire à tous les besoins ni dans tous les terroirs. Rien ne peut rendre l'aspect

désolé de ces maisons de ferme, perdues sous une couche de poussière au milieu des campagnes mortes, sans un pouce d'ombre ni de gazon au fort de l'été. Les cultivateurs qui, dans les hauts plateaux, ne peuvent recourir à l'irrigation, ont foré des puits de 15, 30 et 90 mètres, où des pompes, mues par le vent, puisent sans relâche et parviennent à arroser de 40 à 400 ares chacune. Le coût varie de 10 à 30 francs pour un hectare dont la récolte oscille entre 150 et 2 500 francs, suivant qu'il s'agit d'alfa ou de patates, dont les Américains sont friands.

Dans des terres sèches de Californie, où le rendement du blé allait déclinant et tombait à 12 hectolitres l'hectare, on a essayé l'arrosage artificiel. Une pompe de deux chevaux-vapeur, consommant 2 fr. 50 de combustible par jour et marchant sans interruption de juin à septembre, humecta 40 ares dont le revenu brut en melons et en fraises, en tomates et en choux, s'éleva à 6 000 francs. La Californie, bien entendu, offre un sol exceptionnel ; mais au Texas des terres irriguées à la pompe se louent

312 francs l'hectare, en sus des frais de pompage que le locataire prend à sa charge. Il est vrai que ce locataire recueille de 1 250 à 2 500 francs par an de patates.

Dans le Washington, à l'autre extrémité de la République, les patates, sur un hectare mouillé par le même procédé, ont donné 5 000 francs par an. Il existe dans le Colorado des pompes qui arrosent jusqu'à 20 hectares. La dépense est de 250 francs par hectare, mais le rendement en betteraves est de 1 250 francs. Souvent celui qui possède un moteur de cette puissance se charge d'arroser ses voisins moyennant 37 fr. 75 centimes par jour. 10 p. 100 de cette somme constituent son profit personnel; le reste représente le coût du combustible, ainsi que l'entretien et l'amortissement de l'appareil en cinq ans.

Ces détails font voir à quel point l'agriculture est en train de progresser aux États-Unis. N'y aurait-il pas, dans le Midi de la France, nombre de fermes où l'on aurait intérêt à imiter l'exemple du Colorado, et sommes-nous bien sûrs de cultiver notre vieux pays avec

autant de sagacité que ces laboureurs américains, supposés encore en enfance? En plus ou à défaut des puits, à deux mille mètres au-dessus du niveau de la mer, le fermier dose et répand sur sa terre en de minces canaux les pluies d'hiver ou de printemps et recueille l'eau des orages en de profonds bassins d'un ou deux hectares de superficie. Malgré tout, comme on estime qu'un mètre cube d'eau est nécessaire pour irriguer convenablement un mètre carré, les systèmes qui précèdent ne permettent de mouiller qu'une toute petite partie de la ferme. Pour entretenir l'humidité lucrative, sur de vastes espaces il faut le cours permanent d'une rivière.

Partout où ce travail est avantageux et possible, des syndicats, des compagnies à gros capital ont greffé sur les fleuves des canaux qu'ils prolongent à travers plusieurs États, et où viennent se brancher les innombrables prises d'eau dont ils offrent aux riverains de leur concéder l'usage. Ces sociétés combinent la vente de l'eau avec celle de la terre, dont elles ont acquis la propriété. L'une d'elles,

dont le siège est à Saint-Louis et qui a pour champ d'action le Nouveau-Mexique, offre de vendre pour 12 fr. 50 par semaine quatre hectares de terre régulièrement irrigués. Ses acheteurs-abonnés deviennent propriétaires au bout de dix ans par le seul paiement de cette rente d'environ 650 francs, qui les constitue en même temps obligataires de la compagnie et leur donne droit à un intérêt de 5 p. 100 sur les sommes qu'ils ont versées. Mais le principal, c'est qu'ils obtiennent, par la jouissance immédiate de la terre qu'ils cultivent, un rendement agricole que la compagnie évalue, pour quatre hectares, à 15 000 francs par an!

Quoi qu'on puisse penser de ces perspectives ultra-brillantes, il n'en reste pas moins évident que l'eau est ici une magicienne qui fertilise des déserts immenses presque en un clin d'œil. J'ai vu des hectares d' « alkalis » qui se vendaient 75 francs il y a trois ans et sur lesquels on récolte aujourd'hui pour 3 500 francs de cantaloups.

Ces déserts d'alkalis, qui figurent encore sur nos cartes d'Amérique au même rang que

le Sahara, et que les géographes nous donnaient hier comme impropres à toute culture, l'intelligence de l'homme est en train de les transmuer en un jardin maraîcher, en une aire d'élection pour la betterave sucrière et pour toutes sortes d'arbres à fruits. Ce qu'on nomme « alkali » est un composé variable de chlorures, de carbonates et de sulfates de soude, mélangés au sol vierge dans une proportion qui atteint 6 p. 100 jusqu'à un mètre environ de profondeur.

Ces sels, solubles dans l'eau, sont un présent historique ou préhistorique des montagnes environnantes. Ils sont descendus des hauteurs, charriés par les torrents et les pluies. Mais ce que l'eau a fait, elle peut toujours le défaire. Il suffit d'inonder la fine poussière blanche qui recouvre ces terres, à jamais stériles semblait-il, pour voir l'alcali se délayer et fondre comme un morceau de sucre dans un verre d'eau. On s'aperçoit alors que ces sels incommodes ne sont autre chose qu'un merveilleux engrais chimique, d'une valeur inestimable, dont la nature a gratuite-

tement doté le pays. Seulement elle s'est montré trop généreuse; elle en a mis dix ou vingt fois trop; il faut enlever l'excédent qui brûle les plantes au lieu de les faire pousser. Une fois le principe posé, le cultivateur américain en a tiré la déduction : on est en train de dresser des cartes du sol et du sous-sol, d'analyser les échantillons prélevés sur place par des hommes de science et, comme les fermiers n'ont pas de temps à perdre, les cultures auxquelles ils s'adonnent contrôlent, par leurs expériences pratiques, les travaux de laboratoire de l' « Alkali reclamation service ».

Ils ont ainsi constaté quel était le dosage qui convenait le mieux à la betterave à sucre, beaucoup plus sensible par exemple aux chlorures qu'aux sulfates. Suivant que l'un ou l'autre dominait ou manquait, ils ont reconnu leur influence funeste ou favorable. Suivant la germination de la graine et le développement des racines, ils ont réglé leurs irrigations et leurs drainages pour obvier à l'excès des sels chimiques très irrégulièrement distribués par le hasard; tantôt répandus à la sur-

face, tantôt accumulés à quelques pieds sous terre.

Il y a là une culture très savante, une pénétration intime du sol, à qui l'on doit dérober ses secrets. Tout cela ne rappelle en rien le défricheur d'il y a trente ans et dépasse même nos laboureurs d'Europe. Aussi la fabrication du sucre de betterave augmente-t-elle avec rapidité : voici dix ans, en 1897, les États-Unis n'en produisaient que 30 000 tonnes; ils atteignent 350 000 tonnes aujourd'hui. La forte glaise du Michigan, de l'Ohio, du Wisconsin, est maintenant concurrencée par le terroir tout différent de l'Ouest. Et l'élevage des semences de haut degré, en assurant une extraction supérieure, garantit les distilleries contre les échecs du début, dus à la pauvreté des betteraves.

Ce n'est pas à dire que la disparition des déserts d'alkalis soit partout un fait immédiatement réalisable. Il faudra que la terre hausse encore de prix pour que l'opération devienne générale. Ce lavage par l'irrigation entraîne des frais que, seuls, les bons fonds peuvent

payer. Dans l'Utah où, grâce à l'inondation répétée trois ans de suite, des sols de broussailles et de vagues pâtures fournissent désormais de belles récoltes de froment, la méthode serait trop onéreuse pour se généraliser. Mais dans le Colorado et la Californie, avec une dépense de 500 francs par hectare, des guérets ou des prés médiocres de 250 francs se sont métamorphosés en vignes de 4000 et 8000 francs l'hectare.

Le drainage souterrain n'est pas ici moins délicat que l'arrosage, parce que l'eau des hauteurs contient elle-même en dissolution et apporte un amas considérable de ces sels solubles, qu'elle est chargée de faire disparaître. Les canaux d'évacuation doivent être assez profonds pour éviter l'érosion des coteaux. Drainage ou irrigation avaient été au début très mal compris. Les premiers pionniers n'y entendaient rien et dévastaient beaucoup.

On a dû fonder une législation des eaux, matière épineuse qui suscite dans nos vieux pays des procès copieux, touffus et éternels.

Suivant les États, les quantités d'eau qu'il était permis aux propriétaires de dériver pour leur usage, variaient à l'infini. Elles correspondaient à un volume suffisant pour mouiller la terre tantôt jusqu'à 15 centimètres, tantôt jusqu'à 150 mètres de profondeur. Celui-ci en avait beaucoup trop, l'autre pas assez. Le gouvernement fédéral a mis les faits sous les yeux des États intéressés laissant chacun en tirer les conclusions qu'ils comportent.

CHAPITRE IV

LES FORÊTS

En 1898, le service public des forêts comprenait 11 personnes ; aujourd'hui, il compte 821 employés. — 62 000 lettres envoyées par l'office de Washington, en réponse à des demandes de renseignements. — Le service des forêts transporte son action du pupitre à la futaie. — Le système antérieur traitait les arbres comme des poutres vivantes. — Système adopté par l'État ; aucune coercition. — Il fait ressortir la certitude d'un profit meilleur. — Étude commerciale de 32 essences importantes. — Conservation des bois ; jusqu'ici deux arbres devaient pousser dans les forêts pour entretenir une traverse de chemin de fer.

Comme les « Eaux », les « Forêts » dont nous confions en France le soin aux mêmes agents publics, parce que les unes et les autres sont intimement associées, étaient restées en Amérique abandonnées depuis l'origine aux

fantaisies locales et même individuelles. Elles sont tout récemment entrées dans une nouvelle phase. Le travail pratique de sylviculture, commencé il y a quelques années, n'est devenu une organisation publique, chargée des réserves nationales, que depuis le 1er février 1905.

En juillet 1898, le service des forêts se composait de 11 personnes, dont 6 commis subalternes. Des 5 autres, formant l'état-major dirigeant, 2 seulement possédaient des connaissances professionnelles. Leur travail, purement bureaucratique, n'avait rien de sylvestre. Aujourd'hui cette administration comprend 821 employés, dont 153 sont des forestiers éprouvés, chargés en 27 États ou territoires d'exécuter le travail technique et d'assister les propriétaires de bois qui se sont mis bénévolement à leur école. Depuis un an l'Office de Washington a expédié 62 000 lettres en réponse à des demandes de renseignements et de conseils qui ne pouvaient être donnés par des notices imprimées.

Le contraste est saisissant dans un pays où

il n'existait hier, ni science forestière, ni professeur qui pût l'enseigner. Le besoin pourtant en était urgent; une crise dangereuse était à prévoir. Les gens perspicaces, — parmi lesquels beaucoup de négociants en bois, — annonçaient la destruction prochaine des forêts. L'industrie vitale de la charpente allait à une ruine inévitable si l'on attendait, pour songer aux coupes futures, que la disette de marchandise eût provoqué la hausse extrême des prix. Lorsqu'on se serait alors décidé à les aménager, les forêts auraient à peu près disparu.

Bois de brin ou de recépage, c'était, parmi les professeurs, à qui vendrait le plus vite et les acheteurs de coupes, talonnés par la concurrence, devaient nettoyer le sol avec la même rapidité pour ne point opérer à perte. Ceux mêmes qui regardaient la sylviculture comme un besoin économique évident, ne la croyaient pas possible commercialement du vivant de la génération actuelle. Ils avaient mal auguré de l'intelligence des propriétaires, lorsque le service des forêts, transportant son action du pupitre à la futaie et laissant la plume pour le

marteau, eut rencontré le marchand de bois sur son terrain.

De vagues conseils de cabinet furent transformés en offres d'affaires et les théories inessayées en règles pratiques. Un nouvel aménagement des forêts a été aussitôt appliqué, sur leurs propres biens, par quelques-uns des meilleurs exploitants. Leur exemple fut suivi par d'autres, avec cette rapidité de décision et de changement des Américains dès qu'ils sont convaincus être dans l'erreur. Maintenant les entrepreneurs dotent à leurs frais des chaires d'enseignement sylvicole. Ce n'est pas que des destructions imprudentes ne persistent encore; je viens d'en voir de nombreux exemples en des régions exceptionnellement boisées, comme le Washington et l'Orégon; mais l'éducation publique se poursuit et ne tardera pas à les resteindre. Il a été fait plus pour l'exacte connaissance des forêts, depuis sept ans, que depuis la découverte de Christophe Colomb. Des méthodes efficaces, basées sur le mesurage de plusieurs millions d'arbres, sur l'étude commerciale de trente-deux

essences importantes, ont été développées ; des plans de travail ont été préparés dans tous les États et les renseignements recueillis sur place ont pris corps en une littérature spéciale. Les Américains disent avec quelque orgueil qu'ils n'ont pas plus besoin aujourd'hui d'aller étudier à l'étranger la « foresterie », que la médecine ou la jurisprudence.

Le système antérieur, simpliste au plus haut point, traitait les forêts comme des poutres vivantes, faites pour être abattues. Rendre sur chantier la solive au meilleur marché possible était la pierre de touche par excellence et la seule fin d'une bonne exploitation. Pour opérer une réforme, dont l'utilité pouvait être lente à reconnaître, il fallait se plier aux conditions existantes et les améliorer au lieu de les critiquer. Ce ne fut pas en proclamant des règles, mais en faisant ressortir la certitude d'un profit meilleur, que les nouveaux conservateurs des forêts ont réussi à se faire écouter.

Le même travail s'est répété pour la plantation des arbres, en prouvant aux fermiers l'énorme économie de coût du reboisement, fait par

transplantation des pépinières, et non par semence sur des terrains mal préparés. L'étude du repeuplement embrassait, avec l'utilité comparative des espèces et leur adaptation aux conditions de sol, de climat et d'humidité, les bénéfices à espérer et le taux probable du revenu. C'est là un côté primordial de la question aux États-Unis. Les agriculteurs de l'Ouest ont été convaincus que les plantations peuvent être faites avec succès et qu'elles ajoutent à la valeur pécuniaire de leurs fermes. Ils ont trouvé moyen d'utiliser, sans dépense supplémentaire, les produits des forêts autres que le bois d'œuvre, les branchages et le houppier, naguère gâchés et abandonnés. Ils ont aussi approprié à la construction plusieurs sortes jusqu'ici peu usitées, mais abondantes.

L'introduction des méthodes perfectionnées de séchage et des traitements préservatifs qui rendent le bois plus durable, réduira la contribution prodigieuse qu'imposent aux forêts de sapins les traverses de chemin de fer. Comment la demande, dans les conditions actuelles, pourrait-elle être indéfiniment satisfaite? Si un

arbre poussait à l'un et à l'autre bout de chaque traverse posée sur la voie le long des chemins de fer d'Amérique, tout le bois de ces arbres serait à peine suffisant pour renouveler cette traverse suivant les besoins du trafic. En d'autres termes, deux arbres doivent pousser dans les forêts rien que pour entretenir en permanence une traverse sous les rails. Or les traverses, aux États-Unis, sont souvent plus nombreuses, plus rapprochées qu'en Europe, en vue de remédier au défaut du ballast.

Par leur nouvelle gestion des « réserves », où tantôt on laissait les arbres périr sur pied et où tantôt on tombait dans le gâchage, les forestiers américains tirent de ces superficies immenses un revenu supérieur à ce qu'il était voici quelques années. Les ventes de bois y ont souvent augmenté et cette propriété d'un milliard 250 millions de francs est administrée pour 0,33 p. 100 de sa valeur, qui s'accroît elle-même de 10 p. 100 par an.

CHAPITRE V

LES GRAINS, LES PRAIRIES ET LE COTON

Absence de routine; c'est un avantage de l'Américain des champs sur le laboureur européen. — Science agricole très répandue, est de suite accueillie et appliquée. — Statistique comparative des races chevaline, bovine, ovine, et du foin récolté. — L'alfalfa. — Le cactus, employé comme fourrage. — La renaissance des États du Sud; le coton. — Progrès réalisés par la sélection des espèces. — Le tabac. — 14 millions de kilos de tabac exportés de Cuba contre 180 millions de kilos exportés des États-Unis.

Je n'ai pas le projet, dans cette esquisse rapide, de passer en revue chacune des branches de la culture; il y faudrait un volume et il serait plein de redites. En me bornant à indiquer seulement les derniers progrès accomplis, j'ai tenu seulement à mettre en évidence le côté saillant de l' « affaire agricole »

en Amérique. Par la nature des choses elle semblait devoir être pastorale et extensive ; par le caractère des individus elle est devenue très vite scientifique et industrielle.

Le propre de la science agricole, en Europe, est de n'être généralement bien connue que des personnes étrangères à cette profession. Les principaux intéressés, fermiers, petits propriétaires et journaliers composent une classe assez fermée ; car ses membres essaiment dans les villes, mais se recrutent rarement parmi les citadins. L'atavisme, l'attachement aux traditions paternelles, leur fait envisager avec méfiance des spéculations agronomiques où quelques hardis novateurs ont souvent sous leurs yeux trouvé la ruine. Or cette classe tient plus encore à ne pas se ruiner qu'à s'enrichir.

Il n'en va pas ainsi de l'Américain, natif ou importé. Eût-il été homme de charrue dans sa patrie primitive, il est avant tout spéculateur. Son exode même fut une spéculation ; il a le goût des aventures. Il n'existe point là-bas une « classe rurale », mais simplement des gens qui sont prêts à faire pousser des concombres,

comme à conduire des tramways ou à fonder des journaux, et qui s'adonnent par exemple à l'élevage du bétail ou à l'exploitation des arbres fruitiers, comme à toute autre profession ou à toute autre carrière.

Bien qu'il semble paradoxal de dire qu'une chose est mieux faite par celui qui ne la connaît pas que par celui qui est né dans le métier et y fut initié dès son jeune âge, il est cependant vrai que ce nouveau venu dans la partie n'est imbu d'aucun préjugé et n'apporte à son entreprise aucune routine. C'est une page blanche où, seule, l'expérience personnelle écrira ses leçons. L'Américain des champs a sur l'Européen toute la supériorité d'une nouvelle usine sur une vieille. Il n'est pas gêné et attardé par un vieux matériel; sur lui ne pèse aucun vieux capital à amortir. Il a par là même plus de faculté d'adaptation. Sa science nationale est petite et de courte visée; mais elle est très répandue, tout de suite accueillie et appliquée. Aussitôt convaincu, et il n'est pas long à convaincre quand on lui montre une piste avantageuse, il ne délibère

pas et change aussitôt ses méthodes, ses outils, ses semences. C'est le secret de son enrichissement rapide.

Si l'on fait le total de toutes les surfaces effectivement cultivées aux États-Unis, on s'aperçoit d'abord qu'il y en a fort peu comparativement au sol de ce pays, grand comme l'Europe. En additionnant les terres où l'on récolte présentement le maïs, le froment, les autres céréales, le foin, le coton, la canne et la betterave à sucre, la pomme de terre, le lin, le tabac, le vin, le riz et tous les autres produits de moindre importance, on n'arrive pas en tout à 140 millions d'hectares. C'est beaucoup par rapport au chiffre de la population ; ce n'est guère par rapport à l'énormité du territoire, qui réserve à l'activité des générations futures un champ cinq fois plus vaste à mettre en valeur.

Ce n'est donc pas, comme on pourrait le supposer, du don naturel d'une quantité gigantesque de terres que les Américains tirent surtout leur prospérité, puisqu'ils n'en exploitent qu'un faible lot ; c'est avant tout du parti qu'ils en savent tirer. Depuis quarante ans le

nombre des hectares défrichés a augmenté, mais le rendement de *chaque hectare, pris isolément*, a progressé de concert. Par exemple ils emblavent en froment 19 millions d'hectares, au lieu de 6 millions il y a quarante ans; mais ils récoltent 12 hectolitres et demi à l'hectare, au lieu de 8 en 1867. Ils font de l'avoine sur 11 millions d'hectares, au lieu de 3 millions en 1867; mais, de chaque hectare, ils tiraient alors 22 hectolitres — autant que la France aujourd'hui — et eux, aujourd'hui, en tirent 28.

S'ils nourrissent 20 millions de chevaux, 72 millions de bêtes à corne et 107 millions de moutons et de porcs — c'est-à-dire sept fois, cinq fois et quatre fois plus que la France ne possède de chacune de ces espèces animales — ce n'est pas seulement avec les pâtures naturelles ou avec le foin, dont ils récoltent seulement deux fois plus que nous, c'est, pour une grande part, avec le maïs dont ils recueillent, sur 37 millions d'hectares, 23 hectolitres à l'hectare, alors que nous en recueillons 14 et demi.

Ce n'est pas davantage par un pur bienfait du hasard que les Américains possèdent des prairies où ils fauchent en moyenne 4 tonnes de foin à l'hectare — en France on n'en fauche guère plus de 3. — La pousse régulière et spontanée de l'herbe est beaucoup plus rare qu'on ne pense dans l'ensemble des États, dont beaucoup ont à lutter avec la sécheresse. Mais ils suppléent à ce qui leur manque par l'herbage artificiel, par les trèfles et surtout par l'alfalfa, — notre luzerne — ce foin des climats arides, plus généreux encore. Ils ont recours parfois au cactus, que ses épines semblent défendre de l'approche du bétail. Mais, moyennant une dépense de 12 francs par jour — représentant 36 litres de gazoline — un valet de ferme brûle sur pied les extrémités épineuses d'environ 4 500 kilos de cette plante sauvage qui, mise hors d'état de nuire, est absorbée avec avidité par les animaux. Ceux-ci, comme le cactus contient 75 p. 100 de son poids en eau, trouvent à satisfaire leur soif en même temps que leur faim, et peuvent aller ainsi fort loin chercher leur nourriture.

L'un des faits récents du mouvement agricole aux États-Unis, c'est la résurrection, ou si l'on veut la renaissance du Sud. Les États du Sud, que leur climat avait doté de monopoles naturels, les plus riches de l'Union au début du XIXe siècle, lorsque les produits manufacturés de la Virginie, des deux Carolines et de la Géorgie dépassaient en importance ceux de toute la Nouvelle-Angleterre (1810), s'endormirent ensuite dans leur coton. La présence des noirs écarta l'immigration qui fuyait la concurrence de la main-d'œuvre esclave ; la guerre civile les ruina et ils demeurèrent, jusqu'à ces dernières années, délaissés par les capitaux et les hommes, frappés d'une sorte de paralysie.

Ils viennent d'en sortir et l'on constata, comme une découverte, qu'ils possédaient des trésors en mines de charbon, de fer, de pétrole, en forces hydrauliques aussi qui, dans un rayon de 100 kilomètres autour de Charlottes, en Virginie, représentent plus d'un million de chevaux-vapeur.

Depuis la guerre de Sécession jusque

vers 1896, la récolte du coton avait quadruplé d'importance, de 2 millions et demi à 10 millions de balles par an; seulement les prix s'étaient abaissés parallèlement des trois quarts : de 1 fr. 20 à 0 fr. 30 la livre. Durant la dernière décade la quantité a peu varié, mais le prix a doublé. Il en est résulté un supplément de recette de 1 500 millions par an. Ce profit spontané a été plus que doublé par l'activité nouvelle du pays; par le travail des usines qui tirent maintenant de ce coton pour 500 millions d'huile et pour 1 milliard de fils et de tissus; par le développement des chemins de fer qui ont permis d'exporter pour 500 millions de divers produits du sol, naguère sans valeur, faute de marchés et de moyens de transport.

Que le Sud des États-Unis ait sur le reste du globe une supériorité aussi écrasante pour la production de cette matière de première nécessité qu'est le coton, c'est un fait qui doit au premier abord paraître singulier, puisque cette culture n'y est pas proprement indigène; tandis que, des contrées tropicales d'où le

coton est originaire, il ne sort qu'un stock insignifiant. L'explication, généralement admise, de cette anomalie est que, dans sa région d'origine, les insectes ennemis du coton survivent en hiver et dévorent la plante quand elle pousse ; au lieu que, dans le territoire cotonnier des États-Unis, les hivers sont assez froids pour tuer les insectes — les *bugs*, — et les étés, y compris de chauds printemps, assez longs pour permettre au coton de pousser. Quoi qu'il en soit, sur le marché mondial, les États-Unis fournissent présentement les trois quarts du coton exporté.

Mais ils ne se reposent pas sur leur succès ; ils s'appliquent à améliorer leur marchandise, à obtenir par exemple les fibres extra-fines dont l'Égypte a le privilège. Ils n'y ont réussi que partiellement jusqu'ici, parce que le rendement de cette sorte est médiocre. Le problème en effet est de s'assurer de variétés aussi productives que les brins ordinaires d'entrepôt, mais donnant une filasse meilleure et plus longue. En hybridant les échantillons du Sea Island, les plus renommés de l'Amé-

rique, ils sont arrivés ces derniers temps à créer trois types nouveaux, à filasse soyeuse de 37 millimètres, plus longue de moitié que les qualités communes, sans être moins abondante comme récolte.

Ils agissent de même pour le tabac, dont ils sont aussi les plus grands exportateurs. Bien que le cigare de « la Havane » tienne le premier rang dans l'estime des fumeurs, chacun sait que l'île de Cuba n'est souvent pour lui qu'une patrie d'adoption : comme la province de « Champagne » pour les vins mousseux qui en portent le nom et dont plusieurs viennent seulement, ainsi que naguère Clovis, se faire baptiser à Reims.

Le tabac vient parfois se faire naturaliser à la Havane ou s'y marier avec diverses feuilles exotiques. Parfois aussi il s'en dispense, sans que pour cela ses mérites soient inférieurs à ceux du natif des Antilles. L'île de Cuba ne produit d'ailleurs que fort peu de tabac ; il n'en sort que 14 millions de kilos par an, moitié plus que des îles Philippines (9 millions), mais deux fois moins que du Brésil et deux

fois et demi moins que des îles de Java et Sumatra (35 millions de kilos).

Les États-Unis au contraire en produisent 330 millions de kilos et en exportent 180 millions par an. Depuis le commencement du xvii[e] siècle, où le tabac avait été importé en Virginie sur les bords de la James River, sa culture, tout en s'étendant aux plateaux élevés dont le sol avait été reconnu plus propice, était demeurée routinière durant de longs siècles. Elle devient maintenant scientifique, par les engrais dont elle est l'objet, par l'introduction des semences de Cuba, destinées à améliorer les espèces indigènes, et par le traitement auquel on soumet les feuilles récoltées.

Si le sol en effet influe sur la variété des espèces, les terres massives donnant un tabac épais et gommeux, pendant que le tabac brillant et les feuilles d'enveloppe proviennent des terres légères et sablonneuses, les travaux divers de manutention modifient aussi singulièrement la qualité. L'abandon des vieilles pratiques de fermentation en caisses et l'adoption de nouveaux procédés ont amené en

Virginie un profit qui varie de 13 à 35 p. 100. En même temps la culture se développe ; elle vient d'être introduite dans le Texas de l'Est, dans l'Alabama, avec d'excellents résultats pécuniaires, chez des populations hier encore ignorantes des détails techniques du traitement et de la vente du tabac.

CHAPITRE VI

LE BEURRE, LES FRUITS ET LA VIGNE

Le « beurre magique » ou « beurre régénéré ». — Loi sévère sur la margarine. — Les pommes du Pacifique en Massachussets; les pommes de la côte Atlantique en Angleterre. — L'exportation des pêches et des oranges de Californie. — Les « fruit-express-cars ». — 300 caisses d'oranges en 1876; 10 millions de caisses en 1906. — 10 000 wagons de poires et de pommes. — 3 000 wagons de fraises expédiés par les deux Carolines, 5 000 wagons de pêches par la Géorgie. — Vignes et vin de la côte Pacifique. — Le phylloxera aux États-Unis. — Pourquoi les Américains n'ont pas réussi jusqu'à présent. — Le vin est, de toutes les boissons, la moins répandue sur le globe. — La séricicultnre; l'élevage des vers à soie. — La culture du thé; enfants nègres employés à la cueillette. — Les camphriers de Floride. — Le farmer américain comparé au paysan français. — Aspect monotone et déplaisant de la campagne aux États-Unis.

Tout en améliorant la qualité, tout en accroissant la somme des denrées qu'ils pro-

duisent, depuis une date plus ou mois ancienne, les États-Unis s'ingénient à en augmenter la valeur commerciale. Au lieu de saler fortement leurs beurres d'été, qui excèdent les besoins de la consommation, et généralement les beurres médiocres et d'une vente difficile, ils ont imaginé depuis quelques années ce qui d'abord s'appela le « beurre magique », puis le « beurre bouilli » ou « stérilisé » et qui maintenant a pris le nom officiel de « beurre régénéré » — *renovated butter*.

Ce beurre, fondu aussitôt qu'acheté sur le marché, par les 80 manufactures qui appliquent ce procédé, est solidifié dans l'eau glacée après addition de 1 p. 100 de glycérine et de 5 p. 100 de sel, puis conservé en vases clos jusqu'à l'hiver. Pour le ramener, suivant les besoins de la clientèle, à son état primitif, on extrait soigneusement, par une nouvelle fusion, le sel et la glycérine ; on le mélange à trois fois son volume de lait et l'émulsion de beurre et de lait ainsi obtenue ressemble exactement à de la crème fraîche, que l'on baratte alors suivant la méthode usuelle. Le « beurre régénéré »

est parfaitement pur, puisqu'il n'y entre aucun élément étranger — la loi américaine est très sévère pour les fraudes de margarine — et, quoiqu'il porte l'étiquette obligatoire de *renovated butter*, il n'en est pas moins recherché pour son prix, plus modeste que celui des qualités de choix.

Aux fruits, si abondants sur le territoire de l'Union les wagons-glacières ont ouvert, en toute saison, le marché le plus vaste. Aujourd'hui les pommes mûries le long du Pacifique viennent, sur la côte Atlantique, alimenter le Massachussets qui, lui-même, exporte les siennes en Angleterre. Pommes, pêches ou oranges eussent été de nul prix sans un système efficace de transport. Le service des trains à fruit, les « fruit-express-cars », ont converti de vastes surfaces improductives en vergers dont les récoltes vont se distribuer dans tout l'univers.

La pêche de Californie est entraînée du producteur au consommateur, sur terre et sur mer, par une chaîne ininterrompue de glacières roulantes ou flottantes qui la préservent de

toute avarie. Pour la première fois, en 1876, 300 caisses d'oranges, partirent de San-Francisco à destination de l'Est. En 1886 les expéditions représentaient 1 000 wagons ; elles en remplissaient 16 000 en 1896 ; aujourd'hui les 10 millions de caisses d'oranges, estimées 135 millions de francs, exigent 33 000 wagons par an ; sans parler de 10 000 wagons de poires, de pommes et de pêches. Cet effectif californien ne correspond d'ailleurs qu'à une portion du trafic des fruits en Amérique. Les deux Carolines commençaient, il y a dix ans, par exporter 500 wagons de fraises ; elles en exportent maintenant 3 000. La Géorgie est passée dans le même temps de 700 wagons de pêches à 5 000 ; 20 millions d'arbres peuplent ses vergers.

Ç'a été un véritable problème à résoudre que celui de cueillir délicatement chaque fruit, sans que l'ongle les effleurât, — car une simple éraflure engendre une tache, et la plus légère plaie de l'épiderme, au départ, peut en cours de route, par un sourd travail, gâter le fruit tout entier ; — de détacher aussi chaque fruit

au bon endroit, sans lui laisser une queue trop longue qui blesserait son voisin de boîte; de refroidir des fruits cueillis par 30° de chaleur, assez vite pour arrêter en quelques heures leur maturation, et de faire régner dans les wagons réfrigérants une température uniforme au sein de chaque boîte — dont le centre tend à s'échauffer — et à chaque étage du wagon. Le papier, dont les fruits sont enveloppés, les isole du froid; ils mettaient au début trois jours à se rafraîchir.

Or il fallait que toute cette main-d'œuvre se fît très vite et à prix assez bas, quoique les ouvriers se payent très cher, pour que l'opération demeurât avantageuse. Elle ne réussit pas du premier coup; les ventilateurs d'air froid fonctionnaient mal; les fruits arrivaient pourris; la glace n'abaissait pas assez rapidement leur chaleur intérieure. Il fallut la disposer de plusieurs manières, la mélanger de sel, etc. Les résultats actuels montrent que le succès a répondu à ces efforts.

L'Amérique, on le sait, s'essaye à la vinification, sans y beaucoup réussir jusqu'à présent.

Est-ce, comme on le croit généralement là-bas, la faute des vignes ou du sol? N'est-ce pas plutôt, comme je serais personnellement porté à le croire, faute de connaissances techniques et de savoir-faire? Le vin n'est pas une boisson naturelle, — il n'y a d'autre boisson naturelle que l'eau, — il ne suffit pas pour faire du vin d'avoir du raisin. Il faut avoir encore la manière de s'en servir, de l'habileté et de la patience. Cette dernière qualité n'est pas la plus répandue aux États-Unis. Il existe en Europe nombre de territoires récoltant de bons raisins, dont ils ne tirent que du vin pitoyable, parce qu'ils ne savent ni le faire, ni le conserver.

Au temps où le phylloxera sévissait on accusait les négociants de Bordeaux de transformer artificieusement les produits espagnols, qu'ils importaient dans la Gironde, en crus du Bordelais, revendus comme tels à l'étranger. Les négociants allemands voulurent les imiter : ils introduisirent le même vin à Hambourg, le travaillèrent de leur mieux et n'obtinrent que de la drogue. Il est clair que les cépages amé-

ricains sont propres à fournir du vin commerçable, puisqu'ils viennent de servir à reconstituer nos vignobles français. Détail curieux : les vignes de Californie souffrent, elles aussi du phylloxera, depuis quelques années, et leurs propriétaires viennent à leur tour, en Europe, acheter leurs ceps indigènes munis de nos greffes pour les replanter chez eux.

Serait-ce la nature du sol qui, propre à la culture du raisin de table, dont il se fait un grand commerce, non seulement en Californie, mais dans toute la région du lac Érié, ne saurait donner qu'une boisson médiocre? Les vins blancs, que l'on paye aux environs de San-Francisco 50 francs l'hectolitre, sont pourtant généreux et d'un goût agréable, analogue à celui de nos crus des Côtes-du-Rhône. Mais les vins rouges, assez alcooliques, sont épais, rudes et franchement mauvais. Je pense qu'ils gagneraient beaucoup si l'on voulait les soigner et les attendre. Mais les Américains ne veulent absolument pas attendre.

Ils prétendent forcer les vins à vieillir en six mois, et s'étonnent que les vins s'y refusent.

Comme ils ont entendu dire que les voyages par mer hâtaient ce vieillissement, ils embarquent leurs fûts sur des voiliers, leur font faire quelque peu le tour du monde et les réimportent ensuite dans leur pays, quitte à payer pour eux, au retour, le sévère droit d'entrée perçu par les douanes américaines. Le résultat est d'ailleurs peu encourageant et, comme je me suis permis de le faire observer aux négociants qui pratiquent cette méthode, il serait beaucoup plus simple et moins dispendieux de bâtir de vastes celliers, où les récoltes emmagasinées attendraient la vente pendant les années nécessaires à la bonification. Il m'a été répondu que ce système, vu l'abondance des récoltes, exigerait une trop grosse mise de fonds et ne paierait pas l'intérêt du capital engagé.

Il est très vrai que le marché du vin est fort réduit en Amérique, où l'on ne boit guère à table que de l'eau glacée. A San-Francisco même et dans toute la région proprement viticole, l'eau demeure la boisson usuelle et parmi les consommateurs des restaurants aussi bien que dans les familles aisées, la bouteille de vin

est exceptionnelle. Les États-Unis figurent parmi nos meilleurs clients pour le vin de Champagne. Ils en importent 4 millions et demi de bouteilles; c'est un chiffre en argent, — quelque 30 millions de francs, — en quantité ce n'est guère, — environ 36000 hectolitres. Il n'est introduit en tout du dehors que 283000 hectolitres. La France, quoique la grande fournisseuse de vins fins du monde entier, n'exporte en réalité que 2 millions d'hectolitres de sa production.

Nos viticulteurs ne doivent pas ignorer cette vérité désolante : le vin est, de toutes les boissons, la moins répandue sur le globe. Le plus grand nombre des humains, — 800 millions de Chinois, d'Indiens et de Japonais, — boit du thé. Un nombre moindre, mais encore très important, le monde musulman, la Turquie, l'Amérique du Nord, boit de l'eau claire. En Europe la bière est le liquide dominant : 160 millions d'Anglais, d'Allemands, d'Autrichiens, de Scandinaves, de Belges, de Suisses, et même de Russes, — quand ils ne boivent pas de thé, — ne connaissent que la bière. Le

vin n'a même pas pour lui la totalité de la France, puisque 11 de nos départements de l'Ouest consomment presque exclusivement du cidre et 3 ou 4, dans le Nord, se contentent de leurs brasseries locales. Il ne reste pas 32 millions de nos concitoyens à user journellement de vin.

Préoccupés d'affranchir autant que possible leur vaste territoire, doté de climats si divers, du paiement de tout tribut à l'étranger. Les États-Unis viennent d'inaugurer la culture du thé. Ils en ont planté dans le Texas et dans la Caroline du Sud; son goût est excellent et il paraît démontré que les variétés les plus importantes. — sauf celles de Ceylan, — se prêtent chez eux à une récolte approchant celle qu'elles donnent dans leurs pays d'origine. Les enfants nègres sont employés à la cueillette et, suivant la pente de leur génie propre, les Américains ont inventé déjà deux machines nouvelles, l'une pour polir le thé, aux moindres frais, et lui donner une meilleure apparence; l'autre pour stériliser la feuille qui se flétrit dans le thé vert.

Ils ont planté le camphrier en Floride et la gomme brute, obtenue par la distillation, s'est trouvée d'une qualité telle, que la production du camphre sur une échelle commerciale a aussitôt commencé. Ils cultivent maintenant à Porto-Rico le café et le cacao; leurs efforts pour acclimater le caoutchouc un peu plus au Nord, en dehors des régions tropicales, ont échoué; mais, depuis cinq ans, profitant de l'établissement sur différents points des États du Sud de colonies d'Italiens instruits et capables, le gouvernement fédéral a entrepris d'introduire l'élevage du ver à soie.

Il a acquis des œufs garantis en Italie et des dévidoirs en France. De France aussi il a fait venir des filateurs à Washington, où ils ont instruit dans leur métier des jeunes filles américaines. Les œufs ont été distribués à tous les possesseurs de mûriers, à qui l'État achète, au prix courant de l'Europe, les cocons qu'il fait filer et dont il vend la soie à ses risques. Le procédé est répété chaque année. Présentement ce n'est qu'un embryon; sans une récolte certaine et abondante de cocons, l'établissement

de filatures industrielles est impossible. Mais il n'est pas impossible qu'elles se fondent bientôt, aidées par une invention récente de dévidoirs qui réduit grandement le prix de main-d'œuvre.

En tout cas, il est curieux de constater partout cet effort inlassable de créer sans cesse, d'étendre le domaine agricole, d'en pénétrer toutes les avenues, d'y adjoindre de nouvelles branches, sans se rebuter ni s'étonner des échecs, sans se laisser arrêter par des difficultés dont la moindre dégoûterait un cultivateur du vieux monde. Ici le citoyen et l'État marchent de concert à la découverte, hardis, entêtés, âpres à la peine et décidés à réussir.

Tels sont les faits nouveaux dans les champs, les bonnes révolutions, peu bruyantes, mais efficaces, qui m'ont frappé et dont j'ai groupé le faisceau pour le présenter au lecteur, un peu sèchement peut-être et en m'abstenant volontairement d'y plaquer aucun ornement descriptif. Les paysages d'Amérique ont traîné partout, et ce pays singulier, qui a gagné en tout, n'a pas que je sache, gagné en esthétique au cours des dernières années, ni dans les

choses, ni dans les gens. Même il n'est pas besoin d'avoir le sens artiste très développé pour souffrir de ce manque de pittoresque. Les champs, aux États-Unis, ne sont pas poétiques; ils ne sont pas séduisants.

Quoiqu'il y ait beaucoup moins de grands latifundia et d'outillages à vapeur qu'on ne le dit, que la petite et la moyenne exploitation soient la règle, et que j'aie vu pour ma part dans le Kansas vingt charrues à un et deux socs, pareilles aux nôtres, pour une charrue du dernier modèle à quatre et six socs, le cultivateur américain ne ressemble pas pour cela à celui d'Europe. L'homme qui trace ici le sillon avec son quadrige de labour n'a pas la sérénité de notre paysan; il ne donne pas cette impression de paix et de pérennité, qui vient d'une sorte d'incorporation au sol, d'une cristallisation de l'âme rurale. Cette âme, l'implacable fatalité des choses, placidement acceptée, la fait chez nous comme participante aux forces de la nature. Le rural transatlantique n'a pas la simplicité attachante de notre peuple champêtre qui, malgré ses finesses et ses roueries,

a des parties naïves, conservées sous une couche de saine ignorance.

Le paysan du vieux monde a des désirs bornés; il est le seul sur terre à les avoir, en ce temps d'impétuosité des volontés arrivistes. C'est un charme particulier et rare. Même lorsqu'il ne croit plus en Dieu, il ne rêve pas le paradis en ce monde; mais aussi il ne lui arrive pas, comme à l'homme des cités, de trouver un goût de cendre à ses fruits les plus beaux, lorsqu'il y mord. Cette abeille ne va pas aux chimères; aussi le miel qu'elle distille n'a-t-il point d'amertume. Le paysan français aime la terre pour elle-même. Elle est de sa famille, il y a beaucoup de ses os dans les profondeurs des guérets. Entre lui et le laboureur des États-Unis il y a la même différence qu'entre le pasteur d'Orient trottant doucement sur le cheval qu'il a vu naître et le voyageur d'Occident éperonnant à outrance la monture de hasard que le maître de poste vient de brider pour lui.

Le farmer américain n'appartient à aucune classe définie. Or les classes et les castes

offrent de l'intérêt; elles ont leur grandeur. Veuillot disait : « J'ai l'esprit de roture, comme on a l'esprit de noblesse. Si j'étais libre, je rétablirais la noblesse, et je ne m'en mettrais pas. » Parole fière, qui peut s'appliquer à la dignité hautaine de beaucoup de nos campagnards. Dans notre pays où il existe encore quelque peu de classes, non plus légales mais de pure convention et maintenues seulement par l'opinion même de ceux qui les ont abolies le laboureur conserve dans la famille nationale son individualité propre, son langage, ses idées et ses mœurs.

Chez lui l'absence d'ambition engendre l'immobilité et favorise la routine; mais ce dédain superbe du mieux, cette satisfaction de son état est une source d'indépendance, une vertu inerte contre laquelle se brisent les offres du tentateur, qui commence par promettre la richesse et finit par capter votre âme pour l'abandonner pleinement à la poursuite de l'argent. Du moment que l'homme des champs, en Amérique, n'est pas un paysan; du moment qu'il n'a plus le caractère et les bénéfices de

cette catégorie, dans un pays où il n'y a pas de catégories sociales, il apparaît, en tant que bourgeois, un citoyen dénué d'originalité, intellectuellement bas de plafond et d'une espèce assez rude.

La campagne non plus n'est pas plaisante. L'homme est venu ici avec l'intention de faire marcher la nature. Il l'a souvent maltraitée et la nature le lui rend bien. Dans ces campements de civilisés aucune place n'a été faite à l'agrément; aussi l'œil, dont on n'a pris nul souci, se venge. Le regard du passant est affligé devant ces sèches constructions de planches qui sont moins un home qu'un petit dock, un atelier où s'abritent les outils pour violer la terre vierge. Violée en effet, maîtrisée et conquise, la terre donne son fruit, elle ne donne point sa fleur, sa gaîté, sa grâce. Traitée en esclave, elle obéit en esclave.

L'Européen, qui s'accouple à elle, n'a point été élevé avec elle. Il l'a ravie aux sauvages, à l'inverse des barbares qui vinrent naguère, au déclin de l'empire romain, partager par violence notre Gaule civilisée. Il ne s'est pas

réfugié, sur ce sol d'outre-mer longtemps peuplé par la persécution, pour y chercher la liberté de sa foi, comme les Puritains ou les Calvinistes du XVII[e] siècle; ni pour gagner ou maintenir à son roi une colonie politique, comme furent au Canada ces milliers de La Verdure, de La Jeunesse, de La Violette ou de La Rapée, noms de guerre usagers des soldats de Louis XV, qui combattirent sous Montcalm et dont les descendants, magistrats, hommes d'affaires ou industriels, remplissent aujourd'hui les pages du *Directory* et de l'*Annuaire des téléphones* à Québec et à Montréal.

Les fermiers du Centre et de l'Ouest ont confisqué ce fonds aux races que nous appelons « incompétentes », pour y planter, non des drapeaux, ni des croix, ni des roses, mais des grains et des fourrages artificiels; et les orangers de Californie ne sont pas faits pour embaumer l'atmosphère, mais pour remplir de leurs fruits les « refrigerators-cars ».

Il résulte de cet objectif qu'aux États-Unis le mouvement usinier se continue et vous suit dans la campagne, manufacture de plein air. Il

s'en dégage une forte impression de lucre et de vouloir, mais aussi d'ennui. L'avenir changera naturellement tout cela. Le maître enrichi, sûr de son vivre, songera à son plaisir comme il fait déjà dans l'Est. Il mettra des fleurs parmi ses blés et un jardin devant sa porte. Il serait injuste de reprocher, à ces hommes qui ont tant lutté et tant appris, d'avoir fait passer le nécessaire avant l'agréable et de n'avoir pas créé tout en un jour.

LES AFFAIRES

CHAPITRE I

UN PAYS DE RISQUEURS

La collection des *Census*, « livre d'or » du peuple américain. — La part de chance et la part de volonté. — Le « cru » et le « plant »; le terroir et la race. — Les émigrants français aux États-Unis depuis quatre-vingts ans. — Placements et emplois « de tout repos ». — L'esprit de risque, richesse d'une nation. — Causes de la crise récente : plus d'affaires que d'argent. — Attitude nouvelle de l'État vis-à-vis de l'initiative privée. — Railroadmen et politiciens.

Les annales du peuple américain, son « livre d'or », l'ouvrage où sont racontés ses hauts faits, où son génie apparaît et se résume, ce n'est pas son code ni sa constitution politique, qui ne valent ni plus ni moins que d'autres, ce n'est pas un livre de prose ou de vers, ce sont des chiffres, une pyramide glorieuse de chiffres,

la collection des *Census*, le manuel statistique rapprochant le présent du passé.

Les « affaires » sont donc le triomphe de l'Amérique ; l'histoire, la description des États-Unis, c'est surtout et avant tout l'histoire, la description d'une « affaire » colossale et inouïe d'une opération agricole, industrielle, commerciale, telle que le monde n'en avait jamais vu ni rêvé.

Les peuples, comme les hommes, aiment assez à croire et à laisser croire qu'ils sont les seuls auteurs de leurs succès, qu'ils doivent presque tout à leur mérite. De fait, ce succès tient-il à la race plutôt qu'au terroir? Y a-t-il des peuples de plein air, voués aux aventures, et d'autres peuples songeurs, aptes à se remâcher la cervelle ? Mais comment les mêmes races viennent-elles, les unes à déchoir si tôt les autres à prospérer si tardivement? Et s'il n'y a pas, ainsi qu'on le prétend, une « vie » des peuples, avec enfance, maturité et déclin, comment tels d'entre eux semblent-ils mourir ; de sorte que les *individus* qui les composent arrivent, sans croisements ni infusion de sang

extérieur, à n'avoir plus rien de ce qu'avaient leurs pères qui habitaient avant eux le même sol? Ils n'ont plus les mêmes passions, le même caractère, les mêmes aptitudes, les mêmes richesses, les mêmes mœurs, la même âme.

Est-ce au contraire le « cru » qui domine le « plant », le terroir qui forme la race? Sont-ce les conditions matérielles qui pétrissent les nations, les excitent ou les dépriment, les fortifient et les développent, ou les débilitent et les tarissent? Alors comment des groupes situés en mêmes climats, ou dans des milieux identiques, diffèrent-ils autant? Le système de gouvernement y est-il pour quelque chose? Non certes! puisque les républiques du Nord, du Centre et du Sud de l'Amérique, dotées du même régime, arrivent à des résultats très dissemblables.

Les prospérités comme les misères des nations, indépendantes de l'agitation des politiques et de la phraséologie des journaux, ont des causes peu apparentes qui tiennent bien plus aux ressources du sol et aux découvertes

scientifiques, donnant du prix à ces ressources, qu'elles ne tiennent à la tournure d'esprit des habitants. Les Américains d'il y a quarante ans n'étaient pas des hommes supérieurs aux Américains d'il y a deux cents ans, ils n'avaient aucun génie très extraordinaire par-dessus les autres peuples de l'univers; mais, comme dans un conte de fées, ils n'ont eu qu'à frapper de leur pic le continent qui les portait pour faire surgir de ses entrailles le Génie de la Force, la houille, ce squelette végétal des temps où la terre vivait en égoïste, pour elle-même, débris fossile d'un monde sans date et ignoré, qui allait être précisément, en ce siècle, l'agent de tout un monde nouveau.

En Europe, le secret de presque toute la supériorité industrielle de l'Angleterre, de presque tout le progrès contemporain de l'Allemagne, c'est l'abondance du charbon qui engendre et nourrit à bon marché ces millions d'esclaves modernes, dociles, muets et sobres : les machines. Et le secret de l'infériorité relative de la France, sur le terrain économique, c'est pour une grande part l'indigence de

charbon. L'invention de la « vapeur », et de tout ce qu'on entend par là d'applications multiples et de révolutions conséquentes, a été préjudiciable au rang de la France dans le vieux continent, parce qu'elle n'a pas ou presque pas de « vapeur », comparativement à d'autres États. Le continent américain est de tous au contraire le plus favorisé au point de vue du sous-sol. Il n'a pas seulement du charbon — il en extrait déjà 350 millions de tonnes — il a d'incroyables forces hydrauliques; il a le minerai de fer le plus riche et de la plus facile extraction, l'or et l'argent et surtout le cuivre; il a le pétrole et le gaz naturel; il a de tout ce dont vit le monde contemporain, et il n'a qu'à se baisser pour le recueillir.

Telle est sa part de chance, mais il sait merveilleusement en profiter. C'est par une volonté indomptable que l'Américain devient le propre artisan de sa fortune. Et quoique je voudrais bien expliquer par une fatalité de nature l'état stationnaire de mon pays, plutôt que l'attribuer à l'inertie propre de mes conci-

toyens, je ne puis pas m'abstenir de la réflexion suivante : si le Français actuel, riche de ses économies plutôt que de ses entreprises, était seulement paralysé par l'exiguïté de son territoire qui ne lui offre qu'un champ d'action limité, et par la rareté ou la pauvreté de ses mines indigènes, il devrait suffire de le transporter dans une atmosphère plus favorable, pour le voir s'élancer, lutter et parvenir à l'égal des autres étrangers.

Or, sur 24 millions d'émigrants, qui depuis quatre-vingts ans ont abordé le littoral américain, on compte 433 000 Français. Ils n'avaient au début ni plus ni moins d'argent, ni plus ni moins de chances que les Irlandais, les Allemands, les Suisses, les Hollandais ou les Scandinaves; cependant ils n'ont pas réussi, eu égard à leur nombre, aussi bien qu'aucun de ceux-là. Il ne se voit aucun Français à la tête des chemins de fer, des mines, des manufactures, des banques, des grandes exploitations agricoles, dont les propriétaires et les directeurs sont pourtant assez cosmopolites d'origine.

Dans l'Ouest, où il y a proportiellement à la population plus de Français que dans l'Est, il ne s'en voit pas qui jouent un rôle prépondérant dans quelque branche que ce soit de l'industrie ou du commerce. Mais s'il y a, parmi nos anciens compatriotes plus ou moins américanisés, fort peu de millionnaires, il y a énormément de garçons de café, — dans les restaurants de San-Francisco, la moitié du personnel subalterne est français ; — il y a des cochers, des cuisiniers, des ouvriers d'art et aussi des professeurs, des architectes, des commissionnaires en marchandises, tous métiers distingués ou vulgaires dans lesquels on gagne peu, mais où l'effort est modéré et surtout exempt de hasards.

Le Français n'a-t-il donc pas le goût des affaires? N'en a-t-il pas le sens? N'a-t-il point assez l'ambition de l'argent? Ce n'est ni un paresseux ni un sot; mais, autant il est porté à rechercher en France *pour ses capitaux* les placements de tout repos, autant il affectionne au dehors *pour sa personne*, même lorsqu'il s'expatrie, les « emplois de tout repos ». Cet

homme ultra-prudent n'est point un « risqueur » et, par là, il est aussi peu Américain que possible; car l'Amérique ne grandit et ne prospère que parce que ses citoyens laborieux et intelligents sont tous des risqueurs. Il est clair que l'esprit de risque c'est le goût des entreprises; c'est la richesse d'une nation.

Aussi les États-Unis ont-ils toujours plus d'affaires que d'argent, et, quoique riches se mettent parfois dans l'embarras, lorsque leurs affaires vont si vite que l'argent a peine à les suivre. Nous avons vu il y a quelques mois l'une de ces crises, périodiques à New-York; elles sont funestes aux purs spéculateurs de Bourse et fructueuses aux capitalistes qui profitent d'un krach passager pour hospitaliser dans leurs portefeuilles des actions brusquement tombées à 30 et 40 p. 100 au-dessous de leurs cours de la veille.

Comme les affaires tournent dans un cercle, il est toujours difficile de dire où commence la contraction et combien loin elle doit s'étendre. Mais il semble que cette fois il y a là-bas quelque chose de plus qu'une crise d'argent

et l'on peut se demander si le tempérament américain va changer. Jusqu'ici la « liberté chérie », que l'on chante à Paris, était pratiquée surtout au delà des mers, dans ce pays sans entraves où les cars électriques ne sont jamais réputés complets, tant qu'une créature humaine peut s'y infiltrer, où, même lorsque l'intérieur et la plate-forme sont bondés, de nouveaux voyageurs se hissent à force de bras sur le toit, s'accrochent par derrière comme des singes, dans le vide, à quelque anfractuosité du véhicule. On peut qualifier de pays du « laissez faire », du « laissez passer » et même du sans-gêne, celui où un crieur de journaux peut traverser familièrement le cabinet d'un ministre, sa pacotille sous le bras, entrer par une porte et sortir par l'autre, en offrant sa marchandise, comme je l'ai vu faire à Washington.

C'est pourtant en ce pays ennemi de la réglementation, en ce pays de respect traditionnel de l'État pour l'initiative privée, que l'on veut organiser un envahissement méthodique de l'État dans le domaine des grandes

industries. Le temps est loin où écrivait Tocqueville, où Édouard Laboulaye publiait son *Paris en Amérique*. Au malaise financier dont souffrent passagèrement les États-Unis la crainte d'une invasion gouvernementale dans la gestion des chemins de fer n'est pas étrangère. Les prétentions des parlements locaux à cet égard, les polémiques de la presse, ont de quoi inquiéter l'opinion, du moins en apparence; car je crois bien qu'au fond les adversaires en présence — *railroadmen* et politiciens — ne veulent ni ne peuvent se faire grand mal.

CHAPITRE II

LES CRÉATEURS DES CHEMINS DE FER

Crise de l'individualisme. — L'Amérique ne songe pas à détrôner ses « rois ». — Déboires et ruines fréquentes des premiers concessionnaires depuis trente ans. — Batailles épiques des locomotives. — 348 000 kilomètres de chemins de fer aux États-Unis; 243 000 en Europe. — Combinaisons financières du début. — 150 000 francs le kilomètre, au pair. — Ce prix nominal, naguère inférieur au prix réel; aujourd'hui très supérieur. — L'*inflation* ne choque que depuis qu'elle n'existe plus. — Pourquoi la morale publique est devenue plus sévère vis-à-vis des « surhommes » de la banque et de l'industrie. — Langage de quelques membres de l'*Interstate commerce commission*. — La doctrine nouvelle.

C'est une crise de l'individualisme; l'Amérique ne songe pas précisément à détrôner ses « rois », pas plus ses « rois des chemins de fer » que ceux de l'acier, du cuivre, du pétrole,

de la laine, du caoutchouc et autres puissants princes des matières premières. Elle ne commettra pas la faute de remplacer leurs « conseils privés » par des conseils judiciaires. Mais ces monarchies absolues, qui gouvernent — ou, suivant un délicat euphémisme du Nouveau Monde, « contrôlent » — quelque branche de la production nationale, se transformeront en monarchies constitutionnelles. Parti de la non-intervention systématique, effacé jusqu'ici dans son rôle de gendarme discret du dedans et du dehors, le type de gouvernement minimum, que Washington fonda et que ses successeurs pratiquèrent, se voit d'année en année poussé à gouverner davantage.

Sa maxime est toujours la même : « l'État ne doit pas se mêler de ce qui ne le regarde pas ». Reste à savoir ce qui le regarde. On l'a vu dans le domaine agricole — par exemple vis-à-vis des forêts, vis-à-vis des cours d'eau — se reconnaître des devoirs, partant des attributions, qu'il ne se connaissait pas voici seulement quelques années. Il vient de se

découvrir des droits nouveaux vis-à-vis des chemins de fer. Au début, et ce début remonte pratiquement à un demi-siècle, dans ce continent moins peuplé que tout autre sur le globe, une entreprise de chemin de fer était plus hasardeuse qu'elle le peut être aujourd'hui au centre de l'Afrique. Elle était d'ailleurs soumise à moins de formalités, de la part des États naissants et débonnaires du Nouveau Monde, qu'un chemin de fer transafricain n'en devra subir actuellement, de la part des administrations vieillies et méticuleuses de l'Europe, qui se sont partagé sur la carte le continent noir.

Une fois la concession obtenue, sans peine, la construction était plus malaisée, faute de ressources ; l'exploitation enfin se réglait en pertes, faute de trafic. Telle fut l'histoire de beaucoup de chemins de fer américains, les chiffres le prouvent. Il fallut un grand courage, une irrésistible énergie et une imagination prophétique, durant les vingt années qui suivirent la guerre civile (1863-1883) pour aventurer son temps, son argent et sa réputation

dans ces voies ferrées qui devançaient le peuplement et l'industrie. Leurs recettes trop faibles ne justifiaient pas alors le capital englouti dans ces propriétés devenues plus tard si fécondes. Beaucoup des premiers « railroadmen » ne réalisèrent aucun profit pour eux-mêmes, et les millions ne pouvaient être attirés vers eux que par l'appât d'obligations offertes très au-dessous du pair, auxquelles on ajoutait un supplément d'actions gratuites.

Le rayonnement de quelques succès inouïs lança sur ces pistes fameuses des centaines d'êtres solidement charpentés pour les batailles épiques des locomotives. Le temps dirigait leurs méthodes et leurs méthodes, peu scrupuleuses, s'accommodaient au temps. L'opinion était unanime à laisser le champ libre à ces poursuivants de fortune. Il fallait que le mirage des espérances dorées masquât à leurs yeux les écueils où la plupart se brisèrent; de peur qu'au lieu de spéculer sans cesse, richissimes et demi-riches ne s'ankylosassent prudemment dans l'inaction d'un luxe stérile.

Cette émulation porta ses fruits. Par elle les

États-Unis se trouvèrent dotés, vers 1883, d'un système complet de chemins de fer. Accru depuis vingt-quatre ans, le réseau américain, avec ses 348 000 kilomètres, dépasse beaucoup en étendue celui de l'Europe (243 000 kilomètres); il a coûté bien meilleur marché. En Europe, le prix du kilomètre ressort en moyenne à 385 000 francs; c'est à peu près le prix de nos voies françaises. Celles de l'Angleterre reviennent à 817 000 francs, celles de la Russie à 235 000 seulement. Dans le Nouveau Monde, au Canada, malgré l'appui pécuniaire du gouvernement, le kilomètre est monté à 187 000 francs. Aux États-Unis les chemins de fer ne représentent, *au pair*, qu'un capital de 150 000 francs par kilomètre.

Quelque bas qu'il paraisse, ce chiffre de 150 000 francs devait être, à l'origine, très supérieur à la valeur réelle de lignes dont le terrain n'avait presque rien coûté, dont les ouvrages d'art avaient été réduits à l'indispensable, dont les gares et le matériel étaient fort sommaires. Il y avait, entre le taux *nominal* de ces actions et obligations et le débours réelle-

ment effectué, un écart suffisant pour réserver aux instigateurs et aux porteurs de la première heure de larges profits, si toutefois l'affaire réussissait. Or elle n'a pas réussi toujours. La destinée de ces 148 compagnies ou « systèmes », qui rayonnent sur le territoire de l'Union, a été des plus capricieuses.

Les juger, les envisager en bloc, ce serait additionner 3 éléphants, 8 vaches, 7 souris et 1 cochon d'Inde, et conclure que le total est de 19 animaux. Une action du *Delaware Lackawanna and Western*, qui rapporte 71 francs et vaut 1 250 francs est fort loin d'une action ordinaire du *Chicago Great Western*, qui vaut 80 francs et n'a jamais rien rapporté. A côté de 3 milliards d'obligations qui payent régulièrement un intérêt de 6 p. 100 ou davantage, se voient 12 milliards d'actions qui, depuis dix ans, n'ont pas distribué un centime de dividende.

Dans leur ensemble les chemins de fer américains, naguère très au-dessous de leur valeur nominale, étaient arrivés l'an dernier à se capitaliser en Bourse à environ 5 p. 100 au-des-

sus du pair. Ce n'était point l'effet de l'agiotage; non seulement ils méritaient ce cours, mais ils valent intrinsèquement bien davantage. Il serait absurde de penser qu'on pourrait refaire le réseau américain pour son prix initial, parce qu'il s'est grossi depuis vingt-cinq ans de toutes les dépenses d'amélioration et d'extension payées sur les bénéfices, de la plus-value inappréciable qu'ont acquises les gares et points terminus dans les grandes villes, ainsi que les terres rurales, concédées aux compagnies à l'origine et qui sont demeurées jusqu'ici leur propriété.

Cependant le public que n'avait point choqué l'inflation de jadis, lorsqu'elle existait, crie bien fort, aujourd'hui qu'elle n'existe plus, à l'exagération de valeur des chemins de fer. D'où vient cette bizarrerie ? Quelques opérations récentes, plus ou moins correctes, ont déchaîné ce mouvement. Des lignes prospères, accaparées par un syndicat, ont été revendues sous forme d'émissions nouvelles le double ou le triple du prix d'achat.

Par exemple les 540 millions de francs,

que valait *nominalement* le « Burlington and Quincy », ont été transformés par la compagnie du « Great Northern » en 1 milliard 80 millions d'obligations nouvelles ; les 375 millions d'*actions* du « Rock-Island » se sont vus remplacés par 375 millions d'*obligations* et par 685 millions d'actions nouvelles ; le « Chicago and Altona », de 150 millions de capital, a été porté à 470 millions par les financiers qui s'en étaient rendus propriétaires. L'on ne voit pas bien ce qu'il peut y avoir de blâmable en de pareils procédés. Ils équivalent au morcellement des titres de nos sociétés favorisées par le succès, dont les parts primitives ont été divisées en quarts ou en dixièmes ; ou encore à la mise en société anonyme d'une industrie privée, dont le capital est toujours plus ou moins grossi *sur le papier* par la création des « actions d'apport ».

C'est bien là l'inflation — les *dollars of water* — contre laquelle protestent les Américains et que nous regardons en France comme tout à fait innocente. Peu importe en effet aux tiers que le capital d'une entreprise soit artificielle-

ment majoré : les actionnaires en seront seuls victimes. Cela ne regarde en rien le public ; ainsi en jugeons-nous de ce côté-ci de l'Océan.

Comment se fait-il qu'on en juge autrement sur l'autre bord de l'Atlantique, dans un pays de liberté illimitée où les chemins de fer demeurent une industrie privée ? Et comment ces invectives contre la « surcapitalisation » se produisent-elles dans un genre d'affaires où, depuis quarante ans, des actes fort peu délicats laissaient la masse indifférente ? Ils ne soulevaient de réprobation que lorsqu'ils excédaient le crédit incroyable d'indulgence, ouvert par la jeune Amérique à ses enfants les plus hardis. Il fallait alors qu'un corsaire de Bourse confinât un peu au bandit pour que son coupable pécule fût flétri du surnom d'« argent de sang » — *blood money*.

Mais voici qu'il se produit en cinquante ans, aux États-Unis, vis-à-vis des riches, le même phénomène qui a mis cinq cents ans à se produire en France vis-à-vis des nobles. Au XIVe siècle on passait presque tout au guerrier féodal, pour peu qu'il maintînt quelque bon

ordre et garantît à son voisinage la sécurité, et l'on jugeait intolérable au XVIIIe siècle le seigneur bourgeois lorsqu'il ne prétendait plus qu'au droit de chasse. En 1870, à New-York, on fermait les yeux sur des spéculations qui frisaient le brigandage et en 1907 on s'y scandalise d'agissements qui n'ont rien de criminel. La morale n'est devenue si sévère vis-à-vis des « surhommes » de la banque et de l'industrie que parce qu'ils sont devenus moins utiles. Depuis que la nation s'est elle-même enrichie, la richesse grandissante de ces pionniers exceptionnels l'offusque davantage à mesure que leurs services lui semblent moins précieux.

Sous cette nouvelle influence, des lois ont été votées, au parlement de Washington ou dans les États particuliers, et l'on se propose d'en voter encore; toutes ayant pour objet d'immiscer la puissance publique dans cette affaire, hier indépendante, qu'était une entreprise de railways en Amérique. Ces lois n'ont pas été toutes efficaces, ni d'ailleurs toutes appliquées; si elles l'eussent été à la rigueur

le peuple américain en aurait souffert tout le premier. Ainsi, par crainte des monopoles, on a interdit aux compagnies les fusions et même les ententes; pour favoriser le trafic local, on leur a interdit l'application de tarifs différentiels aux longues distances. Les compagnies n'en ont pas moins fait l'un et l'autre, heureusement pour les voyageurs et les marchandises qui jouissent aux États-Unis de traitements plus avantageux qu'en Europe.

Aussi longtemps que les chemins de fer demeuraient une mauvaise affaire souvent, une affaire hasardeuse toujours, parce que la concurrence des lignes nouvelles et l'extension de son propre réseau transformait en quelques années une compagnie prospère en une compagnie en faillite, si bien que, parmi les plus solides d'aujourd'hui, il en est plusieurs qui, depuis vingt ans, sont tombées deux fois en déconfiture et ont dû être « réorganisées » ; tant que les dividendes étaient tremblants et problématiques, l'opinion ne se montrait pas trop exigeante et la législation sommeillait. Mais, depuis que les chemins de fer, sortis de

la période critique, gagnent de l'argent, le public gronde, intraitable et les magistrats se montrent menaçants

Un haut fonctionnaire, M. Cléments, membre de cette *Interstate commerce commission* — organe de contrôle fédéral presque omnipotent, *en droit* — déclare récemment, dans une interview, qu' « une des choses les plus salutaires qui pourraient arriver serait la mise en prison de quelque haut personnage de l'industrie des chemins de fer. Cela ferait plus que n'importe quelle autre mesure pour améliorer les conditions actuelles. Il y a, dit-il, un lot d'hommes, maîtres d'une telle richesse et d'un tel pouvoir, qu'ils ne pensent pas que l'on oserait les punir ni même les faire marcher. Une fois la possibilité advenue, comme un fait démontré, que les portes de la prison peuvent se refermer sur eux, un grand enseignement aura été donné. Il ne serait pas nécessaire de mettre en prison tous les hommes qui devraient y être. Il n'y aurait qu'à mettre derrière les grilles seulement un ou deux de ceux qui tiennent le haut du pavé dans le monde et les

affaires. Cela agirait comme un vigoureux avertissement pour les individus qui hésitent à compromettre leur position et leur sûreté... »

On ne se figure pas bien, en France, le ministre des Travaux publics, ou simplement un membre du comité consultatif des chemins de fer, s'exprimant en ces termes sur le compte des présidents de conseils d'administration de nos railways indigènes. Nos plus fougueux socialistes, au Parlement, n'en demandent pas autant contre les directeurs de sociétés industrielles. La différence du langage montre la diversité des situations de ceux que l'on veut atteindre et l'état d'âme de leurs adversaires.

Un autre commissaire américain, M. Lane, interrogé s'il allait envoyer quelque grand railroadman en prison, se montre moins féroce : « J'espère que non, dit-il, j'espère que ce ne sera pas nécessaire. Si les chemins de fer se conforment à la loi, nous agirons aussi harmonieusement que possible. Mais, si la loi est violée, alors il y aura du bruit. Nous sommes

déterminés à user, dans la lettre et dans l'esprit, de tout le pouvoir qui nous est donné d'enquêter par voie de serment, d'examiner les comptes et d'appeler devant les juges de district par acte d'accusation. » Plus modéré dans la forme, mais aussi absolu quant au fond, est le président Roosevelt, d'accord avec l'immense majorité du pays, lorsqu'il réclame pour l'État le droit d'imposer certaines règles et restrictions, dans l'intérêt du bon ordre, à une corporation effectuant un service quasi public comme les chemins de fer.

C'est maintenant une doctrine établie. Quoique les intéressés la contestent en principe, ils sont forcés de l'accepter comme un fait, sur lequel il est inutile de discuter. C'est aussi une ère nouvelle qui commence. Le besoin que l'on avait des railroadmen de l'âge héroïque ayant cessé, leur rôle utile étant terminé, leur autorité doit prendre fin. On ne voit plus que les défauts, l'arrogance, l'avidité et les spéculations malhonnêtes de quelques hommes de guerre et de proie, qui « capturent » les lignes rivales et usent du crédit

social pour leurs affaires propres, comme les princes de jadis conquéraient les provinces de leurs voisins et risquaient pour leur gloire personnelle le sang de leurs sujets.

CHAPITRE III

LA TRANSFORMATION DES CHEMINS DE FER

Résultats probables, bien qu'inattendus, de l'intervention de l'État dans la gestion des chemins de fer. — Exigences contradictoires de l'opinion publique. — Prétentions des voyageurs. — Les tarifs américains, pour les marchandises, sont les plus bas de l'univers. — Veto de M. Hughes, gouverneur de l'État de New-York à l'uniformité obligatoire des tarifs. — Comment les compagnies profiteront de la guerre qui leur est faite. — Charges que l'État assume en contrôlant. — De 1865 à 1890 augmentation du réseau; de 1890 à 1898 augmentation des recettes; depuis 1898 les chemins de fer font peau neuve. — Proportion très élevée des accidents : 9 000 tués, 86 000 blessés par an. — Les tracés primitifs sont améliorés partout. — Exemples de quelques travaux d'art extraordinaires.

Les chemins de fer américains fatalement destinés à prospérer, en raison du développement de l'agriculture et de l'industrie. — Réduction du rayon des courbes et du degré des pentes. — Preuve que les rails des États-Unis travaillent bien davantage que ceux de l'Europe. — Wagons de marchandises de 50 tonnes. — Les recettes passent en six ans de 7 à 11 milliards. — Omnipotence des présidents de

chemins de fer et ses dangers. — Idées fausses du public en fait de « surcapitalisation ». — Nul rapport n'existe entre le tarif d'un chemin de fer et l'inflation de son capital. — Exemples que l'on en peut citer. — L'État veut surtout limiter les profits.

Mais comment le contrôle de l'État va-t-il s'exercer ? Sur quoi pratiquement va-t-il porter ? L'opinion demande à la fois aux chemins de fer de plus grandes facilités de transport, des tarifs plus bas, la réfection des voies actuelles, l'augmentation du personnel pour éviter les accidents, attribués au surmenage des employés une extension du réseau et la réduction des bénéfices. Tout cela est contradictoire. Si les chemins de fer gagnent peu ou rien, ils distribueront peu ou point de dividendes, ils auront peu ou point de crédit. Et, ne trouvant point d'argent, ils ne pourront construire de lignes nouvelles ni améliorer les lignes existantes.

Les prétentions des voyageurs, en fait d'abaissement de taxes, pourront être mesurées par un détail pris au hasard : on invite l'*Interstate commerce commission* à faire réduire, pour le trajet de Saint-Paul (Minnesota) à Seattle

(Washington), le supplément uniforme de 60 francs, perçu par les Pulmann-Cars, à 20 francs et 40 francs suivant la place haute ou basse des couchettes dans le compartiment. Pour ma part, je n'aurais pas demandé mieux que de voir ainsi moindre de 33 ou de 66 p. 100 le coût de ces billets de Pulmann, dont ma famille et moi venons justement de faire usage dans ce parcours. Mais il s'agit de quatre-vingt-trois heures de chemin de fer et, pour un Français auquel la Compagnie des Wagons-lits fait payer 46 francs de Paris à Marseille, un supplément de 60 francs pour quatre jours et trois nuits ne semble pas excessif.

De fait, les wagons américains, avec leur tarif de 6 centimes un quart par kilomètre, — 2 cents par mille — un peu plus chers que nos troisièmes classes, sont meilleur marché que nos secondes françaises (7 centimes et demi), auxquelles ils correspondent comme confort. Le supplément du Pulmann, y compris les lits dans les trains de nuit, n'élève même pas le taux jusqu'à celui des simples premières de chez nous. Seulement le prix de 6 centimes un quart

par kilomètre, rarement dépassé dans l'Est, et facilement obtenu dans l'Ouest par les billets circulaires et autres combinaisons économiques, n'était pas jusqu'ici *obligatoire*. Ce taux vient d'être imposé aux compagnies comme un minimum, par nombre de législatures d'État, avec ordre de l'appliquer sans délai : le 1er juillet dans l'Illinois, le 1er octobre en Pensylvanie, etc.

A cette injonction, certaines compagnies ont opposé un refus formel et engagé des procès devant la Cour suprême. D'autres, qui se soumettent en protestant, déclarent qu'elles vont remanier tous leurs tarifs, supprimer les billets à prix réduits sous toutes formes, diminuer le nombre de leurs trains, tant de longue distance que locaux, et que, de tout cela, le public sera le premier à pâtir. Elles font valoir que déjà le trafic des voyageurs les constitue en perte... En matière de prix de revient, une administration peut toujours faire dire à la statistique ce qu'elle veut; il est d'ailleurs évident que le même taux ne sera pas rémunérateur dans les États à faible population,

lorsqu'il est avantageux dans les États très peuplés.

En opposant son veto au vote de l'État de New-York, qui avait consacré ce taux officiel, le gouverneur, M. Hughes, déclarait, il y a quelques mois, que l'adoption d'un tarif uniforme n'est pas compatible avec la situation particulière de chaque compagnie : « Si les chemins de fer, dit-il, ont donné prise à des griefs nombreux et légitimes, ce n'est pas une raison pour qu'une politique de représailles doive être approuvée et poursuivie. Ce serait aller contre l'intérêt des compagnies, ce qui n'est pas juste, et aller aussi contre l'intérêt général, ce qui n'est pas sage. Il faut, conclut-il, dénier aux assemblées politiques le pouvoir et la compétence de trancher des questions aussi complexes. »

Cette attitude, si l'on tient compte des attaches de M. Hughes avec le parti démocrate, est significative et donne à penser que, dans ce pays de bon sens, personne ne souhaite pousser les choses à l'extrême. Les compagnies sont de taille à se défendre; elles en ont mille

moyens. Les tarifs actuels de marchandises aux États-Unis, — 2 centimes par tonne et par kilomètre, en moyenne, sur l'ensemble des réseaux américains, deux ou trois fois moins chers qu'en France — sont tombés à moitié de ce qu'ils étaient il y a trente ans. De Chicago à Liverpool, *y compris le fret maritime*, le transport du froment ne coûte que 2 francs les 100 kilos.

Le plus curieux, c'est que la guerre faite aux compagnies va leur profiter beaucoup. Que l'*Interstate commerce commission* et la Cour suprême de Washington décident, — c'était le cas au 27 mai dernier, — qu'une surtaxe de 2 sous par 100 pieds de bois, allant de la Louisiane dans l'Ohio, « est injuste et déraisonnable » ce pouvoir discrétionnaire renverse nos idées sur l'indépendance présumée des chemins de fer américains. Mais, au fond, quelles seront les conséquences de l'intervention légale qui transforme en un organisme d'État une entreprise particulière?

L'État assume, en contrôlant, des charges et des responsabilités nouvelles qu'il apercevra

plus tard. Les compagnies, devenues quasi membres de l'État, échappent à certains aléas des affaires privées. Il y aura moins de concurrences à redouter, moins de gros bénéfices peut-être, mais moins de pertes. L'État, en s'opposant aux uns, se trouvera forcé de prévenir les autres. Ce mouvement, soi-disant démocratique et populaire, profitera surtout aux compagnies riches et puissantes. Celles-ci, avec de bonnes voies, un bon équipement, du trafic et du crédit, supporteront les exigences de l'État ou auront des moyens de les tourner. Elles s'annexeront et engloberont les moindres qui auront peine à vivre.

Garanties *au dehors*, c'est-à-dire contre des rivaux éventuels contre les passions étroites des parlements locaux et contre les prétentions ignorantes du public, parce que l'État fédéral reconnaîtra que tout abus de pouvoir aurait pour conséquence la détérioration du service; les compagnies se trouveront, par cette mainmise du gouvernement, garanties *au dedans* contre elles-mêmes, contre les audaces spéculatives de leurs directeurs.

De 1865 à 1890, le réseau avait augmenté beaucoup plus que les recettes; de 1890 à 1898 recettes et réseaux s'étaient accrus de concert, diversement suivant les lignes, mais partout il avait été consacré une large portion des revenus nets à la réfection de voies hâtivement confectionnées, au changement d'un matériel notoirement insuffisant. Aussi voyons-nous en 1894, sur les 40 compagnies les plus importantes, une seulement distribuer à ses actionnaires 10 p. 100 de dividende, six donner de 7 à 8 p. 100, dix-huit de 3 à 6 p. 100 et seize ne rien donner du tout.

Depuis huit ans (1899-1907) les chemins de fer ont continué à faire, si l'on peut ainsi parler, peau neuve, à se recréer morceau par morceau. Les tracés primitifs contournaient les collines, les lacs et les rivières, pour éviter de percer des tunnels dans les unes et de jeter des ponts sur les autres; ils descendaient au fond d'une vallée plutôt que de la traverser sur un viaduc ou même sur une levée de terre. Ces voies plastiques et articulées qui épousaient si docilement les reliefs du sol, ondulaient parmi les

montagnes et serpentaient le long des torrents avec des courbes et des pentes qui feraient dresser les cheveux sur la tête de nos ingénieurs. De là, lorsqu'on prétendit augmenter la vitesse des trains, des déraillements dont le nombre eût été plus redoutable encore, si les excellents wagons à boggies de là-bas ne s'étaient prêtés, beaucoup mieux que notre ancien matériel, aux sinuosités de la voie.

Les accidents, sur les chemins de fer américains, demeurent au reste beaucoup plus fréquents que partout ailleurs. Nous avons en France une moyenne annuelle de 600 tués et de 1400 blessés. Sur un réseau neuf fois plus étendu que le nôtre, les États-Unis ont quinze fois plus de tués, — 9000, — et soixante fois plus de blessés — 86000; ce dont la presse transatlantique se plaint amèrement depuis quelque temps, quoique, dans les dix dernières années, le total moyen des sinistres ait été sensiblement le même.

Arrêté pendant huit bonnes heures derrière un train de charbon, qui, près d'un coude où la ligne était enserrée entre un mur de rochers

et un ravin, avait malheureusement glissé en partie dans ce précipice, j'ai assisté avec philosophie et intérêt au rétablissement de la circulation. J'ai vu poser des rails neufs sur des traverses de sapin à moitié pourries, et j'ai constaté avec inquiétude... pour les trains suivants, qu'afin d'asseoir de nouvelles traverses et de les mieux caler sur ce sol qui m'a paru dénué de tout ballast, les terrassiers mordaient de leur pic avec entrain à même le remblai et tiraient la terre presque dessous la voie pour la rejeter dessus. Néanmoins je conseillerais volontiers aux capitalistes d'acheter des actions de cette ligne, d'ailleurs florissante, parce qu'il lui est impossible de ne pas prospérer beaucoup; située comme elle l'est, au milieu d'un pays où l'agriculture et l'industrie se développent tous les jours.

Dans l'Est on voit des railways plus anciens qui, *sur un seul point de leurs réseaux*, — par exemple la New Haven and Hartford C[y], à Bridgeport et aux environs — ont dépensé depuis cinq ans, en travaux d'art, autant de millions que les promoteurs primitifs avaient

déboursé il y a quarante ans pour établir *la ligne tout entière.* La Wabash company vient de terminer, pour avoir accès à Pittsburg, 96 kilomètres construits avec de l'or plus qu'avec de l'acier, car ils lui reviennent à 1 250 000 francs chacun. Il y a là, sur une longueur de 32 kilomètres, 8 tunnels, des viaducs de 55 arches, des ponts métalliques de 230 et 270 mètres de long, dont l'un se place au second rang dans le monde parmi les ponts, après celui qui traverse l'estuaire du Forth en Écosse.

Sous le Hudson et l'East River, ces deux bras de mer qui encadrent New-York, la Pensylvania Rr. Company est en train de percer deux tunels qui lui coûteront ensemble 200 millions de francs. Pour économiser le détour de 60 kilomètres que faisait primitivement, dans l'Utah, autour du grand Lac Salé, le Southern Pacific, on a tranquillement établi la ligne au milieu du lac. Cette « rectification » de tracé a pour effet de vous faire couper quelque 130 kilomètres d'eau en chemin de fer, sur pilotis. Pour réduire de 150 kilomètres la

distance entre San-Francisco et Salt Lake City, une autre voie — Western Pacific Company — franchira la Sierra Nevada à 600 mètres plus bas que les compagnies actuelles et pour obtenir des pentes plus douces, elle traversera les crêtes en tunnel au lieu de s'élever à flanc de coteau à l'abri de simples paraneiges en bois.

Pour relier Cuba à New-York, sans descendre de wagon, un richissime spéculateur est en train de construire de sa poche, à l'extrême pointe de la Floride, 300 kilomètres de railway dans la mer; c'est-à-dire sur et entre 40 îlots de surface diverse qui séparent Miami de Key West, devenu, depuis la guerre hispano-américaine, une base navale de premier ordre. Là s'élèvera le terminus de ce chemin de fer fantastique, sur une étendue de 80 hectares, aujourd'hui encore submergés et qui devront être gagnés sur la mer. Et, de là, d'immenses ferry-boats transporteront à La Havane des trains entiers en six heures. Sur ces 300 kilomètres, dont un tiers environ est déjà achevé, il y a 10 kilomètres de viaduc en ciment armé, du prix de 1 560 000 francs chacun,

45 kilomètres de remblai et de rocailles le long de la côte marécageuse de Floride et 130 kilomètres de remblai en maçonnerie sur les îles. La voie est maintenue partout à 10 mètres au-dessus de la basse mer, hauteur jugée suffisante pour résister aux coups de vents et aux vagues. De temps en temps un pont d'acier laisse un passage libre à la navigation, car, à un certain point, la ligne enjambe un bras de mer de près de 5 kilomètres.

On le voit, par ces exemples qu'il serait oiseux de multiplier, si les Américains ont commencé par construire des chemins de fer « à l'économie », comme ils ont commencé par faire de la culture extensive, ils ont passablement marché depuis. Tout en redressant les voies, tout en réduisant le degré des pentes et en allongeant le rayon des courbes sur des kilomètres de longueur, ils ont depuis quinze ans, augmenté de 128 000 kilomètres leurs voies supplémentaires de garage et de secours; ils ont remplacé presque tous les rails de fer — 96 et demi p. 100 en 1906 — par des rails d'acier d'un poids double.

Encore ces nouveaux rails de 50 kilos sont-ils trop faibles pour porter les nouveaux wagons. Lors d'une vérification toute récente sur une grande artère, un Trunck line, 200 d'entre eux étaient trouvés brisés qui n'avaient pas six mois de service. C'est que les rails des États-Unis travaillent bien davantage que ceux de l'Europe. Avec deux tiers de moins de voies doubles, les chemins américains manipulent deux tiers de plus de fret que les chemins de fer anglais. Il y passe donc beaucoup plus de wagons et surtout des wagons plus lourds. Depuis trois ans seulement les wagons de marchandises de moins de 15 000 kilos — ce qui est l'ordinaire des wagons français — ont été remplacés par des wagons de 50 000 kilos et plus : de sorte qu'un train de 6 wagons actuels représente 36 wagons du type de 9 tonnes, partout usité il y a vingt ans.

Cet accroissement du matériel, de sa capacité de transport et de traction, on peut s'en faire idée en parcourant le bilan des sociétés qui ont pour objet de le fournir : l' « American locomotive » en 1902 faisait 132 millions

de francs de recettes; elle a fait, en 1906, 212 millions. Elle rivalise avec les établissements Baldwin qui livrent une quarantaine de locomotives par semaine. L'« American Car and Foundry » a vu, de 1906 à 1907, son chiffre d'affaires passer de 345 à 500 millions; l'an dernier il était sorti de ses ateliers 95 000 wagons de fer et 1 000 voitures de voyageurs.

Ce matériel toutefois est visiblement insuffisant pour un trafic partout congestionné. J'ai eu la curiosité de noter, dans les trains où je montais, l'âge des locomotives; il en est beaucoup encore qui ne sont plus jeunes. On s'arrache les wagons de marchandises. Les compagnies, en vue de les mieux utiliser par une accélération du service, imposent des taxes sévères aux industriels et commerçants qui s'en servent comme de magasins ou empruntent pour des transports minimes les énormes wagons spéciaux qui leur parviennent pleins.

Une pareille activité se traduit naturellement par un surplus de recettes pour les chemins de fer qui, dans leur ensemble, ont

encaissé 11 milliards 500 millions de francs en 1906 contre 7 milliards 435 millions en 1900. Le produit net a suivi une progression correspondante, bien que les compagnies aient affecté plus d'un milliard par an à leurs achats de matériel. Il est des lignes où ce profit net a triplé, d'autres où il a quadruplé.

Et c'est ici où l'ambition spéculative de quelques administrateurs s'est donné libre cours. Ces administrateurs ne sont pas, comme chez nous, des personnages honorablement décoratifs qui se contentent de modestes jetons de présence et d'un compartiment réservé dans leurs déplacements gratuits. Le plus gros actionnaire de chemin de fer français ne possède que 30 000 actions — sur les 525 000 émises — de la ligne qu'il gouverne et, en possédât-il davantage, le régime de contrôle auquel sont soumises les compagnies françaises ne lui conférerait qu'une autorité fort limitée. Aux États-Unis les créateurs heureux des grands réseaux en étaient jusqu'ici les seuls maîtres et les principaux propriétaires. Rien ne s'opposait à ce

qu'ils confondissent, dans leurs entreprises, l'argent de la compagnie avec le leur propre, comme ces grands ministres de la royauté qui édifiaient leur fortune en servant l'État et en faisant bourse commune avec le Trésor.

Au lieu d'améliorer simplement la ligne et de grossir les dividendes, on reproche à certains autocrates des voies ferrées de faire appel au crédit pour butiner et conquérir des lignes voisines et pour les revendre au public sous forme de titres enflés d'un profit actuel ou futur. C'est ce que là-bas on appelle l' « over-capitalisation », contre laquelle l'opinion est très montée, parce qu'elle y veut voir une cause d'élévation des tarifs. C'est un lieu commun, absurde et d'ailleurs assez admis, que celui-ci : les chemins de fer prennent d'autant plus cher qu'ils ont plus de dividendes à payer. Le sénateur Lafollette disait au Congrès que « chaque dollar de surcapitalisation impose au public une extra-charge à payer par chaque tonne de marchandises ».

En réalité, les dividendes n'ont rien à voir avec les tarifs, ni le capital avec le dividende.

Les affaires seraient trop belles s'il suffisait, en Amérique aussi bien qu'en Europe, de grossir *nominalement* son capital pour augmenter du même coup ses revenus. Et, si l'on voulait à toute force trouver une corrélation entre l'inflation du capital et le tarif d'un chemin de fer, ce serait tout juste dans le sens opposé à celui que croit le vulgaire : les lignes à gros capital sont le plus souvent des lignes à tarif réduit. Les compagnies situées à l'Est du lac Michigan et au Nord de l'Ohio, dans les États-Unis primitifs, ont à la fois les plus bas tarifs et la plus haute capitalisation; au Sud de l'Ohio et à l'Est du Mississipi le capital, par kilomètre exploité, est plus bas, mais les tarifs sont plus élevés; enfin, à l'Ouest du Mississipi, les tarifs les plus chers de toute l'Union coïncident avec la moindre capitalisation.

Si l'on envisage isolément telle ou telle compagnie, on reconnaît que la majoration de son capital est souvent accompagnée de la réduction de ses tarifs. Ce fut le cas notamment des trois lignes que je citais tout à l'heure

— Burlington and Quincy, Rock Island, Chicago and Altona. — Sur ces réseaux, les prix exigés des voyageurs et des marchandises ont baissé, depuis cinq et dix ans, de 14, de 25, de 30 p. 100. La raison en est fort simple : c'étaient là des lignes qui, gagnant beaucoup, ont pu réduire leurs tarifs pour décourager la concurrence. Les lignes moins prospères ne le peuvent pas.

Mais ce que ne disent pas, ou ce que ne disent qu'à mots couverts, défenseurs et adversaires des compagnies, le voici : c'est que la surcapitalisation est un moyen de dissimuler les profits. Au lieu de distribuer 14 p. 100 de dividende au capital existant, on double nominalement ce capital qui, dès lors, ne recevra plus que 7 p. 100. Or ces gros bénéfices des lignes favorisées le public ne voudrait pas qu'on les dissimule, parce qu'il prétend en profiter seul sous forme d'abaissement des tarifs.

La question, on le voit, est assez claire ; à qui, du transporteur ou du client, doit aller le bénéfice actuel et futur des entreprises de transport ? La réponse aussi paraît facile : il

semble bien que, dans un pays où les chemins de fer n'ont été dotés d'aucune garantie d'intérêt, ont supporté seuls tous les risques d'une entreprise ordinaire, ils seraient fondés à en recueillir intégralement les gains. Il n'en saurait être ainsi pourtant; parce que — et c'est l'opinion du président Roosevelt — les chemins de fer existants sont, d'ores et déjà, « investis d'un monopole de fait et que l'État a le droit de limiter les profits particuliers dans une propriété *quasi publique* ».

Cette évolution de l'individualisme américain nous montre à quel point les phénomènes économiques s'imposent aux peuples, quels que soient leurs tempéraments et leurs doctrines, à quel point ils dominent les conceptions politiques. De ce côté-ci de l'Océan, la dose d'intervention de l'État, naturelle et nécessaire pour constituer une société moderne, est depuis longtemps très large. Cette intervention s'est appropriée aux circonstances et a changé de nature, du Moyen âge aux temps actuels, perdant du terrain sur quelques domaines, en gagnant sur d'autres. Elle ne

peut s'accroître beaucoup, parmi nos vieilles nations, malgré les théories et les systèmes préconisés par de généreux utopistes, parce que l'intérêt général s'en trouverait lésé.

Dans cette jeune nation transatlantique, où l'abstention des pouvoirs publics passait pour un dogme, où la liberté absolue des particuliers était le ressort initial du progrès, dans ce pays où il n'est pas sérieusement question de ce que nous appelons « socialisme », l'intervention de l'État se crée pourtant et se développe, dans la mesure où l'intérêt général la suscite, parallèlement aux organismes privés, pour les combattre ou les contenir.

CHAPITRE IV

LES TRUSTS

Les trois degrés de l'évolution industrielle : le grand manufacturier, la société anonyme, l'union des sociétés ou « trusts ». — Légendes et erreurs répandues sur les trusts. — Importance de leur production par rapport à celles des sociétés isolées dans la même branche. — Trust des pétroles : *Standard Oil*. — Trust des cuivres : *Amalgamated Copper C°*. — Trust des sucres : *American Sugar refining C°*. — Les tours de Babel de la spéculation. — « Ce n'est pas moi qui mène mes affaires.... » — En quoi les trusts diffèrent radicalement de la conception de l'État socialiste. — Rôle utile de l'État ; suppression des *rebates*, rabais ou ristournes sur les chemins de fer. — L'amende de 146 millions de francs. — Forme d'inflation particulière aux États-Unis : le *common stock*, « actions ordinaires ». — En quoi elle est plus loyale et plus claire que celle de l'Europe. — La docilité des chiffres. « Fixons d'abord le dividende.... » — De quelques critiques justifiées. — Histoire du trust de l'acier au capital de 7 milliards. — Sages méthodes de gestion. — Le capital fictif devient un capital réel. — Résultats du trust pour les consommateurs et pour les ouvriers. — Abaissement du prix de vente et hausse des salaires.

Ceux qui d'ailleurs semblent régner sur les « intérêts », parce qu'ils détiennent les voies

de communication, les principaux métaux et marchandises, et qui semblent régner sur les « idées » parce qu'ils possèdent les journaux et passent pour tenir à leur dévotion les agents du pouvoir, en réalité travaillent eux-mêmes, les premiers, en vue des intérêts et dans le sens des idées de la masse... parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. C'est le cas de ces groupements d'industries similaires — les trusts — sur le compte desquels ont été portés tant de jugements contradictoires, bien qu'exacts, chacun à son heure et suivant les temps.

Il est advenu au siècle dernier, en Amérique comme en France, qu'un travailleur plus hardi ou plus habile, plus « chanceux » surtout que les autres, a embauché un grand nombre d'autres travailleurs. Au lieu d'un compagnon et d'un « apprentif », il en a pris cent ou mille et a fondé peu à peu ce qu'on nomme une usine. Et tandis que la société politique se nivelait, que l'on abolissait les privilèges, la société économique se féodalisait. L'homme qui commande à beaucoup d'autres, qui leur

donne du pain en leur donnant de l'ouvrage, qui, ce faisant, s'enrichit et perfectionne son outillage, semblait devenir inexpugnable derrière ses marteaux-pilons, ses broches à filer, ses turbines ou ses comptoirs, comme le haut justicier du XIIIe siècle à l'abri de ses fossés et de son donjon. C'était un « grand », un « noble », eût-on dit naguère, puisque c'était un « fort ». Était-ce un nouveau partage des hommes qui commençait? Qui de nous allait tomber en « villenage »? Et ce fut le premier degré de l'évolution.

Mais voici le second : Ce « grand industriel » n'était solide qu'en apparence. Comme le seigneur d'autrefois un plus fort a raison de lui, le chasse de sa demeure, s'en empare ou la détruit. Cela le plus simplement du monde : un autre fabricant se contente d'un bénéfice moindre; le premier doit aussitôt réduire son gain. D'un autre côté ses ouvriers réclament des suppléments de salaires. Or mille ouvriers répartis chez 500 maîtres ne sont que poussière devant leurs 500 patrons; employés chez un seul ils discutent avec lui

d'égal à égal. Si ce patron cède, son profit disparaît peut-être ; s'il ne cède pas la fabrique s'arrête, les commandes iront ailleurs. Mieux vaut plier sous l'orage.

En attendant le retour du beau temps, survient un troisième fabricant qui, lui, a su abaisser son prix de revient par la découverte d'un nouveau procédé, d'une nouvelle substance. Il faut transformer le mécanisme et l'usine tout entière, s'il s'agit d'un produit que l'on va obtenir avec des matières ou des méthodes absolument dissemblables des précédentes : car la science invente sans cesse des routes nouvelles pour atteindre un même but. Le fabricant a tenu bon, il a su rester à flot. Il prétendait marcher seul et avait toujours repoussé l'association sous quelque forme que ce fût. — « Je ne crois, disait-il avec humour, qu'aux ententes que l'on fait à un. »

Cependant il lui faut jeter dans la circulation des marchandises de plus en plus abondantes, dont l'abondance fait le bon marché et qui pénètrent ainsi dans des couches humaines où elles étaient naguère inconnues. Il lui faut

multiplier ses risques en multipliant sa puissance. Ses capitaux, ses épargnes n'ont pas suffi. Il a dû recourir à la société anonyme et passer la main, par prudence, à une collectivité. Il n'est plus qu'un « directeur », un délégué des actionnaires. C'est le second terme de l'évolution, où jusqu'ici nous nous sommes arrêtés en France.

Les Américains ont poussé plus loin; ils en sont au troisième degré, au syndicat de manufactures unies : le trust, qui concentre en un seul faisceau des forces jusqu'alors rivales. A l'heure actuelle les États-Unis en possèdent un bon nombre : l'acier, le pétrole, l'électricité, le cuivre, le sucre, le caoutchouc, les conserves de viande, le tabac, le cuir, la poudre, l'huile de coton, l'acide carbonique, les engrais chimiques, ont donné lieu à des agglomérations de capitaux d'importance diverse. Il en est de plusieurs milliards, il en est de quelques dizaines de millions seulement, analogues en fait à de grandes sociétés européennes.

Contrairement à certaines légendes, ces

trusts n'offrent nul danger d'accaparement. Les plus puissants d'entre eux sont loin de détenir le monopole de la marchandise dont ils trafiquent. Le trust de l'acier, — *United States Steel Corporation*, — lors de sa fondation en 1901, fournissait en fonte 43 p. 100, en acier 66 p. 100 de la production totale des États-Unis; depuis six ans, bien que la fabrication du trust, accrue de plus d'un quart, soit passée de 17 à 23 millions de tonnes, l'importance générale de ses affaires par rapport à l'ensemble du marché américain a plutôt décru : elle représente aujourd'hui 44 p. 100 de la fonte et 60 p. 100 de l'acier.

Le trust des pétroles, — *Standard Oil Company*, — extrait seulement le sixième des 135 millions de barils recueillis annuellement sur le territoire de l'Union. Ce sol est si riche à cet égard que de nouvelles sources d'huile minérale en jaillissent sans cesse dans les districts même que l'on en croyait naguère dépourvus. C'est aujourd'hui le cas de la Californie, dont les puits sont d'un rendement incroyable, dont les routes sont parfois arro-

sées de pétrole brut; ce sera demain peut-être le cas des États du Sud-Atlantique. Seulement la Standard Oil distribue 40 p. 100 de dividende et cela contribue beaucoup à la rendre haïssable à quiconque n'en est point actionnaire. Le trust des cuivres, — *Amalgamated Copper Company*, — passe pour avoir été fondé (1899) dans l'espoir chimérique de « contrôler » la production cuprifère du monde. Plus tard ses prétentions furent plus modestes et il eut seulement l'ambition de contrôler la production des États-Unis; en fait il ne contrôle même pas aujourd'hui, malgré ses 800 millions de capital, la production entière du Montana.

Le trust des sucres, — *American Sugar refining Company*, — raffine environ 70 p. 100 de la production totale des États-Unis; mais les États-Unis achètent à l'étranger quatre fois plus de sucre qu'ils n'en fabriquent. L'Américain consomme 38 kilos de sucre par tête, le Français n'en consomme que 29. Du reste, que les États-Unis soient importateurs ou exportateurs, du moment qu'il s'agit d'une de

ces marchandises mondiales, dont les prix s'équilibrent d'un continent à l'autre comme les flots dans les océans, — et seules les marchandises de ce genre peuvent offrir de l'intérêt pour un trust, — personne sur la terre n'est assez puissant pour leur donner des lois. Les financiers assez fous pour y prétendre bâtiraient les tours de Babel de la spéculation; un rien suffirait à les confondre. Quelques-uns l'ont osé un jour et en sont morts.

Ces exploitations géantes si solidement assises que le public se les figure volontiers garnies d'un dividende naturel à chaque automne, comme aux rosiers chaque printemps poussent des roses, ne subsistent au contraire que par l'ingéniosité constante de ceux qui les dirigent. Mais ceux-ci mêmes obéissent aux circonstances. « Ce n'est pas moi qui mène mes affaires, ce sont mes affaires qui me mènent », dit l'Américain qui passe aujourd'hui pour le plus riche citoyen de l'univers. Et en effet, l'une portant ou mieux poussant l'autre, production et consommation grandissent de concert, mais elles ne marchent

point toujours du même pas. Et ces excitateurs ou promoteurs de l'industrie et du commerce, s'ils s'appliquent à paralyser les crises ou à les prévenir de leur mieux, s'ils peuvent aider au courant naturel des choses, seraient incapables de le créer artificiellement, moins encore de lui barrer la route.

S'ils font des sottises, ils les paient de leur poche, je veux dire de celle de leurs actionnaires. C'est en cela que ces organismes privés, pour grands qu'ils soient déjà ou qu'ils le deviennent davantage, car ils grandiront et se multiplieront dans l'avenir plutôt qu'ils ne disparaîtront, diffèrent radicalement de la conception socialiste de l'État raffineur, mineur, fondeur et bâtisseur, fabricant de rails, de meubles, de chapeaux et de jambons; l'État ne risquant autre chose, s'il mangeait de l'argent, — notre argent, — dans ses affaires, qu'une interpellation gratuite et un ordre du jour béatement désapprobatif.

Quel que soit son objet tout trust, effectuant forcément de grands mouvements de marchandises, est pour les chemins de fer un client

exceptionnel. Empêcher ce client exceptionnel de jouir, d'une façon ostensible ou occulte, d'un traitement privilégié, de rabais, remises ou ristournes quelconques, est un vœu très net de l'opinion traduit dans des lois jusqu'ici assez impuissantes. Cependant si la sentence retentissante qui condamnait en août dernier le trust du pétrole à une amende de 146 millions de francs, comme coupable d'avoir obtenu du *Chicago and Altona Railroad* des réductions de tarifs, n'a aucune chance d'être maintenue en appel, d'abord par la Cour de circuit et, éventuellement, par la Cour suprême, elle aura néanmoins un effet moral. Il était impossible à une compagnie de résister aux demandes de tarifs réduits, formulées par de gros clients, ni d'empêcher que ces réductions, une fois connues des autres réseaux ou des autres clients, ne devinssent générales. De sorte que la suppression effective de ces rabais, qui ont été depuis plusieurs années une cause permanente de troubles, rendra service aux chemins de fer eux-mêmes.

Que la constitution financière des trusts ait

prêté le flanc à la critique, c'est un fait notoire. Chacun d'eux n'est autre chose que la représentation d'un nombre varié d'anciennes usines, d'anciennes sociétés : le trust des locomotives en englobait huit, celui de l'acier en groupait onze, celui du tabac douze, celui des wagons treize, celui des laines trente-trois, et celui des pétroles soixante-dix. Mais le nombre ne fait rien à l'affaire; il y a des usines de 500 000 dollars et des usines de 20 millions. Dans cette abdication de leur avoir en faveur d'un actif global, dans cette appréciation préliminaire, où chacun était intéressé à ne pas exagérer la valeur de ses rivaux d'hier, l'on peut être sûr qu'il n'y a pas eu d'erreur d'évaluation; mais on a, d'un accord commun, majoré dans une égale mesure tous les apports et capitalisé les espérances par la création d'un *common stock* : les actions ordinaires.

C'est une forme d'inflation particulière aux États-Unis; encore n'y est-elle ni générale, ni très ancienne. On peut citer des compagnies comme le *Calumet and Hecla,* la plus puissante du monde pour la production du cuivre, con-

stituée au modeste capital de 12 millions et demi, dont moitié seulement a été versée. Celle-là distribue annuellement 37 millions et demi de dividendes. Le capital du trust des pétroles, — 500 millions de francs, — ne saurait être regardé comme excessif puisque le dividende atteint 200 millions. Nous avons aussi en France des affaires à capital minime, qui rapportent 100 p. 100 et davantage de la mise de fonds originelle, et des affaires à capital enflé qui rapportent 2 et 3 p. 100, ou même moins, de leur valeur théorique.

Mais chez nous, dans ces gonflements factices, on ne fait pas la séparation des titres qui représentent quelque chose d'avec ceux qui ne représentent rien. Les promoteurs ou apporteurs s'attribuent des actions en tout semblables, comme droits, à celles qu'ils vendent au public; ou bien ils se réservent, sous le nom de « parts de fondateurs », des intérêts plus ou moins importants. Ce système est, dans le premier cas, beaucoup moins loyal et, dans le second, beaucoup moins clair que celui des États-Unis qui distinguent les actions *privi-*

légiées — *preferred stock* — d'avec les actions *ordinaires*. Les premières ont droit à un revenu qui ne peut être dépassé, mais qui leur est payé « par préférence ». Ce revenu, en cas d'insuffisance de gain pendant un exercice, se reporte et s'ajoute au dividende de l'année suivante, lorsque ces actions privilégiées sont en même temps « cumulatives ».

Les actions ordinaires n'ont droit qu'au « surplus »; leur revenu, en droit, est illimité; en fait, dans des affaires même très prospères, il est insignifiant ou nul, parce que les directeurs des grandes entreprises préfèrent employer ce « surplus » à l'extension, à l'amélioration de leurs moyens de production, plutôt que de le distribuer aux porteurs d'actions ordinaires. Ceux-ci savent à quoi ils s'exposent. Ils ont confiance en ces valeurs futures et problématiques : aussi des actions ordinaires, qui n'ont jamais distribué un centime, sont-elles parfois cotées aussi haut que des titres privilégiés de la même compagnie qui rapportent régulièrement 7 p. 100. Cette confiance est raisonnable; si l'affaire réussit,

les actions ordinaires offrent de plus larges perspectives de plus-value.

Ainsi envisagé, le capital des trusts divisé, outre ses obligations pures, en titres « communs » voués à tous les risques mais susceptibles de gains indéfinis, et en titres de « préférence » moins lucratifs mais plus garantis, constitue financièrement une combinaison ingénieuse et sensée. Elle cesserait de l'être si les lanceurs d'affaires, en vue de repasser à la clientèle les actions ordinaires dont ils sont gratifiés, les faisaient monter artificiellement en les dotant de revenus à demi sincères. Le cas se voit en Amérique comme il se voit en tous pays. Chacun sait qu'il n'est rien de plus aisé que de dresser un bilan parfaitement correct en apparence, quoique parfaitement faux en réalité. Ce n'est pas d'hier que date ce mot d'un président de conseil d'administration disant à ses collègues : « Messieurs, fixons d'abord le dividende; nous examinerons les comptes ensuite, afin de ne pas nous laisser influencer par eux. »

Nous avons en France un exemple typique

de cette docilité des chiffres dans notre budget national, détaillé, discuté et, semble-t-il, percé à jour, qui néanmoins peut se régler à volonté en excédent ou en déficit, sur le papier, suivant l'art de classer et d'accommoder les recettes et les dépenses au gré des majorités. Aux États-Unis, où tout change et se transforme très vite, il est arrivé à la même société de pratiquer successivement l'une et l'autre politique à peu d'années d'intervalle, de se montrer tantôt trop prodigue et tantôt ultra-timide dans le compte de ses bénéfices et de provoquer ainsi les appréciations contradictoires, bien qu'également fondées de leurs partisans et de leurs détracteurs.

Les unes et les autres ont été émises sur le trust de l'acier, la plus grosse affaire de l'Amérique et sans doute du monde entier. Lorsqu'en 1901 les établissements Carnegie fusionnèrent avec une dizaine de sociétés minières et métallurgiques, ils représentaient à eux seuls, au cours de la Bourse, 2 milliards de francs environ; les dix autres ensemble valaient à peu près 2 milliards 400 millions.

Or le trust fut constitué au capital de 6 milliards 700 millions. Mais dans cette somme, qui constituait une inflation de 2 milliards 300 millions, il y avait plus de 2 milliards et demi d'actions ordinaires.

Celles-là, qui valaient *nominalement* 500 francs et *intrinsèquement* 25 francs, tout au plus 50, ne devaient représenter, aux mains des sociétés qui s'en partageaient les quatre cinquièmes et du syndicat d'émission, qui avait reçu le dernier cinquième — soit une commission *nominale* de 500 millions de francs — pour ses frais et peines, ne devaient représenter, dis-je, qu'une prime d'avenir, un billet tiré sur le succès futur de l'affaire. Mais, comme les détenteurs de ce titre souhaitaient en réaliser une partie de suite dans des conditions avantageuses, les directeurs du trust se laissèrent aller au début (1902), en présentant la situation sous un jour trop favorable, à attribuer un dividende de 4 p. 100 à ces actions ordinaires. Elles montèrent alors (1903) jusqu'à 235 francs, pour retomber brusquement à 40 francs en 1904 lorsque, la politique du trust

ayant changé, les dividendes facultatifs disparurent.

Seulement, à partir de cette date, la totalité des excédents disponibles fut appliquée à l'accroissement du matériel et des usines; aussi bien de ces usines monstres de Pittsburg dont la description, cent fois refaite, forme un chapitre nécessaire de tous les livres de voyage aux États-Unis; que de ces centaines de manufactures, de taille diverse, rigoureusement spécialisées, dont les unes s'adonnent à la confection des tubes d'acier, les autres aux ponts et aux poutrelles, celles-ci à la tôle et celles-là aux fers-blancs. Le trust s'élargissait encore; il achetait et s'annexait en bloc des compagnies entières : l'une pour 50, l'autre pour 150 millions de francs. Quoiqu'il possède en propre 65 mines de fer, il en acquiert et en prend à bail de nouvelles, comme celle du *Mesaba Range*, propriété du Great Northern Railway, dont la capacité est estimée à 800 millions de tonnes.

Et quoique ses moyens de production accrus, ses cent steamers ou chalands qui sillonnent

les grands lacs, ses 800 locomotives et ses 35 000 wagons, lui aient permis de multiplier ses affaires, il se dispose à créer de toutes pièces, sur les bords du lac Michigan, une usine modèle et, autour de l'usine, une grande ville que peupleront ses ouvriers. Cette dépense, prévue pour 250 millions, ainsi que l'extension et le rajeunissement des établissements actuels qui comportent un débours de 300 millions, ont été et continueront d'être payés *sur les bénéfices* ; ce qui sera facile sans doute, puisque ces bénéfices ont été de 800 millions de francs l'an dernier et qu'après le paiement des intérêts et dividendes privilégiés il restait un solde disponible de plus de 500 millions. Il arrive donc que, par de sages méthodes substituées à la gestion imprudente du début, le trust de l'acier est en train d'absorber rapidement sa majoration primitive et ce qui pouvait passer pour un « bluff » devient une réalité.

Au point de vue économique, le trust a servi à la fois les intérêts des consommateurs et des producteurs, puisque, depuis sa fondation, le

prix de vente des produits métallurgiques a été abaissé d'environ 20 p. 100 et que les salaires ont au contraire suivi une marche ascendante. Au 1er janvier dernier le trust gratifiait les 180 000 hommes qu'il emploie d'un salaire moyen de plus de 4 000 francs par tête et leur a partagé en outre 220 000 actions ordinaires. Ici, comme dans toutes les autres corporations du même genre, chacune des sociétés constituantes du trust continue d'être administrée par un directeur particulier; mais toutes les affaires importantes, après études sur place, sont examinées au centre par des comités exécutifs et financiers qui ont le dernier mot. Les directeurs des compagnies se réunissent une fois par mois et les comités une fois par semaine. Ce procédé de travail respecte l'initiative particulière et assure l'unité générale de vues.

CHAPITRE V

LA MAIN-D'ŒUVRE AMÉRICAINE

Phénomène en apparence paradoxal : l'élévation des salaires a engendré aux États-Unis le bon marché de la main-d'œuvre. — Explication de ce fait : prime naturelle à l'invention et à la vente des machines. — Exemples tirés de la typographie, de l'industrie du papier, de celle de la chaussure. — Écoles de mécanique appliquée. — Les « découvreurs » à la journée. — L'*United Shoe Machinery*. — Conseils d'un ouvrier devenu patron : l' « idée de Cross ». — Comment les consommateurs indigènes profitent de l'exportation, à prix réduit, de certaines marchandises. — L'Amérique exportatrice de produits manufacturés dans un avenir peu éloigné. — Les parts respectives de la main-d'œuvre et de la matière dans le prix d'un objet; combien elles ont varié de nos jours. — Causes qui doivent les modifier en Amérique plus qu'ailleurs. — Défrichements; forces gratuites du machinisme. — La *General Electric Company* fournisseur du chemin de fer d'Orléans et du Métropolitain de Paris. — Transformation de la force-vapeur en force électrique. — Économie qui en résulte. — Développement des chemins de fer électriques à longue

distance. — L'*American Telephone Company;* conversations à 2 400 kilomètres. — Industrialisation du Niagara. — Le fleuve chutera un jour à huis clos.

Les États-Unis avaient des richesses infinies avec des bras peu nombreux et partant très chers. Par la concentration des capitaux qui facilite les achats et les ventes, supprime les intermédiaires et spécialise la production, ils tirent le meilleur parti de ces richesses ; par le machinisme ils paralysent le coût très élevé de l'ouvrier.

On constate ce phénomène en apparence paradoxal : *l'élévation des salaires a engendré chez eux le bon marché de la main-d'œuvre.* L'économie obtenue par une machine est d'autant plus sensible, l'intérêt que l'on trouve à l'employer est d'autant plus grand, que le travail manuel à qui elle se substitue était plus onéreux. Lorsque le lino-type par exemple, qui supprimait quatre typographes sur cinq, fit son apparition il y a une dizaine d'années dans les ateliers d'imprimerie, cet appareil de composition mécanique coûtait 15 000 francs. Mais il économisait 72 francs par jour aux États-

Unis, où le compositeur gagnait 18 francs; tandis qu'il n'eût économisé en France que 24 francs. Son prix d'achat devait donc être amorti chez nous trois fois moins vite; aussi n'y pénétra-t-il que beaucoup plus tard, lorsqu'il devint meilleur marché. Il en sera de même d'un lino-type récemment perfectionné qui, au lieu de fondre les caractères ligne par ligne — ce qui oblige les correcteurs à refondre une ligne entière pour remplacer une seule lettre fautive — crée séparément et range les lettres une à une.

La vente des appareils nouveaux étant énorme et assurée en Amérique, il y a par suite là-bas beaucoup de profit à imaginer dans toutes les branches de travail, des mécaniques ingénieuses. Cette émulation n'est pas récompensée chez tous. Bien des capitalistes ont englouti des millions en tentatives infructueuses. Un seul crée le type parfait; la fortune le récompense largement, mais la nation elle-même s'enrichit de son succès : la machine nouvelle abaisse, non la paie de l'ouvrier, mais le coût de la façon; elle augmente ainsi la pro-

duction en allèchant le public par la baisse du prix de vente.

Dans l'industrie du papier, en remplaçant l'intervention manuelle par toutes sortes de combinaisons automatiques, en supprimant tout transport à bras d'hommes, en multipliant les rails, les ascenseurs, les câbles, les moteurs, les États-Unis sont arrivés, par la réduction du personnel, à ce résultat extraordinaire de payer les ouvriers trois fois plus cher que chez nous, et de vendre le papier le même prix que nous, quoique les matières premières aient une valeur semblable en France et en Amérique et que les produits fabriqués au delà de l'Atlantique ne le cèdent à aucun égard aux nôtres.

Les Américains n'attendent pas il est vrai, pour renouveler leur matériel, qu'il soit usé ou seulement ancien ; il leur suffit d'apprendre qu'il en existe un meilleur pour qu'ils mettent aussitôt le leur au rebut. Leur supériorité dans le domaine du machinisme est telle que nombre d'outils exportés par eux en Europe ne sont pas vendus à prix ferme, — ils refusent de les

céder ainsi, — mais bien loués moyennant le paiement d'une redevance proportionnelle aux services qu'ils rendent. Un compteur les surmonte et fixe chaque jour, d'après le travail effectué, le montant du tribut mensuel que la nation cadette impose aux sœurs aînées dont elle secouait hier la tutelle.

Que ce soit une machine à laver les assiettes sales ou à charger automatiquement les fours d'acier Martin-Siemens; une machine à vider un train de 6 000 kilos de minerai en une heure, avec deux hommes, ou à poser sur les corsets les œillets de laçage, en perçant à la fois les 15 ou 18 trous où viennent se loger d'eux-mêmes les petits anneaux de cuivre; que ce soit une machine destinée à remplacer un long effort ou un simple geste, à économiser mille francs ou cent sous, à hâter la besogne d'une minute ou d'un mois, les États-Unis, qui avaient plus que d'autres le besoin de ces esclaves de fer en ont développé le génie, même le culte. Outre les écoles de mécanique appliquée, qui fonctionnent avec succès dans nombre de villes, de puissants établissements entretiennent chez

eux des vingt et trente « inventeurs » professionnels, comme les usines allemandes de produits colorants entretiennent des douzaines de chimistes et comme les fabricants français de soieries entretiennent des dessinateurs.

Dans de petits bureaux séparés et silencieux, le compas ou le crayon en main, penchés sur des tables couvertes de plans et d'épures, ces « découvreurs » de machines, jeunes pour la plupart, travaillent à rendre pratique quelque moyen nouveau de réduire la main-d'œuvre. Ils gagnent à cela 40 et 50 francs par jour; ils imaginent peu ou prou, nul ne les dérange ni ne les presse. Lorsqu'ils croient avoir trouvé quelque chose, ils sont libres, ou à peu près, de donner corps à leur idée en faisant exécuter un modèle. Un magasin entier est tout plein de ces essais d'un jour dont la plupart vont au rebut, et cette dépense d'efforts inutiles représente plusieurs centaines de mille francs par an. Mais qu'un nouvel appareil, un nouveau perfectionnement, une simplification quelconque sorte du cerveau de ces praticiens, et l'usine rentre au décuple dans ses débours.

C'est le cas de cette manufacture de Beverly — l'*United Shoe Machinery* — d'où viennent, non pas les chaussures elles-mêmes, mais les 120 outils différents qui servent à faire mécaniquement les chaussures : machines à découper les empeignes, à coudre les semelles, à les ébarber, à piquer les tiges, à percer les boutonnières, à rogner les talons, à monter, estamper et fraiser, etc. Pour confectionner à la main cent brodequins communs, il fallait 1 436 heures, et ils revenaient à 408 dollars; exécutés à la machine, il suffit de 154 heures et ils coûtent 35 dollars.

L'une des fabriques, où la main-d'œuvre est ainsi réduite au dixième de ce qu'elle était auparavant, a pour maître un ancien ouvrier, M. Cross, qui, sur des pancartes de carton clouées au mur dans chaque salle, résume, en guise de conseils aux camarades, son programme et sa vie dans le texte suivant : « *L'Idée de Cross.* Faire le bon ouvrage, au bon moment, de la bonne manière; faire les choses mieux qu'elles n'ont jamais été faites avant; éviter les erreurs, connaître les deux côtés de la question, être

courtois, être un exemple, travailler pour l'amour du travail; devancer les besoins, développer les ressources, ne pas connaître d'obstacles, maîtriser les circonstances; agir plus d'après la raison que d'après les règles, ne se contenter de quoi que ce soit d'imparfait. »

La présence de ce tableau ne donnera pas sans doute aux milliers de cordonniers et de piqueuses de bottines, alignés dans ces ateliers, le moyen de faire fortune, pas plus que la lecture de Berquin ne suffit à former des enfants sur le modèle du *Petit Grandisson*; mais elle suppose un état d'âme particulier à l'Amérique, chez le patron qui placarde ces sentences ingénues et chez les prolétaires à qui il les dédie sans crainte de passer pour vaniteux ou ridicule. Et cet état décèle entre le capital et le travail, aux États-Unis, l'absence de cet antagonisme imbécile que des malfaisants entretiennent ailleurs, pour en vivre. Un autre avis, imprimé ici, est ainsi conçu : « *Ne supposez* RIEN, *ne devinez* RIEN; *si vous ne savez pas, interrogez! Une fois sûr que vous êtes dans la vrai, alors* ALLEZ DE L'AVANT! »

Go ahead, volonté et confiance dans la vie, c'est ce que l'on aspire à pleins poumons dans l'air américain. Obtenir de l'individu le maximum d'efforts, de l'usine le maximum de rendement, tel est le but. C'est un principe là-bas de maintenir les manufactures au plus haut point d'activité qu'elles puissent atteindre. Pour ne pas ralentir cette intensité, qui vaut au salarié un travail continu et à l'acheteur indigène des prix plus réduits, les usiniers trouvent avantage à exporter leur excédent, fût-ce à perte. Ces concessions faites aux étrangers ne portent aucun préjudice aux nationaux; bien au contraire, si l'on adoptait l'autre méthode, les marchandises, établies plus chèrement, hausseraient et le personnel resterait périodiquement inoccupé.

La concurrence d'une Amérique exportatrice de produits industriels eût semblé tout à fait invraisemblable il y a vingt ans. Il paraît curieux en effet qu'un pays, où les salaires sont deux et trois fois plus hauts qu'en Europe, prétende lutter de bon marché avec l'Europe, soit chez elle, soit chez ses clients d'Afrique

et d'Asie. Tout au plus doit-il être capable de se défendre au moyen de tarifs ultra-protecteurs, Remarquons en passant que le marché intérieur est si vaste et s'accroît si vite, que les barrières de douanes, derrière lesquelles s'abritent les producteurs, ne gênent guère les consommateurs. Mais ces tarifs mêmes, ayant pour effet de renchérir les matières premières venues du dehors, doivent interdire aux objets fabriqués toute tentative d'expansion à l'étranger.

C'est le cas des laines dont les États-Unis font grand usage, comme tous les peuples riches, tandis que les populations pauvres, même en climat froid, comme celles de la Russie, consomment surtout du coton. Les filateurs américains, obligés d'importer en laine brute un quart de leur production, l'auraient volontiers introduite en franchise, gardant pour eux seuls le bénéfice de la protection de 108 p. 100 sur les tissus. Mais les agriculteurs ont réclamé leur part de ce droit, sous forme de taxe à l'entrée de la laine en balles. Les patrons français, incapables d'importer leurs étoffes aux États-Unis, — ils ne gagnaient plus

rien sur les draps communs — se sont décidés à y importer leurs capitaux. Les fabricants de Roubaix ont fondé des usines à Philadelphie et ailleurs. Nos ouvriers y émigrent aussi; il y a dix ans, l'ouvrier qui s'expatriait de France était le mauvais sujet, le gréviste permanent, chassé de partout. Maintenant de bons ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais, par groupes de 10 ou 20, s'en vont chercher fortune au delà de l'Océan.

Les patrons français y lutteraient à armes égales, s'ils prenaient le parti d'expatrier non seulement leur argent, mais leur personne. Mais nos concitoyens qui font ainsi travailler leurs capitaux au dehors ne se décident pas à les suivre. Il est rare qu'un de leurs fils, frères ou proches parents ait le courage de s'installer en permanence à la tête d'établissements qui, dirigés par des employés, offrent moins de chances de succès. C'est en effet l'une des forces de l'Amérique que l'industrie est encore dans les mains de ceux qui l'ont fondée et qui consacrent à leur gestion toute leur intelligence et leur énergie. Il est possible que les choses

changent d'aspect lorsque nous en serons partout à la seconde génération, celle des « fils à papa », comme dit le vulgaire, qui héritent rarement les qualités peu communes par lesquelles les pères ont su réussir. Platon, dans sa *République*, recommandait la sélection humaine par l'élimination des mauvais produits. L'Amérique annihilera-t-elle ces mauvais produits humains par l'institution des trusts qui impersonnalise de plus en plus les grandes affaires et ouvre la voie à de nouveaux parvenus sortis du rang?

Les conditions de la lutte, dans ce nouveau continent sont tout autres que dans nos vieux pays. Il existe des industries où le travail entre pour une part moindre que la matière; d'autres au contraire où le prix de la matière est peu de chose par rapport au prix du travail qui la transforme. Pour les premières la supériorité est acquise d'avance au pays, riche d'une substance à bon marché, qui, lourde ou encombrante, enchérirait beaucoup par le transport en allant se faire travailler ailleurs : c'est le cas des minerais.

Pour les marchandises d'art et de goût, où

la matière joue peu de rôle et se rencontre partout tandis que la main et l'œil de l'ouvrier y sont presque tout — la céramique, l'ébénisterie — le pays où les ouvriers capables se contentent du moindre salaire est assuré de la supériorité, voire du monopole; nulle contrée au monde, je pense, ne saurait faire concurrence à la Perse pour les tapis au point noué, tant que les femmes persanes travailleront pour cinq sous par jour. Entre ces deux extrêmes prennent place nombre d'industries à grands chiffres d'affaires, comme les textiles, dans lesquelles matière et main-d'œuvre entrent pour une part très variable, suivant les temps et les découvertes scientifiques. Dans le prix du kilo de linge ou de drap d'aujourd'hui, les *parts respectives* de la matière et de la main-d'œuvre ne sont plus du tout ce qu'elles étaient il y a cent ans.

Mille causes font hausser et baisser et la main-d'œuvre et la matière. Il se peut qu'aujourd'hui la laine brute vaille 1 fr. 50 le kilo, pendant que la laine filée vaut 5 francs et que le tissu de laine vaut 10 francs; mais il se peut aussi que demain ces rapports soient changés

radicalement. Et ils ont beaucoup plus de chances de changer dans un pays comme l'Amérique, où non seulement l'offre et la demande grandissent d'elles-mêmes par le défrichement et le peuplement, mais sont aussi influencées d'une façon artificielle par la création de nouvelles forces et de nouveaux outils.

Que les États-Unis l'aient emporté sur les autres peuples dans l'industrie de la chaussure, dont je parlais tout à l'heure, il n'y avait pas de raison nécessaire à cela, plus qu'il n'y en avait à ce que la région lyonnaise, en France, ait obtenu jadis et jusqu'ici conservé le premier rang dans l'industrie de la soierie. Triomphe d'ingéniosité et d'imagination, ici dans le dessin et le tissage, là-bas dans les applications mécaniques. Or le machinisme en éveil gagne sans cesse du terrain dans le Nouveau Monde et, à mesure qu'il parviendra à s'introduire dans un domaine nouveau, il le conquerra d'autant plus aisément qu'il dispose là de forces presque gratuites et de ressources inouïes.

Tout porte à croire qu'un jour prochain l'Amérique va devenir exportatrice, non plus

seulement de produits ruraux ou miniers, mais de produits manufacturés : dès à présent il y a des années — témoin 1904 et 1905 — où il sort des États-Unis deux fois plus de fer que de blé et autant de wagons et de machines agricoles que de tabac. La *General Electric Company* a pour clients le Métropolitain de Paris et le chemin de fer d'Orléans, à qui elle fournit des moteurs, et les usiniers du Japon chez qui elle installe par douzaines ses turbines Curtis ; elle expédie des appareils électriques en Angleterre et au Brésil, en Allemagne, au Siam et dans le Sud de l'Afrique.

La vapeur est en effet de moins en moins employée sous sa forme immédiate; elle ne sert plus qu'à actionner les dynamos. La métamorphose, commencée aux États-Unis, va s'effectuant dans le monde entier. C'est un paradoxe dynamique, semble-t-il, que de transformer par une complication nouvelle la force-vapeur en énergie électrique pour obtenir un meilleur rendement; c'est un fait cependant que, loin d'éprouver par là une déperdition, on réalise une économie. Le nombre des mouve-

ments « morts » est grandement diminué et la dépense, constatée sur le réseau du New-York Central, est quatre fois moindre pour les locomotives électriques de cent tonnes que pour les locomotives à vapeur.

On peut prévoir et prédire, maintenant que la transmission pratique de l'électricité à longue distance est complètement résolue, par l'adoption d'appareils qui reçoivent et transforment des tensions de 104000 volts; on peut prédire que dans un avenir peu éloigné la traction à vapeur sera remplacée sur tous les chemins de fer par la traction électrique, usant indifféremment — découverte récente — de courants alternatifs ou continus. Un modèle du genre sera sans doute la ligne de New-York à Chicago — 1350 kilomètres — que l'on travaille en ce moment à établir. Le premier service régulier, par l'électricité substituée à la vapeur, a commencé l'automne dernier dans le New-Jersey, sur la ligne de Camden à Atlantic-City, appartenant à la compagnie de Pensylvanie. La distance de 103 kilomètres entre les deux points terminus est franchie plusieurs fois par

jour par des trains dont tous les wagons sont auto-moteurs.

Sur ce terrain si neuf encore de l'électricité pratique, le pays des Edison, des Westinghouse, des Stanley, des Thomson-Houston, marche à la tête des autres pays : soit qu'il invente une nouvelle lampe à arc, la « Magnétite », qui donne pour une consommation moitié moindre une lumière égale à celle des charbons usuels; soit qu'il tisse un réseau téléphonique aux mailles si serrées qu'un Américain en moyenne sur 28 possède son appareil à domicile et que tout commerçant peut chaque matin converser à 2 400 kilomètres de distance avec ses correspondants et leur donner ses instructions. Tel établissement de Philadelphie s'est engagé, par contrat avec l'*American Telephone Company*, pour un minimum de 250 000 communications par an.

Cet agent mystérieux, le bon génie électrique, qui nous sert sans ôter son masque et sans faire connaître son essence, comme les chevaliers errants de la légende, se laisse imposer chaque jour avec complaisance des

besognes nouvelles : il se charge depuis peu du traitement et de la réduction des minerais — un seul client commandait à cette fin, il y a quelques mois, 28 machines d'une force de 74 000 kilowatts. — Et la nature, pour créer cette force, offre ici des sources grandioses, telles que les Cataractes du Niagara, dont les États-Unis et le Canada viennent de se partager correctement le débit. Tels deux voisins règlent, par-devant notaire, la jouissance du ruisselet mitoyen qui arrose leur pré.

O Chateaubriand qui visitais, il y a quelque cent ans, en compagnie de la fille de Celuta et de l'Indien son mari, de la tribu des Natchez, cette mer « dont les torrents se pressent à la bouche béante d'un gouffre », et qui décrivais, en ta langue d'une poésie un peu truquée mais si harmonieuse, « cette colonne d'eau du déluge qui descend dans une ombre effrayante ; ces tourbillons d'écume, frappant le sol ébranlé, en s'élevant au-dessus des flots comme les fumées d'un vaste embrasement » ; ou encore « ces aigles qui tournoient, entraînés par le courant d'air et ces carcajous qui se sus-

pendent par leurs queues flexibles pour saisir dans l'abîme les cadavres brisés des élans et des ours »; que dirais-tu, conteur pathétique de la touchante *Atala*, si tu apprenais que la capacité en chevaux-force de ce Niagara sauvage ayant été estimée à environ 1 200 000, dont le tiers est déjà confisqué et comme embouteillé par quatre compagnies, — l'*Ontario Power*, l'*Electrical Developement*, l'*Hamilton Cataract Light and Traction* et la *Canadian Niagara Falls Power*, — les amants de la nature se sont émus; que les maîtres actuels du pays des Iroquois, fils de Washington et de Franklin ou chefs élus de la « Nouvelle-France », réunis autour d'un tapis vert en commission internationale, se sont attribué, les premiers 20 p. 100, les seconds 80 p. 100 de cette propriété au droit de leur territoire; mais que ni les uns ni les autres, tout en protestant de leur désir de préserver la beauté des chutes, n'ont pris d'engagement formel pour l'avenir ?

Les États-Unis, ne disposant que du cinquième, ne pourraient jamais tarir que la

moindre fraction de ce bief géant par où se débondent les grands lacs ; mais c'est en Canada que sont situées les quatre compagnies déjà exploitantes et c'est du gouvernement canadien qu'elles tiennent leur concession.

Lors de ma première visite au Niagara, j'avais remarqué, à l'honneur des ministres du Dominion, que la rive canadienne s'était gardée vierge des atteintes de la publicité, tandis que la rive américaine était hideusement maculée d'affiches. J'ai constaté, cette fois, que le rocher était dévêtu partout et débarrassé de ses toiles peintes, que le paysage était reconquis des deux côtés. Mais le cas est bien plus grave : la chute fuit. On nous dit que quelques cent mille mètres cubes de plus ou de moins ne peuvent affecter sa magnificence; mais le tiers est déjà escamoté. Je crains fort, en présence de la demande croissante des permis d'adduction d'eau, que les gouvernements ne fassent céder peu à peu les beautés de la nature devant les besoins de la civilisation. Ceci tuera cela, dirait Victor Hugo.

Le Niagara chutera un jour à huis clos. Les

canaux, qui déjà le happent par minces filets, se multiplieront; ils le boiront par petites gorgées et l'avaleront dans leurs puits de 45 mètres de hauteur, pour l'évacuer, impuissant, 1 500 mètres plus loin, où l'eau reparaît à la lumière après avoir actionné, suivant son volume, dix, vingt ou trente dynamos de 5 000 chevaux chacune. Des enfants, en abaissant une manette, enchaînent ou libèrent la puissance du monstre, qui envoie la lumière, la chaleur et la force dans un rayon de 200 kilomètres, au bout d'un fil. Goutte à goutte la cataracte quittera son lit, et ses « affreux mugissements », divisés dans les turbines d'une quinzaine de sociétés anonymes, ne se feront plus entendre qu'en détail.

Que le fait se réalise ou non, l'industrialisation du Niagara c'est le symbole de cette vie utile, de cette vie commode, dont les États-Unis offrent le parfait modèle. Il nous donne la vision future d'une humanité merveilleusement confortable; non pas plus belle pourtant, ni surtout plus haute, si la foudre

venait à être tellement occupée sur terre à faire marcher les tramways, les lampes et les téléphones, qu'elle n'ait plus le loisir ou la force de scintiller en éclairs dans le ciel et d'illuminer les nuages.



LES IDÉES

CHAPITRE I

LA DÉPOPULATION YANKEE

Washington se trouverait beaucoup plus chez lui à Londres qu'à New-York. — Combien les éléments ethniques de l'émigration ont varié. — De 1840 à 1860, 43 p. 100 d'Irlandais, 35 p. 100 d'Allemands; de 1901 à 1906, 28 p. 100 d'Italiens, 27 p. 100 d'Autrichiens et Hongrois, 20 p. 100 de Russes. — Ce que les émigrants prennent de l'Amérique et ce qu'ils lui apportent. — La race américaine primitive, devenue inféconde, semble se condamner à disparaître. — Le président Roosevelt, « re-découvreur des dix commandements ». — Ses reproches, dans des harangues officielles, aux femmes qui fuient la maternité. — Le « French-system » aux États-Unis. — Différences de la France et de l'Amérique sur ce chapitre. — Les enfants tout faits. — La question nègre et l'essaimage des noirs hors des États du Sud. — Faiblesse de la natalité yankee dans la Nouvelle-Angleterre. — Stérilité systématique. — Deux enfants pour 64 couples adultes. — Une Amérique toute neuve se substitue à l'autre dans son berceau. — Les mouvements mystérieux de la population dans l'histoire et le précepte de la Bible.

Washington, s'il ressuscitait demain, se trouverait beaucoup plus chez lui à Londres

qu'à New-York. Les Américains qui se révoltèrent il y a cent trente ans étaient des Anglais; quelle que fût leur animosité contre les ministres du roi Georges, leurs mœurs, leurs idées, leurs âmes étaient anglaises.

Les Américains d'aujourd'hui n'ont plus rien de britannique que la langue; encore y ont-ils introduit nombre de mots qui ne se trouvent pas dans les dictionnaires de la Grande-Bretagne. Quelque sympathie, un peu mêlée de snobisme, qu'il éprouve pour l'Angleterre, quelque fidèle qu'il soit aux grands tailleurs de Regent street et de Piccadilly, chez qui un élégant de Central Park, membre du Knikerbooker-Club ou de l'Union, ne manque pas à chaque voyage en Europe, d'aller — par économie — commander ses costumes, tandis que sa femme s'arrange pour être invitée, si possible, au drawing-room de la reine Alexandra, le citoyen actuel des États-Unis appartient à un peuple tout différent de celui de l'Angleterre, aussi bien par la mentalité que par l'allure.

Ce peuple nouveau, en refonte incessante

puisqu'il s'accroît sans arrêt, que sera-t-il dans vingt ans ? Il serait bien impossible de le dire, puisque les exemplaires d'humanité dont il se grossit à chaque paquebot sont des plus variés, souvent du type le plus contraire, et que, dans ces alluvions périodiques, chaque race domine à son tour. Sur 100 immigrants de 1840 à 1860 on comptait 43 Irlandais et 35 Allemands ; de 1901 à 1906 il n'y a plus que 5 p. 100 d'Allemands et autant d'Irlandais, un peu moins que de scandinaves (7 p. 100) ; en revanche on compte 28 Italiens, 27 Autrichiens et Hongrois et 20 Russes ou Polonais.

Il a été souvent répété que ces éléments hétérogènes étaient rapidement absorbés et assimilés, si bien qu'au bout d'une génération à peine on ne distinguait plus l'Américain d'importation récente de l'Américain natif. Cela n'est qu'à moitié vrai. Le Slave judaïsant, à repentirs tire-bouchonnant sur ses tempes, le pifferaro, drapé de haillons pittoresques, troquent en huit jours leurs coiffures ou leurs guenilles contre la coupe de cheveux et le « complet » du Bowery ou de Brooklyn, et se

mettent à baragouiner tant bien que mal un anglais difficilement intelligible ; mais, pour avoir été admis par le commissaire fédéral, dont la mission est de passer au crible les aspirants au débarquement et de rebuter les sujets qui ne seraient pas « désirables », les nouveaux venus n'en restent pas moins des étrangers.

Nés pour la plupart au bas de l'échelle sociale, dans ces pays hiérarchisés de l'Europe d'où ils se sont arrachés, ils foulent avec fierté le libre sol de l'Union où tout homme en vaut un autre; et si plus tard, lorsqu'ils ont acquis avec la naturalisation la dignité civique, ils vendent leurs votes sans vergogne aux courtiers électoraux qui font ce commerce en grand pour le compte des divers candidats, ils n'en apprécieront pas moins, en leur for intérieur, toute la distance qui sépare un membre souverain de la démocratie transatlantique, de la plèbe du vieux continent à laquelle ils appartenaient hier. Ils sentent que ces pesantes catégories de rangs, formés par les siècles, ne s'étagent plus sur leur tête.

Ce nouvel arrivant reçoit donc de sa nouvelle patrie des biens dont il juge le prix ; il lui apporte en échange des vertus dont je parlerai tout à l'heure et qui sont réelles, bien que les Américains de vieille souche ne les reconnaissent pas volontiers. Mais la « race » ne serait qu'un vain mot, si l'infusion de tant de sang nouveau ne modifiait pas profondément le sang des pionniers primitifs. L'afflux irlandais et allemand, mélanges celtes ou germaniques, avaient considérablement changé le type traditionnel de l' « uncle Sam », dans l'éloquence ou dans la cuisine, dans les études et dans les divertissements, dans la religion ou dans la façon de vivre. Or les arrivées annuelles d'immigrants se chiffraient à 280000 en moyenne avant 1880 ; elles montèrent à 450000 dans les vingt années suivantes, puis à 800 000 à partir de 1901 et, depuis 1905, elles dépassent 1 million par an. Comme on vient de le dire, ces néo-Américains sont issus de nationalités bien plus disparates que n'étaient les immigrants de 1860.

Et voici que, loin de se multiplier, l'Amé-

ricain primitif, la race fondatrice et naguère dominante, devenue tout à coup inféconde, semble se condamner à disparaître. Qu'il n'y ait à Chicago, sur 2 millions d'habitants, que 375 000 Américains d'origine, en face de 600 000 Austro-Allemands et d'un million de Scandinaves, de Canadiens français et d'autres Européens, plus ou moins récemment incorporés, le cosmopolitisme d'une cité née de la veille, où il se publie des journaux à peu près en toutes les langues du monde, n'a rien d'anormal ; mais les anciens États de la Nouvelle-Angleterre, ceux du littoral Atlantique, le Massachussets, le New-York, la Pensylvanie ou le Maryland, livrés à eux-mêmes, sans l'arrivée des immigrants, se dépeupleraient.

C'est une question délicate de scruter l'intimité conjugale aux États-Unis, afin de savoir pourquoi elle n'est pas plus fructueuse. Un étranger — un Français surtout — n'oserait en parler si la matière n'avait été plusieurs fois traitée avec une grande liberté par le chef suprême de la nation. « Le président Roosevelt disait, non sans intention ironique, un

journaliste des États-Unis, ne manque jamais une occasion de renforcer la loi morale. Un de ses critiques l'a baptisé le re-découvreur des dix commandements. » Beau surnom, ma foi, et dont il n'y a pas à rougir. Que le premier magistrat de cette grande nation se soit impunément mis dans le cas de le mériter, il faut en féliciter et lui-même et son peuple.

J'ai eu l'honneur de m'asseoir à la Maison Blanche, l'hiver dernier, à la table hospitalière et patriarcale du président Roosevelt et je me permets de répéter ici ce que je lui disais sans flatterie : « Vous êtes très populaire chez nous, monsieur le Président, et la plupart des républicains éclairés, en France, vous envient à l'Amérique ; mais ce que j'admire particulièrement en vous et ce qui vous sera, je crois, le plus compté par la postérité, c'est d'avoir eu le courage de dire à vos concitoyens des choses désagréables. » C'est aussi un privilège particulier à ce pays et que l'on ne supporterait pas ailleurs : se figure-t-on M. Fallières, dans une harangue officielle, reprochant amèrement aux femmes françaises de refuser d'enfanter.

M. Roosevelt l'a fait publiquement, à maintes reprises; il a développé ce thème que fuir la maternité est pour l'épouse une lâcheté semblable à celle du soldat qui refuserait d'aller au feu.

Lorsque l'on cause avec lui de ce sujet qui lui tient à cœur, il résume énergiquement ses craintes pour l'avenir en disant : « Continuer ainsi, c'est vouloir se couper la gorge à soi-même. » Les Américains qui me liront vont sourire : « Comment un Français ose-t-il nous blâmer sur ce chapitre? N'avons-nous pas adopté le *French-system*? » C'est là ce qui m'a été plusieurs fois répondu dans les villes de l'Est : « Et d'ailleurs, ajoutait-on, n'avons-nous pas l'immigration qui nous apporte assez d'enfants tout faits? »

Il y avait à Versailles, sous Louis XV, un marquis d'une grande maison de Franche-Comté, qui venait de se marier avec une jeune fille jolie à ravir. Le Roi, à qui la nouvelle épousée avait été présentée, montra grand plaisir à s'entretenir avec elle et, quelques jours après, fit inscrire le ménage sur la liste

recherchée des soupers intimes de Marly. Cette invitation royale, c'était la faveur certaine, mais il faudrait sans doute y mettre le prix. Le marquis le jugea trop cher ; il mit sa femme en carrosse, le soir même, et partit avec elle en poste pour sa province ; d'où l'histoire conte qu'il écrivit au souverain : « Nous autres, Sire, dans notre famille, nous avons l'habitude de faire nos enfants nous-mêmes. »

L'Amérique ferait bien de ne pas faire faire tous ses enfants par d'autres ; quelque disposés que soient ces fils d'adoption à s'amalgamer à elle, ils seront trop nombreux bientôt pour ne pas être les plus forts ; les descendants des 10 millions d'Anglo-Saxons qui peuplaient les États-Unis de 1830 ne constitueront plus qu'une minorité infime dans le sein de la république géante. Ils finiront par n'y pas tenir beaucoup plus de place que ces tribus autochtones, par eux pourchassées si opiniâtrément et qui achèvent de s'éteindre dans leurs Réserves de l'Ouest. Celles-ci ont été tuées par la misère ; ceux-là sont menacés de périr par l'aisance.

Je ne prétends pas justifier mon pays, qui

est l'un des moins prolifiques de l'Europe; mais il n'y a aucune assimilation à établir, à ce point de vue, entre la France et l'Amérique, vide encore, qui ouvre à la population des perspectives indéfinies. Si les États-Unis étaient garnis d'hommes autant que la France, ils auraient plus de 700 millions d'habitants, s'ils l'étaient autant que l'État de Massachussets ils auraient 1 milliard 200 millions d'habitants et ils en auraient plus que n'en compte présentement le genre humain s'ils étaient aussi peuplés que la Belgique.

Pour le moment les 85 millions d'individus qu'ils possèdent, très inégalement dosés entre les solitudes des steppes et les fourmilières citadines, ne sont pas partout en majorité de race blanche : les nègres l'emportent sur les blancs de 50 p. 100 dans le Mississipi, de 40 p. 100 dans la Caroline du Sud; ils sont en nombre égal dans la Virginie, la Louisiane, la Géorgie, la Floride et l'Alabama; ils forment moitié de la population dans la Caroline du Nord et le Tennesse. Ces proportions changeront avec les années, quoique la multi-

plication des noirs ne soit pas en voie de déclin. Depuis 1860 ils ont doublé — de 4 millions et demi à 8 millions — et, comme ils essaiment hors des États du Sud, ils embarrassent; il y a une « question nègre » à Chicago. Quelques-uns s'enrichissent; on rencontre dans les pulmann des dames de couleur accompagnées de leurs femmes de chambre.

Les recensements distinguent les personnes nées en Amérique et celles qui sont nées à l'étranger; mais ils ne pourraient nous dire, vu l'organisation très vague de ce que nous appelons en France l' « état civil », comment se décompose la natalité; combien, parmi les enfants qui voient le jour aux États-Unis, appartiennent à des familles réellement américaines et combien à des familles d'immigrants. On serait effrayé de la stérilité des premières. Là-bas cette stérilité systématique est affichée. Le Français, en général communicatif, est sur ce chapitre très discret et fermé. S'il borne sa progéniture, il ne s'en vante pas. Il insinue évasivement que « le ciel ne lui en a pas envoyé davantage ». Il parle avec éloge des

familles nombreuses, comme un incrédule parlerait de la religion avec sympathie.

Au contraire, l'Américain de la meilleure compagnie, le descendant de la forte race des colons primitifs, méprise ouvertement le pullulement imprévoyant des ménages nouveaux venus; il plaint comme une infirmité ou raille comme une intempérance de sève, l'habitude où sont les Canadiens Français de multiplier les jeunes têtes à leur foyer. « Race inférieure, déclare-t-il, uniquement propre à la reproduction. » Remarquez que les conditions matérielles de la lutte pour la vie sont, beaucoup plus qu'en France, favorables au développement de la population puisque le champ d'action est sans bornes dans ce territoire immense, tandis qu'il est étroitement borné pour un homme énergique dans notre pays à moins d'en sortir.

Non plus les entraves au droit de tester, ce partage égal imposé par notre code, auquel on attribue, à tort ou à raison, la restriction de la natalité dans nos familles bourgeoises ou même paysannes, n'existent pas aux États-Unis,

où règne la liberté la plus extrême sur ce chapitre. L'hérédité, l'esprit de famille, n'y ont nullement le caractère qu'ils ont chez nous. Le père ne *doit* rien ; le fils n'a *droit* à rien. Chacun dispose de son bien par testament à sa fantaisie, le lègue à un de ses rejetons à l'exclusion de tous les autres, en laisse même à des étrangers la plus grande part ; nul n'y trouve à redire. La fortune n'est point dans l'opinion transatlantique, où pourtant le *homestead* est licite et pratiqué, ce fief perpétuel dont les vivants ont la jouissance, dont les générations à venir ne sauraient être frustrées — concept antique du droit romain ou chevaleresque passé dans notre code Napoléon ; — c'est un gain personnel dont le titulaire est maître et qu'il transmet à sa guise.

Aussi bien ne sont-ce pas du tout les mêmes causes qui paralysent la conception en Amérique ou en France. Ici c'est par tendresse ou amour-propre paternel, de peur que leurs héritiers soient amoindris ou socialement diminués, que les parents limitent leur lignage. Là-bas c'est par égoïsme personnel, parce que les marmots tiennent de la place, causent de la

dépense, que les loyers sont très chers et surtout que la maternité est une besogne pénible, dont les femmes veulent s'exempter. Par un singulier contraste, la femme se dérobe au travail de son sexe — le « travail d'enfant » — dans ce milieu où l'homme travaille si fort. Elle s'y dérobe de bien des manières, disent les spécialistes, et en tout cas si délibérément et avec tant de succès, que la proportion des unions stériles est incroyable. A Washington, dans telle maison à locataires, — *appartment-house* — où demeurent 64 couples adultes, il ne se voit que deux enfants, dont un Belge!

Quoique l'Américaine soit la plus heureuse et la plus adulée des épouses, — le chevalier français de jadis n'était à cet égard qu'un brutal auprès du gentleman américain, — quoique, même dans les ménages populaires, ce soit au mari qu'incombent là-bas mille petits offices domestiques, toujours réservés aux femmes en Europe, la jeune fille ne se hâte guère vers le mariage. Les femmes de ce continent, défriché avec passion, restent vierges plus longtemps que la terre. Mariée tard, à un

âge où cette première bataille de la gestation a de quoi les effrayer, elles l'évitent. Aussi ce n'est pas, comme en France, un état *stationnaire* que l'on constate, mais une *dépopulation* positive et très rapide. Elle est inapparente aux statistiques, parce que les vides sont comblés et bien au delà par d'autres races; mais c'est une Amérique toute neuve qui peu à peu se substitue à l'autre dans son berceau.

Il est permis, en se plaçant au point de vue économique, de remarquer que le commandement de la Bible n'a jamais été strictement obéi par l'humanité; qu'aucun peuple n'a « crû et multiplié » pendant très longtemps et que, par exemple, si la population avait régulièrement progressé depuis la création du monde, ou seulement depuis cinq ou six siècles d'une façon mathématique, comme elle a fait en Europe depuis cent ans, nous serions, en France seulement, un milliard d'êtres humains difficiles à nourrir. Mais la Bible n'est pas un manuel d'économie politique et Dieu a ses secrets de sociologie qu'il ne nous révèle pas. En fait, suivant des alternatives de hausse et

de baisse et pour des motifs connus ou mystérieux, la population s'est enflée ou réduite tour à tour dans l'aisance aussi bien que dans la misère. . . . .

Au point de vue des convenances personnelles de chacun, le précepte religieux de la procréation illimitée peut sembler dur et jusqu'à la barbarie. Mais n'est-il pas curieux que le rejet formel et de parti pris de cette loi divine, de ce « préjugé » dirait la morale laïque, conduise directement à une autre sorte de barbarie : celle d'une race qui, pour avoir refusé de donner la vie, se condamnerait à la perdre? . . . .

. . . .

CHAPITRE II

LA NOBLESSE DU TRAVAIL

Honneur rendu par le corps social américain à l'obligation sainte du travail. — Le travail dans l'opinion du vieux monde, chose humble et inférieure à son contraire le libre loisir. — L' « œuvre servile ». — Les « dérogeances » actuelles dans notre République. — Le titre de « propriétaire ». — Comment s'est triée spontanément une élite douée de volonté et de hardiesse. — Le *bluff*, gasconnade transatlantique; ses avantages; il est à demi sincère. — L' « arriviste » du Nouveau Monde. — Étudiants pauvres, domestiques des étudiants riches dans les universités. — Besoin, goût et habitude du travail; il est plus intense qu'ailleurs. — Bonheur plus durable dans l'effort que dans la jouissance. — Ce qui sauve le prolétaire américain de l'amertume et de l'aigreur. — Le travail, que leurs mœurs ont anobli, ne donne pas seulement aux Américains du pain : il leur donne une âme.

Au contraire, c'est en honorant plus qu'aucun peuple sur la terre une autre loi supérieure : l'obligation sainte du travail, que le corps

social américain conserve sa force et sa santé morale.

Aux yeux du plus grand nombre de nos concitoyens, contraints de vendre leur vie pour avoir de quoi vivre, le travail passe pour un fardeau insupportable : la majorité de ces condamnés au travail forcé souhaitent leur libération, et pensent que l'idéal est de vivre sans rien faire, comme les lis des champs ou les rentiers. Ils ont tort évidemment puisque les oisifs, pétris, semble-t-il, de la pâte des heureux, se tourmentent pour acheter très cher des coups de bâton, en promouvant au rang de choses graves des enfantillages, des jeux compliqués qui leur procurent de vrais tracas et de vrais déboires. Mais le travail, dans l'opinion du vieux monde, n'est pas seulement chose pénible, c'est aussi chose humble et, en tout cas, inférieure à son contraire : le libre loisir.

C'est le vestige d'idées de l'antiquité conservées par le Moyen âge. Au temps où presque tous les métiers étaient réservés aux esclaves et aux affranchis, puis aux manants et roturiers,

l'œuvre « servile » n'était pas seulement la besogne manuelle, mais presque toute profession lucrative et presque tout emploi non militaire ou sacerdotal.

Cent ans après 1789, il subsiste encore des « dérogeances » dans notre société; il y a encore des occupations jugées plus « nobles » que d'autres, ou, si l'on veut, plus « honorables », non pas, cela va sans dire, par les classes que l'on appelait naguère « dirigeantes », mais par les classes les plus modestes. Il y a quelque hiérarchie dans nos professions dites « libérales », dans nos commerces, suivant qu'ils sont « de gros » ou « de détail », suivant qu'ils ont pour objet telle ou telle substance; et, pour répugner à embrasser telle carrière ou à s'adonner à telle tâche que l'on juge « au-dessous de soi », il n'est pas besoin dans notre république d'être le fils d'un grand seigneur, il suffit d'être celui d'un huissier ou d'un pharmacien. Tout cela serait jugé parfaitement ridicule aux États-Unis.

Par contre, nous possédons en France un bon lot de « sans travail », appartenant à tous

les mondes, hommes distingués ou de médiocre état, qui se contentent du titre de « propriétaires ». Ils ne s'en contenteraient pas en Amérique, où ceux mêmes qui ne font pas grand'chose veulent avoir l'air de faire quelque chose, tandis qu'en France ceux qui travaillent n'osent pas toujours dire à quoi.

Certes, le temps n'est plus où « vivre noblement » et plus tard « vivre bourgeoisement » signifiait vivre sans rien faire; mais il demeure en France, suivant les milieux, une foule de métiers qui peuvent ne pas être « sots », mais qui ravalent plus que d'autres; tandis qu'un seul état semble avilissant dans cette Amérique où l'argent est si estimé : c'est celui de l'homme qui vit, sans profession, du fruit de son argent.

Un pareil esprit ne se crée pas évidemment par décret; le législateur y serait bien impuissant. Il s'établit et s'impose par une pente naturelle. Les Américains n'y ont peut-être pas eu beaucoup de mérite; ils n'en recueillent pas moins le bénéfice. Il n'y a pas plus d'Anglais ou d'Allemands que de Français qui aillent

vivre en Amérique « pour leur plaisir ». Les États-Unis nous envoient des riches qui veulent se reposer; nous leur envoyons des pauvres qui veulent se donner de la peine. Cette sélection de travailleurs, triés spontanément à travers le vieux monde est une élite, je ne dis pas d'intelligence, mais à coup sûr de volonté. C'est l'élite qui, placée au dernier rang dans une foule, joue adroitement des coudes, s'appuyant, pressant d'une façon douce et continue sur les voisins qui lui semblent les plus débonnaires, s'excusant si une pression trop forte a décelé son manège, mais continuant ce mouvement insensible qui semble l'effet d'un poids plutôt que d'une poussée. Cette élite finit par passer le bras, l'épaule, le corps suit. . . . .

La volonté, c'est la constance dans l'effort. Elle se double de la hardiesse, de la tactique offensive, d'où est née cette gasconnade transatlantique qui se nomme le *bluff*. Le « bluff » offre des avantages péremptoires. Sa puissance repose sur ce qu'il est naturel à l'homme de croire ce qu'il lit, ce qu'il entend. La défiance,

l'esprit critique, n'agit qu'en seconde ligne et chez la plupart des êtres il n'agit pas.

Au demeurant, le *bluff* est à demi sincère; l'Américain n'est qu'à demi hâbleur, il croit lui-même une partie de ses exagérations et, pour l'autre partie, il entend bien transformer demain en réalité ce qui n'est encore qu'une prétention. Les prétentions longtemps soutenues, se dit-il, ne finissent-elles pas par paraître justifiées? Les conviés au banquet de la vie n'ont-ils pas d'autant plus de raison de choisir les premières places et de s'y installer d'autorité que c'est la plus sûre manière de les obtenir et même d'en sembler dignes. La modestie n'est bonne qu'en apparence.

Ce n'est point là-bas ce dont on abuse; mais cette satisfaction de soi-même, qui parfois amuse les étrangers, ce n'est pas chez l'Américain charlatanisme ou vantardise; c'est l'optimisme convaincu d'un homme qui vise au succès par l'effort. Pasteur disait que « donner son maximum d'effort en ce monde, c'est atteindre le but de la vie ». Tel est, moins la formule, dont il se soucie peu comme de

toutes les formules, l'idéal du citoyen des États-Unis.

Cet effort, l'arriviste du Nouveau Monde le donnera suivant les hasards de l'existence dans n'importe quelle voie; il fera successivement tous les métiers. Aucune rémunération ne sera jugée dégradante par ceux qui la gagnent, parce qu'elle n'est pas davantage jugée telle par ceux qui la paient. Par exemple il existe dans les universités des étudiants pauvres aux gages des étudiants riches dont ils font le service. Dans les collèges français il semblerait honteux aux élèves peu fortunés de se procurer ainsi, par une besogne domestique, l'argent nécessaire à leurs études; cela blesserait d'ailleurs le principe d'égalité. Mais nous ne trouvons rien de honteux à faire ses études pour rien, comme boursier, aux frais d'autrui. En Amérique *conquérir* par son travail, n'importe lequel, est aussi noble et aussi démocratique que de *recevoir* par grâce de bienfaisance ou de générosité.

Le besoin général du travail a engendré le goût, puis l'habitude du travail. Il est là-bas

plus âpre, plus intense; qu'il soit ouvrier d'usine ou *clerck* de bureau, l'Américain se hâte, il court, il veut tirer de sa machine ou de lui-même le degré superlatif de rendement. Tout le monde en fait autant autour de lui et il fait comme tout le monde : l'usage du pays le veut ainsi. S'il est, comme dit le poète, deux routes dans la vie : la patience et l'ambition, l'une sereine et silencieuse, l'autre bruyante et agitée, la France suit doucement la première, l'Amérique se précipite dans la seconde. Elle agit ainsi pour gagner plus d'argent. L'argent est-il vraiment utile? En comparant les deux types les plus opposés qu'il y ait sur le globe, l'Arabe du désert et l'Américain de Broadway on voit l'Arabe aussi content de ne rien faire que l'Américain d'avoir de l'argent en travaillant. Au premier examen on ne saurait dire lequel des deux a tort ou raison : l'argent n'est que pour procurer des jouissances et sa plus grande jouissance l'Arabe la possède sans effort puisqu'elle consiste à ne pas travailler.

Portons plus loin nos regards, élargissons

notre horizon; nous apercevrons ce que valent intrinsèquement les futiles délices du progrès et où nous devons placer la « terre promise ». Nous venons de faire en France une expérience décisive; notre curiosité a de quoi être amplement satisfaite. L'avenir n'a plus rien à nous apprendre; nous pouvons mourir sans regrets de ne point voir les révolutions superbes que réservent à l'humanité les siècles prochains. Ce seront des vanités pures.

Est-ce donc le résultat nécessaire de la civilisation de faner les fleurs en nos mains à mesure qu'elle nous les donne à cueillir, de nous prodiguer des pains qui se changent en pierres et de l'or qui se change en feuilles mortes? Nullement; mais le seul bonheur qui compte est celui que l'on n'a pas encore, que l'on espère et où l'on tend. Et il importe peu, pour être content, que ce bonheur de demain n'arrive pas, si l'on est capable d'y viser toujours et de n'en désespérer jamais.

Ceci revient à dire qu'il y a plus de bonheur et un bonheur plus durable dans l'effort, c'est-à-dire dans le travail, que dans la jouis-

sance. L'ouvrier américain est beaucoup plus riche que celui de France puisque son salaire est double et que sa vie ne lui coûte pas plus cher. Aussi peut-il à son gré faire des économies ou se payer certains luxes. Mais ce n'est pas cette élasticité relative de son budget qui suffirait à combler ses vœux. Nous avons à Paris dix métiers où l'on gagne *en une heure* ce qu'en certaines provinces on ne gagne pas *en un jour*. Ceux qui exercent ces métiers lucratifs ne paraissent pas jouir d'une félicité parfaite; car ce sont eux, parmi la population ouvrière, qui se plaignent le plus souvent.

Ce qui sauve le prolétaire américain de l'amertume et de l'aigreur, ce n'est pas son état matériel, c'est son état mental; ce ne sont pas ces cinq ou dix francs de plus par jour, c'est le rêve de fortune qu'il caresse sans cesse, bien qu'il le réalise rarement. Il lui suffit de pouvoir arriver et de le vouloir passionnément, pour vivre aiguillonné vers le succès et insensible à l'échec. Et si l'on dit qu'après tout c'est un piètre spectacle que cette aspiration universelle vers l'argent, que

l'*auri sacra fames*, devenue épidémie, finit par empoisonner l'atmosphère, je répondrai que le mobile importe peu.

Il serait impossible de trouver un autre ressort pour faire mouvoir tout un peuple, un autre but vers lequel il s'acharnerait avec la même constance et la même frénésie. Dans notre vieux monde, sauf quelques artistes ou quelques ambitieux, épris de renommée ou de domination, qui donc, aux heures enflammées de l'adolescence, accepte la tâche quotidienne si ce n'est en vue d'un gain pécuniaire? Et il se peut que la conversation d'un *businessman* soit à la longue assez fastidieuse, mais elle ne l'est sans doute pas davantage que celle d'un simple chasseur ou d'un dilettante exclusif de l'automobile.

Ce travail, que leurs mœurs ont anobli, ne donne pas seulement aux Américains du pain : il leur donne une âme. Le précepte divin ne doit pas être pris au sens étroit. Le « pain » qu'il ordonne de « gagner à la sueur de son front » c'est la grande science de la vie, la science du vouloir et du support. Par le

« pain » gagné, le laborieux, quelque basse que paraisse sa besogne et quelque courte que soit sa portée d'esprit, devient un « homme », et l'oisif, quel que soit son âge, demeure un « enfant ». En se soumettant à la loi du travail les Américains veulent en tirer de l'argent, ils croient n'en tirer que de l'argent, mais ils en tirent leur grandeur. Ils échappent à cette sorte d'abjection profonde où languissent tous ceux qui croient pouvoir se refuser au travail, sous prétexte qu'ils n'ont rien à lui demander. Et par là leurs facultés s'aiguisent et leur niveau moral s'élève; bien plus, cette acceptation enthousiaste de la lutte devient comme l'orgueil et le ciment de la nation.

CHAPITRE III

L'ABSENCE DE CLASSES ET LA POLITIQUE

Quelques symptômes de *ploutophobie*. — L'hérédité des fiefs industriels. — Les Crésus américains. — Les soi-disant « four hundred ». — La vie élégante et New-Port. — Pas d'hostilités de classes dans les batailles électorales. — Les tripotages politiques. — Nul ne saurait dire aujourd'hui en quoi le programme des « républicains » diffère de celui des « démocrates ».

Ce n'est pas à dire que les États-Unis soient complètement indemnes de ce que l'on pourrait nommer la *ploutophobie*. Ce sentiment, qui consiste à haïr fortement l'argent que l'on n'a pas, leur était inconnu il y a dix ans. Il vient de naître et s'est développé à mesure que se révélaient au public les colossales fortunes édifiées dans le dernier tiers du XIXe siècle.

La tendance à l'autocratie de quelques élus

de la chance a scandalisé l'opinion, très chatouilleuse vis-à-vis de tout ce qui ressemble à un joug. La transmission de quelques fiefs industriels ou financiers à des héritiers qui ne s'étaient donné que « la peine de naître » — et qui ne s'étaient pas toujours donné la peine de naître très capables — a fait murmurer la foule. Cet *imperium*, que le fondateur de la dynastie s'était attribué sur une province de l'activité nationale, cessait de paraître légitime aux mains de son fils. Pourtant ces Crésus américains, même lorsqu'ils ont de l'argent « à ne savoir qu'en faire », suivant l'expression commune, tiennent à lui faire faire quelque chose de bon, à attacher leur nom à des œuvres philanthropiques ou scientifiques.

La plupart dotent les universités et les bibliothèques, comme les princes féodaux dotaient les abbayes et les églises, obéissant à une même loi des contrastes qui jadis poussait les hommes de guerre à encourager les maisons de paix, et aujourd'hui les hommes d'action à susciter des maisons de pensée. Ces dons généreux ne provoquent pas une grande recon-

naissance; on en cite qui ont été refusés par les bénéficiaires. Dans le peuple on ne se gêna pas pour dire, avec une parfaite injustice, lorsque M. Rockefeller gratifia l'université de Chicago d'un joli chiffre de millions, qu'il les rattraperait sans peine en surhaussant le pétrole d'un demi-cent. Ces symptômes d'hostilité, à l'endroit de quelques richissimes en vue, sont d'ailleurs de minime conséquence dans une nation comme les États-Unis où il n'existe pas de classes sociales.

En France tous les citoyens sont égaux devant la loi, mais ils ne sont égaux que devant la loi. Ils ne le sont pas devant eux-mêmes, je veux dire les uns vis-à-vis des autres. Il subsiste, dans notre république des distinctions de classes et ces distinctions ne subsistent que maintenues par l'opinion même de ceux qui les ont abolies. Ces tranches, sans valeur officielle mais nettes et absolues, se remarquent en province comme à Paris. Il y a des « rangs » parmi les marchands et les employés de la petite ville; il y en a parmi les paysans de la paroisse rurale, sous la blouse comme sous la redingote ou

l'habit noir. On croit chez nous à ces démarcations; on y croit en haut, naturellement, et l'on s'en flatte; mais, ce qui est plus grave, on y croit en bas et l'on en rage.

En Amérique on n'y croit ni en haut, ni en bas. Tout homme est fermement convaincu d'être l'égal de tous les autres; c'est un grand bonheur et une grande force pour la nation. Il existe bien à New-York un groupe fashionable les « four hundred » les 400, comme disent les journaux, bien qu'il se compose de plus de 400 personnes et même de 400 familles, qui, l'hiver, dînent et dansent de la trentième à la quatre-vingt-dixième rue, à l'Est et à l'Ouest de la cinquième avenue, qui se retrouveront en août et septembre à Lenox (Massachussets) et surtout à New-Port, la station balnéaire unique sur le globe, pour y nager, pêcher, jouer au golf, faire des parties de coach ou de yacht, jusqu'au concours hippique de novembre où chacun rentre en ville pour l'ouverture de la saison d'Opéra.

Ce monde charmant et choisi, que maints étrangers ont décrit avec une sympathique

abondance, n'est qu'une portion infime et la moins représentative de l'Amérique. Elle est le point de mire de certains « nouveaux riches » qui, ayant de tout, sauf des relations, commencent par se rendre en Europe pour lier connaissance, à la faveur des villégiatures d'hiver ou d'été, avec de distingués compatriotes qui ne les recevraient pas à New-York ; à l'exemple des Anglais qui viennent prospecter à Cannes des amis qui les introduiront dans la société de Londres. Une fois adoptés par la coterie élégante, ils pourront briguer l'achat d'un « estate » à New-Port. New-Port est en effet moralement interdit aux intrus. Quoique aucune loi de la république ne défende l'accès de ce point du littoral au reste de la population américaine, il est d'usage de ne louer une villa dans Bellevue ou Narragansett avenues que lorsqu'on est assuré d'être admis à frayer avec l'élite mondaine qui y règne sans partage.

Mais, sauf cette innocente prérogative d'exclusivisme, rien ne distingue socialement, dans le car électrique, votre voisin de banquette,

un peu frippé ou minable, des dames en toilette de soirée qui prennent place vis-à-vis de lui, et le maçon, qui empile fiévreusement les briques sur son mur, regarde sans fiel l'homme d'affaires qui se rend à son « office » en automobile. La fortune n'est pas capable à elle seule de créer des classes dans ce pays, où personne ne la possède depuis longtemps, où beaucoup la perdent après l'avoir possédée, où surtout chacun compte bien l'acquérir un jour. Nul Américain n'a le sentiment qu'il puisse exister entre les individus des fossés infranchissables, et qu'un mineur enrichi depuis hier n'égale pas un spéculateur en terrains enrichi depuis trente ans, lorsqu'ils ont tous deux les mêmes perles au plastron de leur chemise et qu'ils savent se tenir découverts devant les dames dans un ascenseur.

En Europe les rites du savoir-vivre sont plus compliqués, le ton varie davantage suivant les milieux, et chacun fait partie d'un milieu social, qui détermine plus ou moins ses opinions politiques. Car ce ne serait rien d'avoir les mêmes opinions, si l'on n'avait pas les mêmes rela-

tions. Il en résulte que, les compétitions de partis étant pour une grande part des hostilités de classes, il entre dans les batailles électorales autant d'amour-propre que de passion objective pour ou contre les idées en cause. Nos dissensions intimes sont par là plus profondes.

Aux États-Unis la politique est surtout une « affaire », traitée comme telle par ceux qui la font ou qui l'inspirent. A part quelques hautes personnalités que le soupçon n'effleure pas, et quelques grands courants auxquels on ne résiste pas, ce n'est pas une affaire très nette et il s'y fait pas mal de tripotages. Je ne saurais dire, faute de statistiques comparatives, s'il s'en fait beaucoup plus que dans telle monarchie ou dans telle république du vieux continent. Depuis trois ans, deux sénateurs, l'un du Kansas, l'autre de l'Orégon, convaincus d'avoir trafiqué de leur influence, ont été condamnés à la prison, et le maire transitoire de San-Francisco, en 1907, avait fait un stage de quelque durée au bagne!

En effet les politiciens du Nouveau Monde

sont plus avides que sectaires et, au risque de passer pour immoral, j'avoue que le premier vice me semble moins fâcheux que le second pour la bonne manutention de l'État. Charlemagne convertissait les Saxons par l'octroi d'une tunique neuve. C'est un moyen de gouvernement qui ne vieillira pas, et il est des cas où l'entêtement d'un honnête imbécile est plus funeste que la vénalité d'un politique indélicat.

On ne saurait vraiment dire aujourd'hui quel est le programme exact des deux partis traditionnels, qui se partagent les voix aux États-Unis sous l'étiquette de « républicains » et de « démocrates »; en quoi consistent leurs différences actuelles? Naguère ils furent géographiques : le Sud était démocrate, le Nord était républicain. D'où les républicains vainqueurs se trouvèrent représenter le « pouvoir » et les démocrates vaincus l' « opposition ». Puis le libre-échange servit de plate-forme; en apparence du moins, car au fond on était à peu près aussi protectionniste des deux côtés. Ensuite ce fut la question du double étalon : M. Bryan,

candidat démocrate et métaphorique, accusa ses adversaires de pousser la haine du métal-argent jusqu'à vouloir « crucifier les farmers de l'Ouest sur une croix d'or ». L'image était hardie, elle alla aux nues pendant quinze jours : après quoi le peuple américain, avec son bon sens ordinaire, reconnut que la libre frappe de l'argent c'était une banqueroute déguisée, dont il serait la première victime, et l'étalon d'or fut accepté par les deux partis.

Plus récemment vinrent les débats sur les trusts et les chemins de fer. Les républicains passaient pour leur être inféodés et les démocrates pour leur être hostiles; mais, sous le président républicain Roosevelt, les puissantes corporations ont été plus malmenées et leurs chefs ont entendu des paroles plus dures qu'ils n'en avaient jamais ouïes. Les démocrates ne pourraient surenchérir sans troubler le pays, ce qu'ils n'auraient garde de faire. De sorte que cette pomme de discorde aussi doit être abandonnée et qu'il n'y en a guère d'autre, sinon quelque divergence de point de vue sur ce qu'on nomme l' « impérialisme », sur le

régime des Philippines, un certain goût d'expansion et de domination au dehors et quelque tendance à la centralisation au dedans. Mais tout cela est bien vague; parce que les démocrates ne sont pas moins susceptibles patriotes que les républicains, ni les républicains plus belliqueux que les démocrates, et tous s'accordent sur ce point que l'Amérique, si elle était attaquée, doit être capable de se défendre.

Il est donc impossible de voir ce qui peut diviser cet heureux pays; pourtant il faut trouver quelque chose pour remplir des programmes opposés, afin de justifier l'existence de candidats concurrents. Les états-majors y pourvoiront, mais cela ne tirera pas à conséquence. Le président pourra changer, mais non pas sa politique.

CHAPITRE IV

LA CULTURE INTELLECTUELLE ET LE GOUT

Primo vivere. — Intérêt de la vie pour l'Américain. — Il est plus entraîné à agir qu'à penser. — Grande différence du niveau de l'instruction entre le Nouveau Monde et l'ancien. — Supériorité des écoles professionnelles en Amérique. — « Le toucher laine ». — L'époque de la vie où les Français travaillent le plus est celle où les Américains travaillent le moins. — Les sports à l'université. — Traitements relativement faibles des professeurs. — Agencement parfait des bibliothèques. — Salle de lecture pour les aveugles. — Livres japonais, poinçonnés d'après la méthode Braille. — Les journaux. — Bon ordre des annonces, suivant leur nature. — Pêle-mêle des autres matières. — Comment la faiblesse de l'instruction n'empêche pas les Américains d'être un peuple très fort. — Erreurs répandues à ce sujet. — L'absence de goût. — Les *sky-scrapers*; maisons à vingt étages. — Genre de beauté architecturale qu'elles pourraient avoir. — Le sens de l'esthétique chez certains peuples. — Moins de beauté dans le New-York actuel que dans le Paris gothique ou dans celui de la Renaissance. — Le Stock-Exchange; l'Esplanade de la Battery. — Notre Paris menacé d'enlaidissement.

Si nous souffrons de maux qu'ignorent les Américains, nous leurs sommes évidemment

supérieurs sur le terrain de l'instruction, des arts et du goût. Cela s'explique aisément : les immigrants ne venaient pas d'outre-mer pour philosopher. Si les citoyens des États-Unis s'étaient adonnés depuis cinquante ans à la culture intellectuelle, les terres seraient encore incultes. *Primo vivere*, et la vie offre tellement d'intérêt là-bas que chacun se sent beaucoup plus entraîné à agir qu'à penser ; le champ des réalités saisissables y offre plus d'attraction que celui des spéculations morales.

Les Américains bâtissent le gros œuvre de leur maison ; rien ne prouve qu'une fois en possession du vivre et du couvert ils ne songeront pas à l'ornementation. Rien ne prouve non plus qu'ils y excelleront. Tous les peuples n'ont pas mêmes aptitudes : la qualité maîtresse de celui-ci, ce sens « pratique » que nous admirons, a son envers ; il empêche de s'attacher beaucoup à ce qui n'a pas d'utilité immédiate, et de se passionner pour les idées générales. Le nombre des cours dans les universités, le chiffre des volumes dans les bibliothèques, ne doivent pas nous abuser sur

la différence profonde de niveau qui existe entre les élèves et les pédagogues du Nouveau Monde et ceux de l'ancien.

S'agit-il d'écoles *professionnelles*, les Américains sont nos maîtres; leur système est bien plus « pratique » que le nôtre. Leur école est une usine en raccourci; le professeur est un marchand qui fait en même temps des démonstrations et des profits; ce qui ne l'empêche pas de servir de modèle, de donner des leçons aux industriels voisins et de leur apprendre par exemple, en fait de tissage, comment on donne un « toucher laine » plus parfait aux mélanges laine et coton.

S'agit-il au contraire d'enseignement classique, secondaire ou supérieur, nous remarquerons d'abord que l'époque de leur vie où les Français travaillent le plus — dans les classes moyennes s'entend — est précisément celle où les Américains travaillent le moins : c'est le temps du collège. Les vieux pays comme le nôtre ont organisé, à l'entrée de toutes les avenues par où les adultes doivent aborder la vie, une succession de barrières

qui, sous couleur de sélection, ont surtout pour objet d'empêcher les jeunes gens de parvenir trop aisément et de restreindre la foule des candidats. Comme des arbres plantés très serrés dans une futaie poussent en hauteur pour trouver de l'air et ne pas se laisser dépasser, ces candidats, si nombreux pour des postes si rares, se forcent les uns les autres à la besogne et haussent l'étiage des examens et des concours. Après quoi, engagés dans une « filière », ils peuvent se reposer.

Pour les jeunes Américains ce qu'il y a de plus important au collège, ce sont les sports. Ces sports changent quelque peu suivant les classes, mais tiennent toujours le principal rôle dans l'éducation. La gloire de chaque université ce n'est pas d'avoir, comme nos lycées au concours général de naguère, plus de prix de dissertation ou de version latine que les autres maisons; mais d'avoir les meilleurs rameurs ou les plus forts joueurs de *base-ball*. Aussi l'Américain arrive-t-il à la force du poignet; il apprend peu, néglige les diplômes, d'ailleurs sans importance et facile-

ment délivrés; la vie se charge de le classer suivant ses mérites.

Parmi tous les emplois qui s'offrent à lui, l'un des moins engageants, au point de vue du salaire, est celui de professeur. Les traitements pédagogiques ne sont nullement en rapport avec ceux des autres fonctions privées, — les universités américaines sont, on le sait, des organismes indépendants où l'État n'a rien à voir. — On y débute, on y demeure longtemps à des taux modestes et le maximum de ce que le professeur le plus éminent peut obtenir est de 25 000 francs à Cambridge, New-Haven, Chicago ou New-York.

Les bibliothèques publiques sont beaucoup mieux agencées que les nôtres; on a souvent décrit les ingénieux mécanismes par lesquels les livres sont demandés, expédiés et s'en retournent d'eux-mêmes à leurs rayons respectifs, au moyen de rails et de wagonnets qui déposent automatiquement chaque volume à son étage, suivant que l'on a pressé tel ou tel bouton au bureau central. Ces bibliothèques sont éclairées à l'électricité, comme d'ailleurs toutes les

bibliothèques de l'univers civilisé. Il n'y a qu'à Paris, à la Nationale, où l'on doit plier bagages aux jours sombres de l'hiver à trois heures de l'après-midi, parce qu'on n'y voit goutte; aucune lumière autre que celle du soleil n'étant encore admise rue Richelieu, pas même celle des lampes à huile qui se sont pourtant faufilées aux Archives nationales, depuis quelques années. Les livres sont judicieusement choisis et le maniement des catalogues est d'une commodité parfaite. Il y a des salles pour les dames, il y en a pour les enfants, il y en a même pour les aveugles, avec des ouvrages en diverses langues. Ce n'est pas sans surprise, et sans d'autres sentiments aussi que j'ai vu à la Bibliothèque du Congrès à Washington une série de volumes venus du Japon et poinçonnés d'après la méthode Braille, pour la lecture des doigts... en japonais.

Mais, si l'on considère les titres des livres prêtés journellement, on se croira plutôt dans un « cabinet de lecture » que dans une salle de travail. Ce public des deux sexes, où les

lectrices dominent, est un public qui vient, non pas s'adonner à une tâche mais se procurer une distraction; la galerie la plus fréquentée est celle où l'on « consulte » simplement les magazines illustrés de la quinzaine et les journaux du jour.

Ces journaux sont à l'image de la nation; énormément de papier — certains numéros du *Herald* sont à cent douze pages — beaucoup de menus faits, très peu d'idées. Les faits sont de l'étoffe la plus mince, jetés pêle-mêle, ou plutôt enfilés dans les colonnes, suivant qu'ils sont sortis des mains du typographe et que le secrétaire de la rédaction les a reçus. Dans ces périodiques géants qui vivent surtout de publicité, les annonces sont classées parfaitement, suivant leur nature et l'on n'y commettrait pas la faute de placer les chevaux à vendre au milieu des appartements à louer. Mais discussions du parlement ou accidents de chemins de fer, congrès syndicaux ou rhumes de ténor, toutes ces miettes du jour, de valeur inégale ou même nulle, se suivent et se contre-poussent dans un désordre parfait, avec

des titres et des sous-titres qui les résument et ont pour but de simplifier la besogne du lecteur de journaux. Et ce lecteur ne songe pas qu'il serait encore plus simple de ne point lire ces choses inexistantes qui lui font perdre son temps.

Cela n'est pas particulier à l'Amérique; mais tout de même nos gazettes européennes trahissent d'autres préoccupations de symétrie. A côté des télégrammes laconiques qui n'apprennent rien et ne signifient rien, elles ont des articles écrits dont la subtance ou le bon sel peut instruire ou récréer les « honnêtes gens ».

Les besoins intellectuels, ni d'ailleurs le degré de l'instruction, ne sont donc pas en Amérique ce qu'ils sont en France, et cela n'empêche pas les Américains d'être un peuple très fort. Les peuples forts sont ceux qu'anime, dans la vie publique, l'esprit d'union et de discipline afin que la nation présente un corps solide; les peuples forts sont ceux qui possèdent dans la vie privée l'esprit d'audace et d'initiative, de sorte que l'individu s'y développe et entreprend

sans cesse. Les peuples qui possèdent ces qualités s'élèvent, les autres déclinent et le plus ou moins d'instruction n'a rien à y voir. Mais si l'instruction n'est pas, par elle-même, génératrice de force morale ni de vertu civique comme on l'imprimait il y a trente-cinq ans lorsque la France avait été battue par l'Allemagne, c'est un bien qu'il est agréable de posséder. Ces humanités inutiles, dont les fils de la bourgeoisie française sont forcés de se bourrer la cervelle depuis des siècles, ont affiné lentement l'âme des générations successives. Elles ont engendré chez nous le sens et l'amour du *beau*, que nous sacrifions volontiers à l'*utile*, ce que les Américains se gardent bien de faire.

Il est clair que les progrès de l'humanité, en art comme en littérature, sont une suite d'œuvres individuelles, non collectives; qu'une foule n'est par elle-même capable de rien. Cependant l'influence que la masse exerce sur l'élite n'est pas moindre que l'influence de l'élite sur la masse. Cette dernière a la puissance du nombre, et cette puissance est très grande,

crée la mode et l'air ambiant. Les architectes n'auraient pu, sans encourir des peines afflictives ou infamantes, planter au centre de toutes les villes des États-Unis ces désolantes maisons à vingt étages, les *sky-scrapers* — racleurs de ciel — s'il avait existé là-bas un public sensible aux lois de l'esthétique. Un *tolle* se serait élevé contre le premier qui eût prétendu gâter ainsi la perspective générale, pour tirer un meilleur profit des quelques mètres carrés de surface dont il était propriétaire.

Non que ce fût un crime en soi de dépasser le niveau commun. Nous avons dans nos vieilles cités des douzaines de constructions qui dominent les autres et dont la silhouette se découpe sur l'horizon : ce sont des tours, des flèches et des dômes. Qu'ils soient laïques ou religieux ils sont l'ornement et la gloire de ces agglomérations urbaines, dont ils rompent heureusement la monotonie et qui autrement ressembleraient à une banlieue sans ancêtres et sans idéal.

Mais pour avoir le droit de s'offrir ainsi de toutes parts à l'admiration des passants,

encore faut-il en être digne. Les *buildings* — c'est le nom générique de ces tours de dominos gigantesques — qui présentent du haut en bas de leurs façades, avec leurs étages uniformes et leurs petites fenêtres carrées, la figure cent fois répétée du « double-quatre »; les *buildings* pourraient être de beaux morceaux d'architecture, adaptant à nos besoins modernes les ressources d'un art éternel. Imaginez la tour Saint-Jacques, plus large et plus haute si l'on veut, aménagée pour un régiment d'avocats, de banquiers, de commerçants de toute taille, découpée à l'intérieur en bureaux innombrables et munie d'ascenseurs à grande vitesse; ce ne serait pas déplaisant à l'extérieur.

L'expérience a été faite; il existe quelques types de *sky-scrapers* assez originaux; j'en ai compté deux à New-York, un à Boston et un à Chicago. Les étages et les ouvertures sont associés à l'œil par trois et par quatre et disparaissent sous une conception d'ensemble dont les lignes élancées, de style gothique, byzantin ou renaissance, ne manquent pas de grandeur. Les artistes, à qui il appartenait

d'inventer une formule nouvelle pour installer des chrétiens les uns sur les autres, jusqu'à une hauteur où nos pères ne logeaient que des cloches, n'eussent pas manqué de découvrir quelque chose; mais cela eût été plus long à bâtir, plus compliqué, moins confortable et beaucoup plus cher. Or le but de ces cases était simplement de gagner de l'argent — *to make money*.

Il n'y a pourtant nulle incompatibilité radicale entre la passion des affaires et le sens de la beauté, entre l'industrie et les arts. Dans le passé l'histoire nous montre des peuples qui ont su briller à la fois par le goût et par le lucre, témoin Venise et les Pays-Bas, et qui ont perdu l'un et l'autre en même temps. Nulle connexité d'ailleurs entre les succès matériels et intellectuels. Il n'en est pas moins inquiétant que le petit Paris de saint Louis ait pu bâtir Notre-Dame et que cet énorme New-York de 4 millions d'hommes ne possède pas un seul monument grandiose. Et de plus il est singulier que ce soit par des pauvres qu'ait été, dans cette ville opulente, élevé et payé le meilleur

morceau d'architecture; la cathédrale catholique de Saint-Patrick.

S'il y a moins de beauté dans le New-York actuel que dans le Paris gothique ou dans celui de la Renaissance, c'est peut-être que les belles œuvres ne prennent un corps de pierre que lorsqu'elles ont été d'abord quelque temps « dans l'air », qu'elles résultent d'un accord des volontés, sans lequel elles ne se bâtissent jamais. Sans ces œuvres pourtant les villes les plus pleines semblent vides, dussent les *buildings* se serrer les uns contre les autres, comme ils font maintenant dans Wall street — la rue de la haute banque — au point de noyer l'étroite chaussée en plein midi dans une sorte de crépuscule.

Ces citadins du Moyen âge, qui ne savaient tenir leurs rues, ni droites, ni propres, ni sûres, qui ne savaient pas s'éclairer, ni se chauffer, ni s'abreuver, que des épidémies meurtrières désolaient périodiquement parce qu'ils manquaient d'égouts et d'hygiène, avaient un sens très vif de la beauté; ils ont su, avec les petits moyens pécuniaires et mécaniques

dont ils disposaient, mettre sur pied des joyaux de pierre, de fer et de bois, par lesquels leurs cités médiocres, à demi détruites, comptent encore et vivent dans la mémoire des hommes ; parce qu'à un certain point de vue c'est la moindre sorte d'importance, pour une ville, que celle qui se mesure au cordeau et au chiffre des habitants.

Et ce peuple audacieux et opiniâtre, qui laboure, défonce, repétrit et exploite un continent, le sillonne de voies ferrées et y sème des villes par centaines ; ce peuple qui n'hésite pas à déplacer des montagnes, témoin San-Francisco où il a comblé la partie basse de la rade, en charriant les dunes environnantes dans la mer sur une longueur de trois kilomètres, pour bâtir sur ce terrain artificiel les quartiers que le tremblement de terre détruisait il y a deux ans; ce peuple qui, besogne plus difficile encore, a trouvé moyen par des canalisations et des endiguements raisonnés de supprimer la fièvre jaune à la Nouvelle-Orléans, et d'assainir la contrée meurtrière que traverse le futur canal de Panama, ce peuple améri-

cain qui jette à New-York les millions par centaines pour frayer sous terre de nouveaux cheminements électriques, plus commodes à la circulation, n'a pas eu l'idée jusqu'ici de magnifier son triomphe par aucun de ces monuments visant à la pérennité, tels que les conquérants antiques en ont laissé pour attester leur pouvoir.

L'esplanade de la Battery, promontoire extrême de New-York entre l'Hudson et l'East-River, que l'Océan vient battre de ses flots, cadre unique à nos yeux français pour l'ordonnance majestueuse d'édifices décoratifs, est coupée sans façon dans toute sa largeur par l'ignoble charpente en bois d'un *Elevated Railway*, semblable à un échafaudage provisoire destiné à disparaître demain, bien qu'établi là depuis trente ans. Dans cette métropole commerciale, dans cette place d'affaires où se brassent les capitaux de tout un monde, on s'attend à voir la Bourse logée en quelque palais superbe ; erreur, la façade étriquée de ce puissant Stock-Exchange rappelle simplement les trois colonnes du théâtre des Variétés, à Paris,

rangées le long du trottoir. Et les critiques que l'on peut faire à New-York s'appliquent aux autres villes des États-Unis, toutes identiques, bâties sur le même patron, où nul n'a été préposé au soin de la « Beauté », parce que personne n'était choqué de son absence.

Les Américains pourront nous répondre que, si la beauté vaut quelque chose, la bonté vaut plus encore ; que c'est par la bonté et non par la beauté que le monde marche et que les États-Unis sont très riches en bonté, dont témoignent cent œuvres philanthropiques et mille bâtiments charitables. D'ailleurs cette absence de goût qui déroute le voyageur n'a rien d'irrémédiable. Le goût peut venir à ceux qui en manquent, comme il peut se dépraver chez ceux qui en ont. Il y a eu des époques où l'on a constaté dans tout un pays une éclipse passagère du goût, et les propagateurs de l'art chez les autres, — témoin la Grèce antique, l'Arabie des Kalifes et l'Italie de la Renaissance, — le virent ensuite périr chez eux.

On peut craindre que la France actuelle ne soit menacée du même sort, à voir l'abandon récent

par la municipalité parisienne des règles qui contenaient les maisons privées dans des limites harmonieuses, les maçonneries nouvelles de huit étages, dont les unes obtiennent, pour un vil souci de lucre, de rompre la symétrie de la rue de Rivoli, tandis que d'autres se sont fait octroyer un débordement de plus de deux pieds sur l'avenue des Champs-Élysées. Fasse le ciel qu'il se trouve quelques plumes hardies capables de seringuer un peu de bonne encre sur les façades hospitalières ou musicales dont Bouvard et Pécuchet, pour des motifs insondables, s'apprêtent à nous doter encore.

CHAPITRE V

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Un terrain où les Français gagneraient à devenir plus Américains. — Le respect par la majorité des opinions qu'elle ne partage pas. — Les biens d'église et les collèges congréganistes exempts de tout impôt aux États-Unis. — Caractère de perplexité et de tolérance de la libre pensée américaine. — Elle ne prétend pas passer dogme à l'ancienneté. — Le mysticisme; Mme Eddy et la *Christian Science*. — Religions fantaisistes : « mort aux drogues, aux médecins et... au diable ». — Le mormonisme sans polygamie. — État des Mormons actuels à Salt-Lake City et le secret de leur durée. — La franc-maçonnerie américaine, très différente de la nôtre. — Religion un peu plus laïque, mais plus « liturgique » que bien des sectes protestantes. — « Il y a des hommes que l'amour divinise. » — Les inconséquences religieuses. — Le *Girard College* de Philadelphie. — Trois offices laïques chaque jour. — Progrès du ritualisme chez les épiscopaliens. — Tendance des protestants pieux vers une religion plus positive. — Fossé profond qui les sépare du catholicisme. — Préjugés anciens. — L'Église catholique est « inélégante ». — « Je suis catholique, mais je ne le dis pas. » — Les Juifs et leur

nombre. — Les organismes puissants et virils s'accommodent très bien du microbe juif. — Pronostics sur l'avenir du catholicisme aux États-Unis. — New-York, troisième ville catholique du monde. — Le nouveau jésuite « de robe courte ». — Un cardinal en redingote. — Action probable du clergé américain sur le catholicisme universel et sur les cadres italiens du Saint-Siège.

S'il est un terrain où les Américains gagneraient à devenir un peu plus Français, il en est un autre où les Français gagneraient à devenir beaucoup plus Américains : celui de la liberté de conscience. Nous pouvons leur enseigner le goût; ils peuvent nous apprendre la justice, le respect, par une majorité toute-puissante, des opinions qu'elle ne partage pas.

Les hommes et les choses ont pu changer sur ce sol de l'Union, depuis cent vingt ans; mais la liberté religieuse y est demeurée la même qu'au jour où elle était promulguée en tête de la Constitution fédérale. Et si vous voulez savoir comment, en ce pays protestant, sont traités les catholiques non seulement dans leurs personnes mais dans leurs biens, interrogez tel archevêque de la Nouvelle-Angleterre : il vous répondra qu'il possède, au nom

de son diocèse, pour 150 millions de francs d'immeubles, mais que ces immeubles ne payent pas un centime d'impôt, *parce que* ce sont des biens d'église; interrogez le supérieur de tel collège religieux, très prospère, dont les bâtiments neufs s'étendent au milieu de jeunes plantations, au pied des Montagnes Rocheuses : il vous répondra que ces terrains lui ont été donnés par des spéculateurs non catholiques, désireux d'attirer des habitants dans un quartier désert ; mais que son ordre n'est soumis pour ces propriétés à aucune taxe, ni par l'État, ni par la ville, *parce que* ce sont des établissements d'enseignement, par la même exempts de droits, qu'ils soient laïques ou confessionnels. Si vous êtes Français, ce langage aura de quoi vous surprendre.

Rentrez en France, interrogez un curé : vous apprendrez de lui qu'il est menacé d'être expulsé de son presbytère, quoique la commune, maîtresse de ce logis, voudrait bien lui en concéder l'usage, ou du moins de lui louer à petit prix. Mais l'État s'oppose à ce qu'il soit fait à ce curé par cette commune aucune con-

cession. Ce langage aura de quoi vous surprendre... si vous êtes Américain.

Ce n'est pas que l'Américain soit toujours un homme religieux. Au fait il est malaisé de connaître sa croyance, et surtout son incroyance. Non pas parce que les feuilles de recensements s'abstiennent de poser à cet égard des questions qui seraient généralement jugées indiscrètes; mais parce que les citoyens des États-Unis gardent une grande réserve sur leurs sentiments religieux ou antireligieux. En France la libre pensée, aussi impérieuse que l'autorité ancienne, a prétendu passer « dogme » à l'ancienneté; dès lors il semble qu'elle est hors de sa voie et qu'elle abuse. Là-bas, autant par bon ton que par bon sens, la libre pensée a le caractère de perplexité et de tolérance qui lui sied par définition.

Homme précis en choses temporelles, l'Américain est vague en matières spirituelles et ce vague le satisfait. A voir un si grand nombre de gens aux États-Unis qui se disent « gnostiques » ou « agnostiques » — c'est la même chose — sans être capables de vous

expliquer en quoi consiste au juste cette secte à laquelle ils pensent appartenir, vous songez involontairement à cette saillie d'un humoriste, soutenant que « les mots qu'il ne comprenait pas étaient ceux qui exprimaient le mieux sa pensée ». Vous devinez cependant que ce qu'ils appellent « gnosticisme » c'est un protestantisme sans croyances, comme déjà leur protestantisme n'était souvent qu'un christianisme sans pratiques. Et cela se réduit à une opinion que tout est possible, sinon probable, et d'ailleurs indifférent. L'ignorance, en matière religieuse, est très grande; peu de gens se préoccupent d'en sortir, car la majorité réfléchit rarement à ces choses.

Fût-il dénué de foi positive, l'Américain n'est pas pour cela moins crédule, ni même moins mystique. Cette contradiction est fréquente. Vous êtes tout étonné d'apprendre que ce jeune gentleman à l'esprit si net, aux muscles d'acier, qui vient de faire avec vous sa partie de tennis, est « christian-scientist », c'est-à-dire adepte d'une religion dont l'apôtre et le pontife suprême est une vieille femme de

Boston, nommée Mme Eddy, dont on ne sait si elle vit encore ou si elle est morte, parce que ses séides immédiats la séquestrent avec soin pour faire croire à son immortalité.

La *Christian Science* est une foi doublée d'une thérapeutique, puisque son unique originalité consiste à supprimer la douleur, en persuadant à ses adeptes qu'ils ne souffriront jamais pourvu qu'ils se figurent ne pas souffrir. On m'a affirmé que beaucoup de malades se sont ainsi trouvés guéris. Le surplus des rites est sans importance et ne sert qu'à encadrer cette trouvaille. Or ce culte nouveau, qui ne rencontrerait sans doute en France que peu d'accueil, a là-bas, dit-on, 3 millions de fidèles, répandus un peu partout. Leur ferveur entretient des temples, en dehors de celui de Boston, dans divers États, et l'argent afflue entre les mains des acolytes de Mme Eddy qui en font je suppose le meilleur usage. A Chicago, le fondateur d'une autre secte religioso-pathologique, dont la devise est : « Mort aux drogues, aux médecins... et au diable », a aussi trouvé moyen de bâtir un temple pour ses dévots et de s'édifier

à lui-même une fortune d'une dizaine de millions, qui lui permet de mener grand train et d'entretenir trente domestiques.

Dans l'Utah, les Mormons, bien qu'ils aient perdu leur principal intérêt, depuis que la législation a interdit la polygamie et qu'ils doivent se contenter d'une seule femme, se maintiennent florissants et font même des prosélytes dans les campagnes. Ils ont un apostolat organisé en Europe, j'ignore avec quel succès; mais le fait est qu'après avoir écouté une heure, à Salt-Lake City, un Mormon sérieux et convaincu qui vous explique ses dogmes et s'efforce de vous convertir, vous demeurez stupéfait que cette grossière salade de mahométisme, de judaïsme et de christianisme ait pu tenter tant de fanatiques et enrôler de vrais martyrs, et vous voyez clairement qu'elle puise ses racines de vie dans la morale évangélique dont elle est saupoudrée, et dont le mormonisme prétend s'approprier la pure vertu.

C'est la même morale qui fait le fond de la franc-maçonnerie américaine, très différente

de la nôtre. Pour être admis à la maîtrise, l'apprenti maçon doit confesser par serment, *sur la Bible*, sa croyance en Dieu créateur. Et comme beaucoup d'églises soi-disant protestantes ne croient guère davantage, il en résulte que, dans chaque ville, le temple maçonnique avec ses dômes dorés et son architecture de chapelle, est le siège d'une religion un peu plus laïque que les autres, mais plus « liturgique » à sa manière que bien d'autres, dont les cérémonies sont exclues et dont les dogmes se sont évaporés.

On est surpris au premier abord de rencontrer un pasteur calviniste, qui porte un crucifix suspendu à son cou par une chaîne de métal, comme nos évêques, et qui, s'entretenant avec vous de la divinité du Christ, vous déclare ingénument « qu'il ne faut pas exagérer la porté du mot « divin »; que pour lui, il y a des hommes que l'amour divinise »; mais, après un certain nombre de colloques de ce genre, on n'est plus surpris de rien du tout. Innombrables sont là-bas les âmes où cohabitent en paix les antinomies les plus discordantes.

Je m'étais laissé dire qu'il y avait à Philadelphie une maison d'éducation où l'athéisme était obligatoire, le *Girard-College*, dont l'entrée, accessible à tous, n'était refusée qu'aux ministres des différents cultes. En effet le portier m'invite, avant de me laisser franchir le seuil de cet établissement plus que laïque, à lui donner ma parole que je ne suis ni prêtre, ni pasteur, ni rabbin, ni d'ailleurs iman, lama ou brahmine. Mais à peine entré dans le Girard-College, je vois sortir par toutes les portes d'une vaste rotonde et déambuler le long des cours spacieuses et gazonnées, des théories de garçonnets et d'adultes de neuf à dix-sept ans, regagnant en diverses directions les bâtiments affectés à leur classe. « C'est la chapelle, me dit mon guide, en désignant la rotonde, et l'office vient de finir. »

Assez intrigué, je demande à parler au directeur; il est debout encore au pupitre, sur l'estrade qui coupe en un point de la salle les gradins garnis de banquettes, où s'assoient les 1 500 élèves de l'établissement. Et, de la meilleure grâce du monde, il m'apprend que

feu M. Girard, frappé durant sa vie des querelles qu'entretenaient les sectes religieuses, voulut écarter de la jeunesse ces divisions stériles et défendit qu'il fût donné aucun enseignement confessionnel, dans cet asile somptueux à la fondation duquel il consacra sa fortune. Il exigea seulement qu'une lecture publique y fut faite de la Bible... *trois fois par jour*. Comme j'objectais que l'Ancien Testament contient des parties assez fastidieuses, dénuées de toute actualité pour de futurs citoyens de Pensylvanie, telles que le Lévitique ou le Deutéronome, mon interlocuteur me répliqua qu'en effet on négligeait ces livres historiques pour s'attacher surtout à l'Évangile.

Il arrive ainsi que ce collège sans religion est, par un certain côté, le plus religieux du monde; puisqu'il n'y a pas une seule maison congréganiste où les élèves doivent se rassembler chaque jour trois fois, en un local déterminé, pour y entendre une demi-heure durant la parole de Dieu. Ainsi semé, sans commentaires, le grain de cette parole germe-t-il et quels en peuvent être les fruits? Je

l'ignore, mais il n'est pas téméraire de penser qu'un pareil système n'est pas en tout cas pour diminuer le nombre des sectes ni l'incertitude des opinions. Ces conséquences de l'individualisme désolent les protestants orthodoxes, en Amérique comme en Europe et, par une réaction naturelle, les épiscopaliens se prennent d'affection pour le ritualisme, dont on peut constater les progrès chez eux. Même chez les presbytériens pratiquants on observe une vague tendance, un goût inavoué pour une religion plus positive. Mais nul ne se résoudrait à accepter le magistère du catholicisme; la notion même leur en est tout à fait étrangère.

Un épiscopalien pieux, causant avec un catholique sincère, déplorera volontiers l'état d'émiettement des croyances, parmi ceux de ses concitoyens qui demeurent disciples de Jésus-Christ. Il lui demandera s'il ne serait pas possible de s'entendre et de travailler à l'union des églises « *par de mutuelles concessions*, par exemple sur la présence réelle dans l'Eucharistie »; il lui fera cette proposition de la

meilleure foi du monde, sans en apercevoir l'inconséquence énorme, sans se rendre compte que le chaos dont il s'afflige a précisément pour auteur l'indépendance des interprétations personnelles, que les conventions et les arrangements les plus conciliants ne pourraient enfanter qu'une dix-millième secte et que le seul ciment de l'unité est l'humble soumission des catholiques à l'autorité de leur église. Les ritualistes les plus voisins du catholicisme demeurent donc séparés de l'Église romaine par un fossé profond.

La plupart d'entre eux en sont éloignés aussi par les convenances mondaines, par le bon ton. L'église catholique est « inélégante »; c'est là-bas en général l'église des petits et des pauvres. Madame a son banc — son *pew* — à côté de celui de ses amies qu'elle retrouve le dimanche à l' « office », quand elle y va ; à la messe, elle rencontrerait surtout sa cuisinière. Ne rions pas; « nous sommes chrétiens, écrivait Montaigne, au même titre que nous sommes Périgourdins ou Allemands; nous nous sommes rencontrés au pays où cette religion

était en usage ». Cette remarque, moins vraie qu'au temps de Montaigne, l'est encore beaucoup.

Il existe chez certains puritains des préjugés incroyables contre les catholiques : J'ai entendu un chef d'industrie, d'esprit très ouvert et plutôt indifférent en matière religieuse, expliquer à un ami que les prêtres catholiques, au confessionnal, permettaient aux domestiques de voler leurs maîtres quand ils étaient protestants. Sans avoir à se défendre d'accusations aussi bouffonnes, les catholiques sont parfois en butte à un sourd ostracisme dans la Nouvelle-Angleterre. Ils n'ont à redouter aucune injustice positive; mais le fait d'appartenir à l'Église romaine est susceptible de nuire quelque peu à leur avancement. « Je suis catholique, mais je ne le dis pas », confie l'un d'eux à un coreligionnaire qu'il a rencontré et avec qui il se sent aussitôt en confiance. Par une conséquence naturelle le lien, entre adeptes de la même foi, s'en trouve resserré; ils forment une confrérie, non point occulte mais discrète, et qui se traduit, entre inconnus de

la veille qui ne se reverront jamais, par le don subit d'une mutuelle sympathie.

C'est un sentiment analogue à celui que nos « antisémites » ont dû créer parmi les Israélites : l'idée de s'unir entre soi par le point même qui vous rend suspect aux autres. En France où, sur 39 millions d'habitants, il se trouve 60 000 Juifs, l'antisémitisme ne peut être que fort artificiel et pure matière à conversations et à pamphlets. A New-York où, sur 4 millions de citoyens, l'on compte d'après les estimations les plus modérées 600 000 Juifs; à Chicago, où les rapports sont les mêmes, — 300 000 Juifs sur une population de 2 millions, — et dans nombre d'autres villes de l'Amérique où les Juifs représentent une semblable proportion du total, la « question juive » mériterait une sérieuse attention.

Mais il n'y a pas là-bas de « question juive ». Il est à remarquer que l'élément juif n'est dangereux ou nuisible que dans les pays pauvres ou paresseux. C'est un microbe qui ne convient pas aux organismes débiles ou fatigués ; mais dont s'accommodent les organismes

puissants et virils. Son intelligence laborieuse, son instinct commercial, au service d'une indéniable âpreté au gain, fait craquer le moule social chez des peuples faibles qui le regardent comme un fléau. Chez les peuples au contraire, dont la majorité est douée d'aptitudes égales ou même supérieures à celles du Juif, il se mesure avec des rivaux de sa force et son arrivée n'apporte à ces milieux prospères qu'un supplément de vitalité. C'est le cas en Amérique et en Angleterre, tandis qu'en Russie, en Pologne, en Hongrie, dans tout l'Orient, il est funeste et détesté.

Depuis quelques années ces émigrants israélites, pareils au Juif errant de la légende, se transportent avec quelques sous du fond de l'Europe orientale dans le Nouveau Monde d'Occident, jetés par la persécution de leurs princes ou de leurs compatriotes sur ce sol ouvert à tous les proscrits. Ils y rencontrent nos religieuses et nos moines français, nos petites sœurs des pauvres et nos frères des écoles chrétiennes, chassés aussi de notre république, qui vont planter leur tente et conti-

nuer leur œuvre sous d'autres cieux. Les premiers y cherchent de l'or, les seconds y apportent de l'idéal.

Comme les protestants américains, ces Juifs étrangers se divisent en deux catégories : ceux qui le sont de fait, ceux qui le sont seulement de nom. Ce sont les plus nombreux. Les bœufs et les vaches, que « sacrifient » tous les jours, suivant le rite hébraïque, les boucheries géantes de Chicago, ne suffiraient pas à la consommation des Israélites, s'ils étaient attachés exactement aux prescriptions de l'ancienne loi; et je pense qu'il y en aurait fort peu, parmi les Juifs des Etats-Unis, d'assez conséquents avec eux-mêmes pour voter la mise en croix de Jésus.

Dans ce pays de libre prosélytisme, où les religions apparaissent fraternelles et non dominatrices, le prêtre catholique a le champ libre pour rappeler aux Juifs, convaincus ou indifférents, non pas ce qui sépare, mais ce qui unit à eux les « gentils » que nous sommes, devenus par la foi enfants d'Abraham. Rien ne s'oppose à ce que, sur ce sol neuf, l'on se sou-

vienne au xxe siècle du christianisme de Jérusalem, prêché d'abord par des Juifs, premiers disciples de la doctrine comme ils avaient été les premiers auditeurs de la parole pour laquelle, en témoignage, ils ont les premiers versé leur sang.

Que fera et que sera ce noyau catholique de 13 millions d'individus, au sein de ce peuple impétueux, débordant de vie, religieux sans croyances et qui ne tardera pas à se rendre compte que la possession d'un téléphone, d'un ascenseur vertigineux, d'un car électrique, d'un radiateur à vapeur et d'une baignoire avec savon à discrétion, ne sont pas le but unique de l'existence pour une âme curieuse de ses destinées? Le catholicisme va-t-il s'anémier, se lézarder à son tour; va-t-il s'effriter, comme les autres cultes et se dissoudre peu à peu dans cette Babel des confessions religieuses? Va-t-il, intraitable dans ses dogmes, mais plastique et ondoyant dans ses procédés, gagner du terrain et s'étendre en tache d'huile; ou, sans perte ni gain, va-t-il se calfeutrer, se cloîtrer dans ses églises, borné à sa clientèle

d'origine : Irlandais, Italiens, Canadiens français, Allemands du Rhin ou d'Autriche ? Cette dernière hypothèse est sans doute la moins vraisemblable.

D'abord le catholicisme américain est très « national ». Ses ouailles s'estiment aussi bons patriotes que n'importe quels de leurs concitoyens protestants : « Nous n'avons pas de pardon à demander, me dit un curé, nous sommes chez nous ; il y avait un tiers de catholiques dans l'armée de Washington, et New-York est aujourd'hui la troisième ville catholique du monde, au point de vue de la population pratiquante. » En effet, les catholiques de là-bas le sont plus effectivement que ceux d'Europe et leur ferveur se manifeste de façon palpable. Il faut voir les quêtes aux jours de fêtes, même en des cités médiocres de l'Ouest : les dollars en papier tombent silencieux sur les plateaux, des enveloppes closes dissimulent les offrandes dont le donateur ne veut point tirer vanité et le « denier de la veuve » est d'argent et d'or.

Les Jésuites, qui réussirent en France au

XVIIe siècle en modernisant, en laïcisant l'enseignement, en chassant des programmes la théologie, en rognant la part du grec et de la philosophie d'Aristote, qu'ils remplacèrent par l'histoire, les sciences exactes, les arts d'agrément et les *ballets* qu'ils composaient pour leurs élèves, appliquent au XXe siècle, dans le Nouveau Monde, des méthodes analogues à celles qui leur valurent la faveur des bourgeois du temps de Louis XIV. Ils donnent aux jeunes Américains de toute religion qui leur sont confiés l'éducation appropriée à leurs besoins, développent la mécanique, la chimie, la physique; dans les districts miniers le traitement et l'affinage des métaux précieux occupent une bonne partie de leurs classes. Et, pour ce motif ou pour d'autres, on constate avec surprise que le « jésuite », cet homme ténébreux et mystérieux des romans-feuilletons de notre belle France, n'est point du tout impopulaire aux États-Unis.

Il serait pourtant, au regard d'Eugène Sue, de l'espèce la plus dangereuse : « jésuite de robe courte » au sens propre du mot, puisqu'il

est ganté de daim jaune, vêtu d'une jaquette et coiffé d'un melon. Mais l'usage du lieu le veut ainsi : nous sommes dans un pays sans cérémonie, où le Président de la République, chaque jour de beau temps, fait en manches de chemise sa partie de lawn-tennis avec l'ambassadeur de France, le sympathique M. Jusserand, sans que le protocole y voie rien à redire. Il n'apparaît pas que ce sans-façon affaiblisse ou diminue les vraies et naturelles grandeurs.

De toutes les Éminences de la terre, de tous les membres vivants du Sacré-Collège, en y comprenant même les plus galonnés de ceux qui ont encore des titres de princes, des palais semi-féodaux et des millions de revenus, il n'en est pas un qui recueille autant de respect *volontaire*, exerce plus d'influence et tienne une plus grande place dans le monde chrétien, que ce cardinal qui se promène dans les rues de Baltimore en redingote, et dont la calotte rouge, dépassant par derrière sous le chapeau haut de forme, est le seul insigne distinctif.

Il arrive fatalement que l'église catholique

exerce, dans ce pays recouvert d'un protestantisme criblé de fissures, exfolié, dispersé et ouvert de toutes parts, l'attraction d'une société compacte, précise, immuable, uniforme et disciplinée. Mais, de son côté, le milieu ambiant exerce une influence positive sur le clergé américain. Il crée, du haut en bas de la hiérarchie sacerdotale un nouveau type très en dehors du moule conventionnel et, par là même, mieux adapté aux temps nouveaux.

Et rien ne prouve que ce clergé américain n'exercera pas à son tour une action sur le catholicisme universel, sur la bureaucratie un peu figée des cadres italiens du Saint-Siège, sur des attitudes contingentes et transitoires bien que vieilles de plusieurs siècles. L'air du large apporté par ces prélats transatlantiques renouvelle l'atmosphère historique du Souverain Pontificat; il fait rêver d'un pape, non point immobile au Vatican, mais arpentant le monde, comme un apôtre, et le révolutionnant à nouveau d'un souffle inspiré.

TABLE DES MATIÈRES

LES CHAMPS

CHAPITRE I

L'AGRICULTURE DEPUIS CINQ ANS

CHAPITRE II

LE ROLE AGRICOLE DU GOUVERNEMENT

CHAPITRE III

LA CULTURE A SEC ET L'IRRIGATION

CHAPITRE IV

LES FORÊTS

CHAPITRE V

LES GRAINS, LES PRAIRIES ET LE COTON

CHAPITRE II

LES CRÉATEURS DES CHEMINS DE FER

CHAPITRE III

LA TRANSFORMATION DES CHEMINS DE FER

CHAPITRE IV

LES TRUSTS

CHAPITRE V

LA MAIN-D'ŒUVRE AMÉRICAINE

LES IDÉES

CHAPITRE I

LA DÉPOPULATION YANKEE

CHAPITRE II

LA NOBLESSE DU TRAVAIL

CHAPITRE III

L'ABSENCE DE CLASSES ET LA POLITIQUE

CHAPITRE IV

LA CULTURE INTELLECTUELLE ET LE GOUT

CHAPITRE V

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

67-08. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 3-08.

3064. — Paris. — Imp. Hemmerlé et Cie. — 8-09.


YB 197
HC106
.A8
242045
Averel

